



**MEXIQUE LES PETITES
ENTREPRISES
SOLIDAIRES DES "NENIS"**

**KAZAKHSTAN — POURQUOI MOSCOU
INTERVIENT SUÈDE — UN PARTI POUR
LES MUSULMANS**



Courrier international

N° 1628 du 13 au 19 janvier 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie
550 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, Danemark
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-Bretagne
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 4 DH,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont.
5,20 €, S. S. 6,70 CHF, TOM
850XPF, Tunisie 7,20 DT.

DÉMOGRAPHIE PLUS DURE SERA LA CHUTE

En 2050, 151 pays devraient voir leur population diminuer. Une menace pour le système de protection sociale, qui va nous obliger à repenser nos modèles de croissance économique.

M 03183 - 1628 - F: 4,50 €

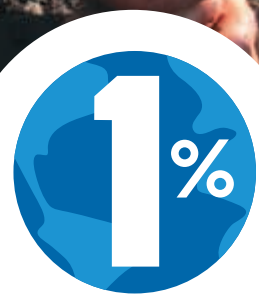




1% pour la planète, un grand pas pour une terre vivante

Si toutes les grandes marques donnaient 1% de leur chiffre d'affaires pour préserver la planète, nous ferions un pas de géant pour préserver une terre saine, vivante et fertile. Les entreprises ou les marques affichant le logo 1% for the Planet reversent 1% de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales. Rejoignez les 1000 entreprises françaises déjà engagées, pour que l'émerveillement sur notre planète perdure.

onepercentfortheplanet.fr



**FOR THE
PLANET**



Jardin BiO étic, marque d'alimentation biologique, est membre 1% for the Planet, et soutient l'association *Terre et Humanisme* qui œuvre en faveur de la diffusion de l'agroécologie en France. Jardin BiO étic a également soutenu 150 projets de préservation de la nature en 2021.

Jardin BiO étic est une marque de Compagnie Léa Nature, dont 18 des marques adhèrent au mouvement mondial 1% for the Planet. Depuis 2007, 16 millions d'euros ont été reversés à plus de 2200 projets de protection de la nature (à fin 2021) et 2,6 millions d'euros sont désormais reversés chaque année.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Démographie : plus dure sera la chute

p.26

C'est un phénomène assez contre-intuitif que nous avons choisi de décrypter cette semaine en une. "En 2050, 151 des 195 pays du globe seront en situation de décroissance démographique", d'après une étude de l'université de Washington largement citée dans le long article de **Nikkei Asia** qui structure notre dossier. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. Cela risque en tout cas de bouleverser en profondeur nos sociétés, les politiques économiques et les systèmes de protection sociale. Cet article a été publié en septembre, mais les grandes tendances n'ont pas changé

depuis, et si nous le mettons en avant aujourd'hui seulement, c'est que nous avons choisi de l'éloigner d'un autre dossier publié, lui, début novembre et intitulé "Des enfants? Non merci!" (*Courrier international* n° 1618). La presse étrangère levait alors le voile sur un phénomène encore tabou : le regret parental (en raison du surmenage, de la pression sociale, entre autres), mais aussi la volonté clairement affirmée chez certains de ne pas avoir d'enfants. Cette semaine, notre dossier va plus loin. "Depuis deux cents ans, une croissance démographique soutenue consume les ressources naturelles, dévaste l'environnement, engendre des guerres. Or l'humanité est sur le point de troquer une bombe démographique contre une autre, alerte **Nikkei Asia**. L'humanité s'apprête, pour la première fois de son histoire, à entamer une période de déclin prolongé." Le vieillissement des populations et l'effondrement des naissances que connaissent déjà l'Asie et l'Occident vont

se généraliser, entraînant avec eux une pénurie de main-d'œuvre et un ralentissement économique. "Cette décroissance démographique permettra peut-être de remédier à certains problèmes chroniques à travers le monde, notamment écologiques ou sociaux, mais la dépopulation posera de nouveaux défis : transformer la société de sorte qu'elle ne repose plus sur la croissance démographique." Le Japon a longtemps fait figure de précurseur dans ce basculement démographique. Après avoir fermé pendant des années ses portes aux travailleurs immigrés, le gouvernement a décidé récemment d'assouplir les règles de délivrance des visas aux travailleurs qualifiés et d'autoriser le regroupement familial. Autre mesure pour tenter de faire face à la pression démographique et à la pénurie de travailleurs : l'âge de la retraite a encore été repoussé, jusqu'à 80 ans et plus, voire parfois supprimé dans les grandes entreprises. "Le Japon est le laboratoire politique

de la 'shrinkonomie' [contraction du verbe anglais shrink, 'rétrécir', et d'économie]", selon le Fonds monétaire international, qui souligne qu'"une baisse de la population peut affecter l'efficacité des politiques monétaires". "Les mesures de relance à répétition ne suffiront pas, affirme **Nikkei Asia**. Pour vaincre le mal qui le frappe, le Japon doit impérativement investir dans des secteurs de croissance pour inverser la baisse de la demande. La transition numérique et la montée en compétences des travailleurs amélioreront la productivité, tandis que l'innovation permettra de répondre au défi d'une population vieillissante. Il s'agit de repenser en profondeur les politiques économiques traditionnelles." La Chine ou encore la Corée du Sud, qui a le plus faible taux de fécondité au monde, sont sur la même tendance. Selon l'université de Washington, la population de la Chine "chutera à 730 millions à l'horizon 2100, contre 1,41 milliard aujourd'hui".

Et la même dynamique pourrait être observée aux États-Unis et en Europe, où la population commencera à décliner en 2022, explique encore **Nikkei Asia**. En pleine campagne présidentielle et au moment où les débats se focalisent sur la sécurité ou le Covid, un dossier sur la bombe démographique qui vient peut paraître lointain. Ce n'est pas le cas. Même si nous sommes sur un temps plus long, les questions posées ici sont déjà d'actualité : quid des retraites, de la place de l'immigration, des systèmes de santé et de protection sociale? Comment construire un modèle économique qui ne soit pas simplement lié à la croissance de la population alors que nous n'avons connu jusque-là que cela? C'est tout le système qui est à revoir. Vaste programme.

En couverture : dessin de **Magee**, Royaume-Uni, pour **Courrier international**. Mexique : dessin de **Maria Luque** paru dans **Gatopardo**, Mexico.



Sommaire

KAZAKHSTAN p.8

Moscou appelé à la rescousse

Pour contrer les "forces terroristes", le Kazakhstan a fait appel à l'organisation de défense régionale chapeautée par Moscou. Un précédent qui aura des conséquences.

SUÈDE p.14

Nyans, le parti des musulmans

Avec son nouveau parti, Nyans ("Nuance"), Mikail Yüksel entend défendre les intérêts des musulmans. Un journaliste du **Dagens Nyheter** l'a suivi sur le terrain.

CUBA p.18

L'année qui a ébranlé la dictature

Depuis la réforme monétaire lancée au début de 2021, le pouvoir d'achat des Cubains s'est effondré, provoquant une colère sans précédent contre le régime communiste.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Connectas (connectas.org) Amérique latine, en ligne. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **The Diplomat** (the-diplomat.com) Washington, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **Gatopardo** Mexico, mensuel. **The History Magazine** (historic-uk.com/HistoryUK) Budleigh Salterton, en ligne. **IranWire** (iranwire.com) Londres, en ligne. **El Mundo** Madrid, quotidien. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **NGOCN** (ngocn2.org) Kunming, en ligne. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **El País Brasil** (brasil.elpais.com) São Paulo, en ligne. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Profil** Moscou, hebdomadaire. **La Repubblica** Rome, quotidien. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **IL Venerdì di Repubblica** Rome, hebdomadaire. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.



MARIA LUQUE, MEXIQUE

360° p.38

LES "NENIS", ÉTOILES MEXICAINES DU NÉGOCE

Leur surnom est leur fierté. Fragilisées par la crise sanitaire et économique, des millions de Mexicaines vivent de la vente, sur les réseaux sociaux, de produits souvent faits maison : savons, gâteaux, broderies... Une économie plus solidaire et féministe, décrit **Gatopardo**.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Mali.** La Cedeao met le pays sous embargo

D'un continent à l'autre

8. **Kazakhstan.** Moscou appelé à la rescousse

10. **Chine.** Hommes, bêtes :

tous étaient frappés

12. **France.** Migrants :

je vous écris depuis Calais

14. **Suède.** Nyans, le parti qui

porte la voix des musulmans

16. **Suisse.** Face au service

militaire, femmes et hommes, un même combat

17. **Espagne.** Le petit village

sous les étoiles

18. **Cuba.** 2021, l'année

qui a ébranlé la dictature

21. **États-Unis.** Eric Adams,

un maire à l'image des Noirs de New York

22. **Iran.** Partout, le régime

traque ses opposants

24. **Guinée équatoriale.**

Le Xanadu du président

À la une

26. La bombe démographique

Transversales

34. **Environnement.** Les

mirages d'un parc éolien au Brésil

36. **Économie.** Prouver

des crimes de guerre à l'aide

de données de synthèse

360°

38. **Reportage.** Les "nenis",

étoiles mexicaines du négoce

42. **Culture.** L'inspiration

vient des papillons

44. **Plein écran.** Nouvelle ère

à Babelsberg

46. **Histoire.** Les origines

de la révolution anglaise



SUR NOTRE SITE

Pandémie. La quête d'un masque vraiment écologique

La production mondiale de masques chirurgicaux avoisine aujourd'hui les 129 milliards par mois : une catastrophe écologique ! Nouveaux plastiques, biocomposants, masques remplis de graines pour qu'ils poussent une fois abandonnés... Une douzaine de laboratoires dans le monde cherchent à mettre au point le masque du futur. Un récit de **Bloomberg Business Week**.

Vidéo. Des influenceurs sous influence

Le Parti communiste chinois encouragerait des influenceurs étrangers à faire des vidéos sur la Chine pour redorer son image, notamment en leur payant des voyages en Chine et en donnant de la visibilité à leurs vidéos, affirme un think tank australien. Exemples en images.

Rendez-vous. Le Courrier des recettes : comment réussir une parfaite babka ?

Ce gâteau torsadé, fourré aux graines de pavot ou aux raisins secs, trouve ses racines dans l'Empire austro-hongrois et en Pologne. **Ha'Aretz** revient sur l'histoire et la recette de la babka, l'une des pâtisseries les plus populaires d'Israël.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Janvier 2022. Commission paritaire n° 072282101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), **Conception graphique** Javier Errea **Comunicación**
ÉDITION Anouk Delpoit (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chamaus (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béloëil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragoas (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608) Dialla Konate (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Mury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecalle, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fourneau, Sophie Laurent-Lefèvre, Clara Limouzin, Valentine Morizot, Mahmood Sharif, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi **Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits Eleonora Pizzi** (1652) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (0157 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Sudaumont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96** (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique... Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



Courrier international
Hors-série Décembre 2021-janvier 2022
8,50 €

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année.

BEST OF 2021

En partenariat avec 

Avec 11 pages de jeux conçues par le magazine 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**



Mali. La Cedeao met le pays sous embargo

Pour contraindre les militaires à quitter le pouvoir, l'organisation sous-régionale a décidé de frapper fort. Un pari risqué, estime la presse ouest-africaine.



Ce 9 janvier, à Accra, au Ghana, les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest ont décidé de frapper fort afin de contraindre le Mali à revenir dans le droit chemin électoral et à organiser comme prévu une élection présidentielle le 27 février prochain. Pour mettre la pression sur le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, qui entend prolonger de cinq ans sa mainmise sur le pouvoir, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a décidé de toute une série de mesures sévères : fermeture des frontières terrestres et aériennes avec le Mali; suspension de toute transaction commerciale, à l'exception des produits de première nécessité, des médicaments, des produits pétroliers et de l'électricité; gel des avoirs du Mali à la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, liste **Wakat Séra**.

Affirmant avoir appris "avec stupéfaction" les sanctions, le colonel Assimi Goïta et son gouvernement de transition les ont condamnées "énergiquement", les qualifiant d'"illégales et illégitimes", rapporte **Maliweb**. Le site malien indique également que la junte "a décidé d'appliquer la loi du talion face à ce qu'elle considère comme une décision sans fondement communautaire". Sur la base de la "réciprocité", le Mali va donc

rappeler ses ambassadeurs dans les pays de la Cedeao et fermer ses frontières. Bamako pourrait même aller plus loin "en quittant carrément la Cedeao", s'inquiète **Maliweb**. En attendant, "après la main lourde de la Cedeao" qui s'est abattue sur le pays, le Mali "composera-t-il plus que jamais avec la Russie et la Chine, qui pourraient choisir de le faire vivre par le biais de la frontière qu'il partage avec l'Algérie?" interroge **Wakat Séra** depuis le Burkina Faso.

Dans le bras de fer qui s'annonce entre l'organisation sous-régionale et le Mali, "qui sera le premier à faire marche arrière?" se demande de son côté **Aujourd'hui au Faso**. Les militaires maliens pourraient affronter la colère de la population, qui risque d'estimer que "le jeu de la transition ne vaut pas la chandelle des sanctions", analyse le quotidien d'Ouagadougou. Quant à la Cedeao, elle pourrait se retrouver "sous le feu des droits-de-l'homme, qui brandiront le sort des Maliens en guenilles, souffreteux et ployant sous le poids des sanctions", commente le quotidien. Dans cette affaire malienne, la Cedeao joue ni plus ni moins que sa crédibilité, avance quant à lui **Wakat Séra**, pour qui l'organisation sous-régionale ouest-africaine "est loin d'avoir la maîtrise de la situation".

— **Courrier international**



**Vu du
Burkina Faso**

Surveillons Wagner de près

● Depuis quelque temps, j'assiste, comme bien d'autres observateurs, à une polémique sur la présence supposée ou réelle de mercenaires russes au Mali. Certes, les autorités de Bamako ne le confirment pas. Mais tout porte à croire qu'il s'agit d'une réalité. Ce qui m'intéresse personnellement, ce sont les conséquences que la présence des mercenaires de Wagner pourrait avoir sur notre pays, le Burkina Faso, qui, depuis près de six ans, fait face à une crise sécuritaire sans précédent. Qu'en sera-t-il donc si les mercenaires russes, dont on dit qu'ils sont redoutables, secouent le cocotier au Mali? Il faudra craindre que les terroristes ne redescendent en masse vers le Burkina. Je ne le dis pas pour semer la psychose chez nos braves populations. Je le dis tout simplement pour attirer l'attention des plus hautes autorités sur la nécessité de prendre des dispositions idoines pour que notre pays ne se laisse pas surprendre. Il nous faut ouvrir l'œil, et le bon, si l'on ne veut pas aggraver notre sort. Dans le même temps, je souhaite que soient renforcés les moyens de surveillance de notre territoire. Certes, je sais que cela nécessite beaucoup de ressources financières, mais étant donné que notre pays est menacé dans son existence, aucun sacrifice, à mon avis, n'est de trop. La lutte contre l'insécurité s'est imposée à nous comme la priorité des priorités. Nous devons donc consentir des efforts, pour ne pas dire des sacrifices. C'est pourquoi je souhaite que le Burkina aussi travaille à diversifier ses partenaires en matière de lutte contre le terrorisme. J'étais d'ailleurs heureux lorsque, en fin d'année écoulée, j'ai appris que le Burkina a signé des accords avec la Turquie qui, quoi qu'on dise, est une puissance militaire. Pourquoi ne pas en faire autant avec la Russie si Wagner réussit au Mali?

— **Le Fou**

Le Pays (extraits) Ouagadougou
publié le 6 janvier

✓ Assimi Goïta et Vladimir Poutine.
Dessin de Glez, Burkina Faso,
pour *Courrier international*.

Tous chez Boris !



ROYAUME-UNI —

Apportez votre propre alcool!" Le quotidien **i** reprend, en une de son édition du 11 janvier, l'invitation adressée par l'un des proches conseillers du Premier ministre Boris Johnson à quelque cent employés de Downing Street en vue d'une garden-party prévue le soir même. Problème, l'e-mail dévoilé par la chaîne **ITV** et repris par la presse britannique date du 20 mai 2020, en plein confinement. C'est le troisième scandale en un mois lié à des soirées dans la résidence officielle du Premier ministre britannique pendant les restrictions sanitaires.

Disparition

ITALIE — Le président du Parlement européen, David Sassoli, s'est éteint dans la nuit du 10 au 11 janvier, à 65 ans. En Italie, l'homme était aussi connu pour sa carrière de journaliste. Il avait notamment présenté le journal télévisé de la Rai 1. L'un de ses collègues de l'époque a évoqué ses souvenirs dans **La Repubblica** : "Quand tu entres dans le studio, il faut toujours porter des Clarks, elles ont une semelle en gomme qui fait moins de bruit." Voilà le conseil qu'il donnait à tout le monde. C'était une plaisanterie, mais aussi sa philosophie du journalisme : ne pas être trop bruyant."

Mort en prison

IRAN — L'écrivain et poète Baktash Abtin est mort le 8 janvier des suites du Covid-19, qu'il avait contracté dans la prison d'Evin, où il purgeait une peine de six ans d'emprisonnement. Le 6 janvier, rapporte **IranWire**, l'Association des écrivains iraniens avait dénoncé l'état de santé "inquiétant" d'Abtin ainsi que celui de Khandan Mahabadi, autre écrivain dans la même situation : "Ils ont été laissés sans traitement efficace malgré des signes évidents de maladie." Un manque de soins "délibéré" de la part du régime, selon cette organisation.

↓ Dessin de Dilem paru dans **Liberté**, Alger.

↓ Joe Biden et Vladimir Poutine. Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

Dragon des mers

ROYAUME-UNI — Le fossile d'un ichtyosaure de dix mètres de long et datant d'environ 180 millions d'années a été découvert dans la région des Midlands. Ce gigantesque "dragon des mers" préhistorique est décrit comme "l'une des plus grandes découvertes de l'histoire de la paléontologie britannique", relate **The Guardian**. La taille des ichtyosaures variait de 1 à plus de 25 mètres, et ils ressemblaient aux dauphins par la forme globale de leur corps.

Cœur de porc

ÉTATS-UNIS — C'est une première mondiale. Des médecins de l'université du Maryland ont réussi, samedi 8 janvier, à remplacer le cœur d'un patient par celui d'un porc de 1 an génétiquement modifié, raconte **USA Today**, qui précise que "les cochons ont des organes similaires à ceux des humains". Trois jours plus tard, "le patient se portait bien", signale **The Guardian**, qui ajoute qu'"il est encore trop tôt pour savoir si l'opération est un succès".

Carton rouge



FRANCE — Un verre de vin rouge raffiné et un cocktail Molotov vinicole, accompagné d'un titre énigmatique :

"Il se passe quelque chose en France". La revue footballistique espagnole **Panenka** consacre un dossier au football français, partagé depuis le début de la saison entre un jeu "exquis" sur le terrain et une "ambiance explosive" dans les tribunes. Envahissements de terrain, jets de projectiles, matchs arrêtés : "La saison 2021-2022 se distingue par la violence et le hooliganisme de certains supporters."

LE DESSIN DE LA SEMAINE



ALGÉRIE — La 33^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) a débuté au Cameroun le 9 janvier et se tiendra jusqu'au 6 février. "Les amoureux du ballon rond, d'Afrique et d'ailleurs, savoureront, une fois encore, le bonheur que procure la magie du football", s'enthousiasme le quotidien burkinabé **Le Pays**. En Algérie comme en Tunisie, cette magie sera d'autant plus nécessaire que les deux pays connaissent des pénuries à répétition de produits de première nécessité. De quoi faire réagir le dessinateur **Dilem**, qui montre un pouvoir algérien soulagé par le fait que la CAN détourne l'attention du peuple, alors que les prix s'envolent. Le quotidien **El-Watan** s'inquiète même du retour de la contrebande d'huile de table.

Djokovic et la double faute australienne

AUSTRALIE — Dans le match qui l'oppose à Novak Djokovic, le gouvernement a commis une double faute, analyse le **Sydney Morning Herald** : "Non content de donner au monde une mauvaise image de notre pays, le traitement réservé par l'Australie à Djokovic révèle de graves problèmes dans notre politique et nos procédures migratoires." Lundi 10 janvier, Novak Djokovic a quitté libre le centre où il séjournait depuis le 6 janvier. Selon

Australia's 9 News, le Park Hotel est utilisé depuis 2020 comme centre de rétention *ad hoc* pour une cinquantaine de réfugiés, "dont beaucoup cherchent à obtenir un visa pour rester en Australie". Certains sont détenus depuis des mois, voire des années. "Novak Djokovic a ainsi été le témoin direct de la cruauté des pratiques migratoires de l'Australie", écrit un journaliste australien dans un billet publié par la **Deutsche Welle** : "L'étrange sort fait à Djokovic a révélé au monde les pratiques kafkaiennes de la politique migratoire australienne."

DIPLOMATIE

Au moins, Washington et Moscou se parlent

Les deux puissances n'ont encore rien négocié. Mais les voies diplomatiques restent ouvertes, et c'est déjà ça, estime la presse européenne.

Les attentes concernant les pourparlers qui ont eu lieu ce lundi [10 janvier] à Genève entre Washington et Moscou n'étaient pas très élevées de part et d'autre et rien de ce qui s'est passé lors de la réunion n'a modifié le scénario", résume **El País** au sujet des huit heures de discussions sur la question ukrainienne dans le cadre du "dialogue sur la stabilité stratégique" voulu par les présidents russe Vladimir Poutine et américain Joe Biden lors de leur rencontre de juin dernier, déjà à Genève.

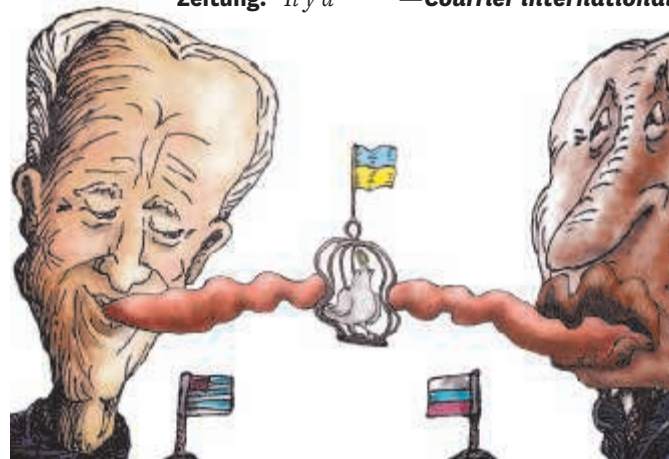
La journée de lundi a d'abord "mis en évidence le parcours considérable que les deux puissances doivent faire avant de trouver un compromis", décrit **Le Temps**, ajoutant qu'en réalité, les deux délégations "n'ont rien négocié".

C'était attendu. Pour les deux parties, la rencontre était avant tout "une tentative de clarifier les positions respectives dans une conversation personnelle", explique la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. "Il y a

plus de 100 000 soldats [russes] amassés à la frontière de l'Ukraine [...]. Sans un retrait, il sera difficile de mener une diplomatie sérieuse", a prévenu la sous-secrétaire d'État américaine Wendy Sherman. Moscou n'aurait aucune intention d'attaquer l'Ukraine, a martelé le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Ryabkov. Mais "personne ne peut dire quelles sont les intentions du président russe", prévient **Le Temps**.

De son côté, la Russie demande la garantie juridique que l'Ukraine et d'autres nations de l'est de l'Europe ne pourront pas rejoindre l'Otan. Une demande à laquelle Washington n'a aucun désir d'accéder. "Malgré les exigences, maximalistes, formulées par le Kremlin, les Occidentaux se déclarent disposés à explorer la voie d'un compromis politique pour faire baisser la tension", signale **Le Soir**. Le quotidien belge évoque cependant une certaine forme d'impuissance dans le camp européen : "L'Ouest croise les doigts."

— **Courrier international**



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

d'un
continent
à l'autre.

asie

France	12
Europe	14
Amériques.....	18
Moyen-Orient...	22
Afrique.....	24



Kazakhstan. Moscou appelé à la rescousse

Secoué par des émeutes ayant tué 180 personnes, le Kazakhstan, qui soupçonne l'implication de "forces terroristes", a fait appel à l'organisation de défense régionale chapeauté par Moscou. Des "casques bleus" de l'OTSC ont été dépêchés sur place, et le calme revenu, leur retrait a été annoncé. Selon ce géopolitologue russe, il s'agit d'un précédent qui aura des conséquences.



✓ La Russie retient le peuple kazakh de déboulonner le pouvoir. Dessin de **Marian Kamensky**, Autriche.

—Profil (extraits) Moscou

La décision d'envoyer les forces de maintien de la paix de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)* au Kazakhstan, afin d'y stabiliser la situation, ouvre une nouvelle ère dans le développement de l'espace postsoviétique. La barrière entre circonstances politiques extérieures et intérieures est tombée. La menace de la chute du système politique dans l'un des pays membres de l'Organisation, liée à des causes intérieures, a été ici interprétée sans la moindre hésitation ou concertation comme une agression due à des "groupuscules terroristes" venus de l'extérieur. Désormais, l'ennemi est toujours extérieur, même à l'intérieur.

Cela lève un obstacle qui bloquait l'OTSC, lui donnant formellement une raison d'être et l'invitant à passer à l'action. Cela ne s'était jamais produit, ni au Kirghizistan (où des événements similaires surviennent régulièrement) ni en Arménie il y a trois ans et demi [lors de l'accession au pouvoir du Premier ministre actuel, Nikol Pachinian, par un soulèvement populaire]. À l'époque, l'OTSC (comprenez Moscou), tout comme les États eux-mêmes, martelait toujours que ces événements relevaient de la politique intérieure et qu'il n'y avait pas lieu de faire intervenir des puissances extérieures.

Clans en guerre. La disparition de la frontière entre intérieur et extérieur est un processus généralisé. Curieusement, dans les décennies précédentes, c'était plutôt une approche libérale, axée sur le respect des droits de l'homme, qui servait de fil conducteur : la souveraineté n'était plus sacrée si les droits et libertés des citoyens étaient en jeu. Aujourd'hui, les raisons sont d'ordre sécuritaire et visent à conserver l'ordre établi : l'ingérence est tolérée si la sécurité du pays concerné et de ses voisins est en jeu.

Précisons tout de même que la demande d'intervention des forces de maintien de la paix émane d'un gouvernement dont la légitimité n'est pas à mettre en doute. D'ailleurs, les manifestants ont réclamé publiquement non

pas le départ du président actuel, mais celui de son prédécesseur [Noursoultan Nazarbaïev, 81 ans, désigné "dirigeant à vie", qui contrôle le régime]. Nous ignorons encore ce qui sous-tend les événements actuels, et la manière dont la décision a été prise tant au Kazakhstan qu'à Moscou, et d'où est partie l'initiative. Il paraît évident que les autorités russes ont décidé de prendre les devants sans attendre que la situation s'embrase complètement. Cela constitue une évolution par rapport à l'approche privilégiée en Biélorussie il y a un an et demi [lors des affrontements entre les forces de l'ordre et l'opposition, qui contestait la victoire d'Alexandre Loukachenko à la présidentielle]. À l'époque, il avait suffi que Poutine prévienne que les troupes russes étaient prêtes à intervenir [pour rétablir l'ordre]. Ici, il n'y a pas

L'ingérence est aujourd'hui tolérée si la sécurité du pays concerné et de ses voisins est en jeu.

eu d'avertissement, on est directement passé à l'action ; il semblerait que Moscou ait douté de la capacité des dirigeants locaux à conserver le pouvoir.

L'intérieur et l'extérieur ne sont cependant pas une seule et même chose. La question à se poser maintenant est : le déploiement des troupes de l'OTSC marque-t-il la fin de la guerre des clans au Kazakhstan [caractéristique du pays] ? Mais en faveur de quel clan ? Moscou a l'occasion d'occuper la position la plus avantageuse avec une présence militaire sur le territoire d'un État-clé pour la Russie, en tant que garant du développement futur des événements. Le même rôle que la Russie joue en Arménie depuis le conflit armé [contre l'Azerbaïdjan] de 2020. Ce n'est pas une situation définitive et cela ne règle pas le problème, mais offre au moins un panel d'outils pour affronter la période à venir.

L'essentiel est de ne pas s'impliquer dans les querelles locales qui ont en grande partie provoqué la crise actuelle. On entend souvent en Russie l'injonction de "ne pas travailler uniquement

avec le pouvoir en place” et, à l’instar des États-Unis et de l’UE, d’amadouer l’opposition et de façonner un rapport de force à l’avantage de Moscou dans les pays qui nous intéressent ; mais c’est ignorer que chaque culture politique a ses défauts et ses qualités. Moscou ne sait pas faire cela. Le scénario idéal pour la Russie est de mettre en place dans chaque pays en question un dispositif sécuritaire qui lui permette de ne pas s’inquiéter outre mesure de la tournure que prendront les événements en matière de politique intérieure. Autrement dit, peu importe qui sera aux manettes, le pouvoir, quel qu’il soit, devra composer avec la présence militaire russe.

Légitimité politique. Je le dis souvent, il y a quatre ou cinq ans, le territoire communément appelé “espace postsoviétique” est entré dans une phase absolument déterminante pour tous les pays qui s’y trouvent : il s’agit de faire la démonstration de leur solidité en tant qu’États fonctionnels et souverains. En 1992, ces pays ont acquis ce statut mécaniquement avec le démembrement de l’URSS, et non pas en vertu de leur situation réelle.

Moscou utilise pour la première fois, dans le cadre de sa politique, l’OTSC qu’elle chapeaute. Jusqu’ici, on pensait que cette organisation était purement décorative. On se doute que les forces militaires déployées au Kazakhstan seront majoritairement russes.

Primo, pour une capacité militaire garantie. Secundo, parce que si le Kazakhstan n’arrive pas à sortir de la crise grâce à une présence militaire russe, ce n’est pas l’armée arménienne, et encore moins kirghize, qui l’y aideront. De plus, le fait même d’utiliser la forme d’une coalition renforce les possibilités d’action pour Moscou et donne une légitimité politique à l’Organisation du traité de sécurité collective. Reste à savoir dans quelle mesure le scénario kazakh est reproductible dans les autres États de l’OTSC, mais cela aura permis de créer un précédent.

À la veille des négociations avec les États-Unis [qui ont commencé le 10 janvier] sur le système sécuritaire en Europe, cela tombe à point nommé. La Russie a pu à nouveau démontrer sa capacité à prendre rapidement des décisions non conventionnelles dans le champ politico-militaire et à peser sur le cours des événements dans les zones géographiques qui comptent pour elle. Bien entendu, en étendant sa sphère d’influence, elle élargit celle de ses responsabilités dans des pays où les ennuis ne vont pas manquer. Mais Moscou aurait de toute façon eu à assumer les conséquences de ces événements. Alors, autant le faire en ayant l’avantage de la primauté de l’action et un panel d’outils adaptés.

— **Fiodor Loukianov**
Publié le 6 janvier

*Organisation qui comprend, sous l’égide de Moscou, la Biélorussie, l’Arménie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan.

Une semaine d’embrasement

Selon le gouvernement et les experts kazakhs, de mystérieux assaillants terroristes et des traîtres issus des services secrets seraient à l’origine de ces huit jours d’affrontements d’une intensité inédite.

Le pays le plus stable de la Communauté des États indépendants (CEI)* a perdu, l’espace d’une semaine, son statut d’État”, commente le quotidien russe **Kommersant**. Le 10 janvier, jour de deuil national au Kazakhstan, le pays comptait ses morts à la suite des émeutes d’une violence inédite pour ce pays centrasiatique postsoviétique plus prospère que ses voisins. Selon un bilan provisoire, relayé par le site russe sur l’Asie centrale **Fergana**

Agency, entre le 2 et le 9 janvier, 164 civils et 16 policiers et militaires ont été tués, et plus de 2200 civils et 1300 policiers ont été blessés. Les dommages économiques, résultat de la mise à sac de l’aéroport d’Almaty, de dizaines de magasins (dont treize armureries) et centres commerciaux, banques, voitures et sièges de médias locaux, sont estimés à plus de 200 millions de dollars.

“Une tentative de coup d’État” : c’est ainsi qu’a qualifié cet épisode violent le président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokaev dans son intervention à la session extraordinaire de l’Organisation du traité de sécurité collective [OTSC, voir ci-contre] le 10 janvier, rapporte le site kazakh **Informburo**.

Depuis le 6 janvier, à la demande de Tokaev, 2030 “casques bleus” mandatés par cette organisation politico-militaire régionale ont été déployés au Kazakhstan. Postés à la protection des “sites stratégiques vitaux [aéroports, infrastructures]”, ce qui a permis aux forces de l’ordre kazakhs de se concentrer sur la “lutte antiterroriste”, face à des assaillants équipés d’armes à feu et d’armes blanches d’assaut. Les soldats

de l’OTSC “se retireront du pays dès que possible”, a assuré le secrétaire d’État kazakh Erlan Karin, cité par le magazine russe **Profil**.

Le président kazakh a reconnu que les manifestations avaient démarré après la hausse des prix du gaz liquéfié le 1^{er} janvier avec des revendications socio-économiques légitimes, d’ailleurs rapidement satisfaites par le gouvernement. Mais, a-t-il dit,

“cela n’avait plus aucune importance pour les organisateurs de

l’agression contre le Kazakhstan”. Car les objectifs de ces derniers étaient “le sabotage de l’ordre constitutionnel, la destruction des institutions de gouvernance de l’État et la prise du pouvoir”. “Sous couvert de protestations [pacifiques de citoyens], une vague d’émeutes a déferlé” de “manière simultanée” dans onze régions du pays. Qui étaient ces agresseurs ? “Des terroristes [islamistes] et des combattants étrangers”, selon Tokaev, cite le média local **Kazinform**.

Préparés “depuis longtemps”, des “professionnels entraînés, dont des snipers, protégés par un bouclier de manifestants”, étaient “cinq fois supérieurs en nombre aux forces de l’ordre”, a affirmé dans son discours le président du Kazakhstan. Pourtant, malgré tous ces “faits avérés”, “certains parlent de violence du pouvoir kazakhstanais contre des manifestants pacifiques” – “c’est de la désinformation absolue”, s’est indigné Tokaev.

Une enquête pour déterminer comment de telles violences ont pu se produire est en cours.

Si, à en croire Tokaev, “l’ordre constitutionnel est rétabli” et la menace immédiate “écartée”, “l’opération antiterroriste” continue et l’enquête en cours permettra d’établir comment de telles violences ont pu se produire. Selon **Kommersant**, les trois questions centrales sont les suivantes : “Qui étaient ces terroristes, que voulaient-ils et pourquoi les ministères de force [expression postsoviétique désignant Intérieur, Défense, et renseignements] se sont révélés impuissants ?” Le journal soupçonne les autorités kazakhs de “ne pas tout à fait comprendre ou connaître le peuple qu’elles dirigent”.

L’arrestation, le 8 janvier, de l’ex-directeur du Comité de sécurité nationale et ancien Premier ministre Karim Massimov, “accusé de haute trahison”, selon le site généraliste russe **Regnum**, et la mise sous les verrous de 8000 personnes devaient aider à éclairer les tenants et aboutissants des événements.

Le directeur de la fondation kazakhe Eurasian Expert Council, Tchinguiz Lepsibaev, interrogé par le journal russe **Moskovski Komsomolets**, estime le nombre d’assaillants à 5000 au maximum et voit la racine du problème dans la trahison de ceux qui sont censés protéger le pays. Selon lui, “les ‘barbus’ ont été entraînés par des personnes travaillant dans les services secrets spéciaux kazakhs” et “leurs camps se trouvent dans les zones montagneuses de la région d’Almaty [et dont le chef-lieu, la ville d’Almaty, ancienne capitale du pays, a été la plus touchée par les violences]”.

En attendant, poursuit l’expert kazakh, “la plupart des gens se réjouissent des changements” au gouvernement et dans les administrations, qui ont connu en quelques jours des limogeages massifs. Les habitants espèrent que “le système, où une minorité jouit du meilleur de l’existence, alors que l’écrasante majorité reste coupée de revenus dignes et de l’ascenseur social, appartient au passé”.

— **Courrier international**

*Créée en 1991 après la dissolution de l’URSS, la CEI rassemble les anciennes Républiques soviétiques à l’exception des pays Baltes, de la Géorgie, de l’Ukraine et du Turkménistan.



Superficie : 2,7 millions de km² (5 fois la France)
Population : 19 millions d’habitants dont Kazakhs (68 %), Russes (19 %), autres (13 %)
PIB-PPA/hab. : 26 744 dollars (France : 46 712)
Indice de développement humain : 51^e sur 189
Principales ressources : hydrocarbures, uranium

* Base spatiale russe sous administration conjointe russe et kazakhe.

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

CHINE

Hommes, bêtes : tous étaient frappés

En Mongolie-Intérieure, dans le nord de la Chine, l'industrie pétrolière sème la maladie et la mort aux alentours du lac Chagan. Les oiseaux migrateurs venus d'Afrique souffrent notamment de cette pollution.



—NGOCN (extraits)
Kunming

Le Chagan nur, dont le nom signifie “lac Blanc” en mongol, est un lac de steppe typique. Du fait de sa superficie très étendue, dans la région on dit plutôt que c’est une mer. Il constitue la principale source d’approvisionnement en eau des habitants de Tuk.

Le bourg de Tuk, au sud-ouest d’Ordos, dans la bannière d’Uxin (division administrative de la région autonome de Mongolie-Intérieure), regroupe 10 villages et 74 communautés agricoles ou pastorales, soit un total de 4686 foyers comptant 15064 personnes, dont 4669 Mongols.

Lorsque nous nous sommes rendus sur place vers la mi-avril, nous avons pu constater que l’eau avait une couleur jaune verdâtre anormale, et quelques minutes de marche sur la rive du lac nous ont suffi pour découvrir au sol de nombreux cadavres d’oiseaux migrateurs, certains portant encore leurs plumes, d’autres réduits à l’état de carcasse.

Axe migratoire. Pour Oncle Tian [manière un peu désuète de s’adresser à un homme d’âge mûr], qui habite dans un village au bord du lac Chagan, les choses sont claires : “C’est depuis que des usines chimiques telles que Zhongtian Hechuang [ZTHC, dépendant des géants de la pétrochimie ChinaCoal et Sinopec] se sont implantées ici que des tas d’oiseaux meurent. C’est vraiment terrible !”

En fait, le lac Chagan se trouve sur l’un des huit grands axes migratoires mondiaux, celui qui relie l’Afrique de l’Est à l’Asie occidentale. Le site attire chaque année un grand nombre d’oiseaux.

Jadis, tous les automnes, et jusqu’à l’entrée de l’hiver, des milliers d’oiseaux migrateurs arrivaient au lac Chagan pour s’y nourrir, se souvient Oncle Tian. Il y avait beaucoup de cygnes, c’était un spectacle magnifique. Au printemps et en été, une grande animation régnait égale-



REPORTAGE

ment sur place avec le chant joyeux des grenouilles, et les tipules, ces insectes caractéristiques des zones de steppe, qui voltigeaient partout... “Tout a changé depuis l’arrivée de ZTHC. Le nombre d’oiseaux migrateurs diminue d’année en année, les grenouilles se taisent peu à peu, et même les tipules ont quasiment disparu. On trouve des tas d’oiseaux migrateurs morts près du lac, ce qu’on ne voyait jamais auparavant, et parmi les oiseaux morts, il y a des cygnes et aussi beaucoup d’échassiers.”

Ce qui peine particulièrement Oncle Tian, c’est la mort de nombreux oisillons juste après leur naissance. “Au départ, ces oiseaux venaient ici pour passer l’hiver, pas pour trouver la mort !”

Même les poissons qu’il élevait dans le lac sont morts, se plaint Oncle Tian.

Il est gardien de troupeau, et, de par son métier, n’avait à l’origine pas l’habitude de manger du poisson. Mais avec l’accroissement de la population, notamment due à l’arrivée de personnes extérieures à la région, les bergers comme lui se sont mis à introduire dans le lac différentes sortes d’alevins. “Avant, le lac était propre et riche en minéraux, on pouvait y élever de gros poissons de plus de 10 kilos, mais maintenant ce n’est plus possible, vu l’état des eaux”, regrette Tian.

Dans le même temps, de plus en plus de bovins et d’ovins qui s’abreuvaient dans le lac sont tombés malades et sont

morts. Or les troupeaux (d’une simple dizaine à une centaine de têtes) des habitants des environs du Chagan nur constituent bien souvent leur unique moyen de subsistance. Mais avec la pollution du lac Chagan, les bêtes risquent de mourir en quelques jours si elles boivent cette eau.

Tante Xu, qui a aussi un troupeau, nous a confié, les larmes aux yeux, avoir ainsi perdu une demi-douzaine de moutons rien qu’au cours de la semaine écoulée. “Nos moutons qui buvaient l’eau du lac tombaient souvent malades. J’ai fait venir un vétérinaire, qui m’a dit qu’ils avaient des calculs urinaires.”

Odeur nauséabonde. Les bergers n’ont eu d’autre solution que de poser une clôture tout autour du lac pour éviter que leurs troupeaux ne s’en approchent. Par ailleurs, de peur que les puits creusés à proximité ne soient aussi pollués, les gens du village ont arrêté d’en consommer l’eau, et boivent désormais de l’eau du robinet ou de l’eau minérale.



Les riverains du lac souffrent d’hypertension, d’athérosclérose, de calculs rénaux, et ont même été victimes d’AVC.

“Lorsque nous sommes arrivés ici, nous buvions l’eau d’un puits profond de 140 mètres, mais depuis qu’on nous a découvert des maladies cardiovasculaires, cela nous fait peur, et on s’est mis à consommer de l’eau en bonbonne à la place.” Oncle Tian, qui a plus de 70 ans, a également été victime d’un infarctus cérébral. Il retourne ses manches et le bas de son pantalon pour nous montrer ses mains et ses jambes, couvertes de plaques d’eczéma. Il raconte que, lorsqu’il est allé consulter un médecin à Pékin à ce sujet, celui-ci lui a demandé s’il n’y avait pas un problème de pollution aux métaux lourds près de chez lui. Oncle Tian a alors pensé aux poiriers qu’il avait plantés au bord du lac Chagan. En mettant un jour les pieds dans le lac pour les arroser, il avait constaté combien l’eau était polluée.

Quel autre désastre l’arrivée de ZTHC dans la région a-t-elle causé ? C’est ce que nous sommes venus étudier sur place. Ce jour-là, des nuages sombres s’annonçaient dans le ciel d’où tombait une pluie fine ; une odeur nauséabonde emplissait l’air. Celle-ci provenait manifestement de l’usine d’engrais ZTHC.

Les habitants des environs nous ont confirmé que l’usine émettait par moments ce genre d’odeurs nauséabondes et qu’en pareil cas ils n’avaient pas d’autre choix que de fermer hermétiquement portes et fenêtres.

Face à une telle dégradation de leurs conditions de vie, les villageois de Hulusu

ont bien tenté de lutter, en se rendant en masse devant l'usine de ZTHC pour empêcher les ouvriers d'y entrer et pour demander des explications à la direction. Informé de la situation, Zhang Zhixiong, le chef adjoint de la bannière d'Uxin, avait promis aux villageois de régler le problème. Mais quelques jours plus tard, plusieurs habitants ont eu la mauvaise surprise d'être arrêtés par la police pour provocation et trouble à l'ordre public.

Nappes phréatiques altérées. C'est ainsi que Wang Sixi a passé neuf mois dans un centre de détention avant d'être condamné à cinq ans de prison, dont quatre avec sursis. Pendant ces quatre années, il a été placé sous surveillance électronique avec interdiction de se déplacer. Comme il le souligne : *"L'affaire n'a pas été réglée, mais le sort des personnes qui ont soulevé le problème a, lui, bien été réglé !"*

La municipalité de Tuk regorge de ressources minières : en dehors des mines de charbon, plusieurs puits d'extraction de pétrole et de gaz naturel ont été creusés dans son sol finement sablonneux.

C'est ainsi que dans les prairies entourant le village de Taobaogacha se dressent plusieurs puits de gaz naturel. Même si la société qui exploite les forages, Changqing Youtian (qui dépend de China National Petroleum Corporation, CNPC), verse en contrepartie des indemnités à tous les foyers du village, les habitants se plaignent du déversement dans leurs champs des boues de forage, qui s'y accumulent sans être traitées.

Les problèmes se succèdent : le village, où les gens ont si longtemps vécu en bonne santé, est devenu une zone de forte prévalence d'AVC et de cas d'hypertension ou de paralysie cérébrale.

Le laboratoire avait trouvé de nombreuses données anormales, contraires aux normes de potabilité de l'eau à usage domestique.

Danis est un gardien de troupeau, qui est né et a grandi dans le village de Taobaogacha. Il y vit de la culture du maïs et de l'élevage de moutons, mais depuis l'installation de la société pétrolière il a été victime d'un infarctus cérébral et doit désormais suivre un traitement médical continu. Sa mère et sa tante sont déjà mortes des suites de cette maladie. Sa belle-sœur n'y a pas non plus échappé : elle marche aujourd'hui péniblement avec une canne.

Quant à ses moutons, ils meurent les uns après les autres. Son chien avance en boitillant. Danis a fini par se demander s'il n'avait pas lui aussi fait un AVC.

L'éleveur a fini par soupçonner des effets dus aux boues de forage rejetées par le puits de gaz naturel d'à côté. Il a donc décidé de faire analyser un échantillon d'eau de son puits ; le laboratoire a trouvé de nombreuses données anormales, comme des teneurs anormalement élevées en fer, manganèse, fluorure, baryum, phosphates et bactéries notamment, ce qui n'est pas conforme aux normes définissant le caractère potable de l'eau à usage domestique. Un excès de fer et de manganèse dans l'eau potable peut entraîner une perte d'appétit, des vomissements, des diarrhées et des troubles gastro-intestinaux, entre autres. Un excès de fer dans l'organisme est même plus dangereux pour le cœur que le cholestérol. Les phosphates ont, quant à eux, pour caractéristique de s'accumuler durablement de manière insidieuse dans divers tissus et organes, et sont susceptibles de provoquer une intoxication chronique ainsi que divers symptômes neurologiques.

Depuis ces résultats, Danis a abandonné son puits et ne boit plus que de l'eau minérale.

Un autre problème environnemental grave que posent les entreprises comme ZTHC, c'est qu'en puisant massivement dans les eaux souterraines elles ont provoqué une baisse rapide du niveau des nappes phréatiques dans la bannière d'Uxin, ce qui entraîne des pénuries d'eau. Les prairies deviennent arides, et de nombreux lacs alimentés par les eaux souterraines sont désormais à sec. Cela ne fait qu'aggraver les problèmes de la région de l'Ordos, où les précipitations étaient déjà très faibles. Ces dernières années, du fait de la forte baisse des nappes phréatiques, il a fallu détourner l'eau du fleuve Jaune au niveau de Baotou pour maintenir la production. Cela a également contribué à accélérer

l'avancée des déserts au détriment des zones de prairie. Dans la seule circonscription de Tuk, une vingtaine d'entreprises grosses consommatrices d'eau, dont ChinaCoal, CNPC et ZTHC, sont implantées. Non seulement elles utilisent beaucoup d'eau, mais en plus elles rejettent de grandes quantités d'eaux usées dans les lacs, au détriment des poissons, des oiseaux, du bétail et même des habitants locaux.

Comme nous avons pu le constater, les autorités locales chargées de la protection de l'environnement ont eu beau sanctionner à plusieurs reprises ZTHC et d'autres entreprises pour leurs pratiques polluantes, ces sociétés continuent d'enfreindre la loi et de n'en faire qu'à leur tête. Simplement, c'est désormais de façon discrète et irrégulière qu'elles rejettent des substances nocives, au lieu de le faire comme avant, au vu et au su de tous.

Nous sommes revenus dans le bourg de Tuk vers la mi-août 2021. Encore plus d'oiseaux migrateurs morts jonchaient les bords du lac Chagan. Tous les cinq pas, nous découvrions des cadavres d'oiseaux de différentes espèces.—

Publié le 10 septembre 2021

SOURCE



NGOCN

Kunming, Chine

ngocn2.org

Créé en 2005, ce portail, dédié comme son nom l'indique en anglais aux échanges d'information entre ONG chinoises, est animé par des bénévoles. Il ambitionne de contribuer à l'éducation du public à la citoyenneté, et d'aider à la formation d'un réseau d'associations d'intérêt public. Le site est à la fois une plateforme d'échange d'informations et de blogs, et un forum. Il se déclare d'emblée non politique et non religieux. Il comporte des pages sur la formation, le développement, la santé, l'environnement, etc., et propose également une base de données sur l'action non gouvernementale en général, les principes qui l'anime et les méthodes employées.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Chine, la pollution de l'air aurait provoqué des millions de morts, notait à l'automne 2020 le **New Scientist**, sur la base d'une vaste étude scientifique. Au total, la pollution de l'air en Chine et à Taïwan aurait provoqué la mort prématurée de 30,8 millions d'adultes depuis 2000.

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 29 JANVIER 2022
Paris Event Center - Paris 19^e

INSCRIPTION GRATUITE
SAMS.GROUPELEMONDE.FR



france

Migrants. Je vous écris depuis Calais

Les mesures annoncées après la mort de 27 migrants le 24 novembre 2021 ne font que détourner l'attention du vrai problème, raconte ce journaliste afghan, réfugié lui aussi. Privés de liberté de mouvement, les déplacés continueront de souffrir.



—UnHerd Londres

La vie à Calais est un cycle sans fin de déplacements et de désillusions. Je suis arrivé en France en juillet 2016. Je n'avais pas vraiment le choix : dans mon pays, l'Afghanistan, les talibans insurgés ont émis un mandat d'arrêt contre moi parce que j'ai aidé l'armée américaine. Alors j'ai quitté ma famille et mes amis. J'ai fui.

Peu avant mon arrivée, la fameuse "jungle" avait été évacuée à la suite d'affrontements avec la police anti-émeutes : des milliers de migrants avaient à nouveau été déplacés. Ils essaient aujourd'hui encore de trouver un abri dans la ville ou ses alentours. Ils se réfugient souvent dans des casernes abandonnées ou dans les bois, s'abritant sous des tentes qu'ils fabriquent avec des bâches. Il n'y a pas grand intérêt à construire quelque chose de plus solide, puisque la police mène des raids toutes les 48 heures pour les déloger.

Les campements ne sont pas difficiles à trouver : il s'en dégage une odeur de bois brûlé, mélangée à celle des déchets que les autorités locales refusent de collecter. Lors des expulsions, les gens n'ont pas toujours le temps de ramasser leurs affaires et le sol reste jonché de couvertures, de vêtements mouillés et de jouets d'enfants. Après plusieurs évacuations massives l'année dernière, les autorités ont rasé des buissons et les bois où les personnes déplacées s'abritaient. Les gens qui s'y blottissaient ont été remplacés par des clôtures, des murs en béton et des caméras de surveillance qui envoient un message simple : vous ne devez pas revenir.

Une grande partie de Calais ressemble à une zone de guerre, avec des personnes qui survivent dans la crainte de la police, des évacuations et de la violence qui peut surgir entre les différentes communautés. Il est difficile d'avoir

accès à de la nourriture, à de l'eau et à des soins médicaux. Et maintenant, l'hiver s'installe. Chaque jour, la pluie et le vent détruisent des abris de fortune et des vies.

La plupart des personnes qui patientent ici ont fui des pays déchirés par la guerre. Parmi les 1500 personnes présentes, on trouve des Afghans, des Soudanais, des Iraniens, des Érythréens et des Koweïtiens. Ce sont en général des hommes seuls, mais il y a aussi des familles avec des enfants et des femmes seules. Tous voient les 30 kilomètres de mer qui séparent Calais de

l'Angleterre comme une source d'espoir. Tous ont des raisons différentes de vouloir traverser. Certains ont de la famille qui les attend, d'autres n'ont pas d'autre choix à cause du règlement de Dublin, qui peut les renvoyer par où ils sont venus. Comme l'Angleterre n'est plus liée par ce règlement, les plages du Kent sont une possibilité tentante.



TÉMOIGNAGE

Pour ceux qui hésitent à traverser pendant les mois d'hiver, il existe quelques possibilités d'hébergement à Calais : les Centres d'accueil et d'examen des situations (Caes), qui sont en partie financés par le gouvernement britannique. Mais ils ne sont pas adaptés aux personnes qui ne veulent que passer. Ils se trouvent dans des villes loin de Calais, sans transport public, ce qui n'est pas idéal quand vous voulez tenter la traversée en bateau et devez être disponible immédiatement si le temps est favorable.

Gaz lacrymogènes. Lorsque je suis arrivé à Calais, je ne savais pas où je voulais aller : peut-être au Royaume-Uni, ou même en Allemagne. La décision a été prise pour moi. Au bout de quelques mois, j'ai rencontré un ami afghan en exil qui m'a invité à rester chez lui, dans son appartement à Toulouse, pendant qu'un ami d'un ami m'aidait à déposer une demande d'asile et à trouver un logement à Paris. Deux ans plus tard, j'ai obtenu le statut de réfugié et je suis fréquemment retourné à Calais pour prendre des photos et témoigner de la crise des migrants.

Les visites sont à chaque fois plus difficiles et les histoires plus terribles. Depuis septembre dernier, la préfecture a pris plus d'une douzaine d'arrêtés pour empêcher les associations non mandatées par l'État de distribuer de l'eau et de la nourriture dans le centre-ville de Calais. En octobre dernier, une centaine de bénévoles ont tenté d'empêcher l'évacuation d'un campement de manière pacifique. La police a répondu par des gaz lacrymogènes.

Mais la police n'est pas la seule responsable de cette tragédie. Ces derniers mois, l'action des organisations qui viennent en aide aux migrants à Calais a été entravée par leur principal bailleur de fonds, Choose Love ["Choisissez l'amour", une organisation caritative britannique soutenue par des célébrités]. En mai, Choose Love a interdit aux ONG qu'elle finance de distribuer des tracts sur "*la sécurité en mer*" et leur a demandé de signer un "*Protocole d'accord*" où elles s'engageaient à ne "*mener aucune activité susceptible d'enfreindre la loi*" [britannique sur l'immigration] sous peine de se voir retirer leurs subventions. Le mois dernier, Choose

✓ Dans les environs de Calais, le 7 février. Photo Abdul Saboor

Love a annoncé son retrait du nord de la France, probablement sous la pression du ministère de l'Intérieur britannique. "*Choisissez l'amour*", disent-ils. Mais pas si vous êtes à Calais.

À Calais, la tragédie continue. Sans le soutien du gouvernement français ou des ONG britanniques, la situation est de plus en plus désespérée. La frontière franco-britannique a toujours été meurtrière (depuis 1999, au moins 336 personnes sont mortes en tentant de la franchir), mais les derniers mois ont été particulièrement durs. Le 24 novembre dernier, 27 migrants, parmi lesquels des enfants, se sont noyés en tentant de traverser la Manche.

La semaine d'avant, à Grande-Synthe, une ville située à environ 20 km de Calais, j'avais rencontré plusieurs de ces personnes, qui ont pris place sur l'embarcation qui a sombré. Parmi elles se trouvaient Kazhall Ahmad. Elle était venue avec ses trois enfants du Kurdistan irakien. Elle était épuisée. La police avait évacué leur campement ce matin-là sans les laisser emporter leurs affaires, et depuis un mois elle cherchait désespérément de l'eau pour ses enfants. Malgré la difficulté de leur situation, la perspective de leur vie future en Angleterre remplissait les enfants d'espoir. Ils rêvaient de devenir coiffeur ou professeur d'art. Trouver le moyen de traverser était une autre histoire.

L'horrible noyade d'un si grand nombre de personnes en novembre, dans le naufrage le plus meurtrier que la Manche ait connu depuis 2014, a remis Calais sous

L'auteur

●●● Né à Nagrahar, en Afghanistan, en 1992, **Abdul Saboor** travaille avec l'Otan dès son plus jeune âge pour subvenir à ses besoins. Recherché par les talibans, il fuit son pays en passant par les Balkans. Grâce à son appareil photo, il immortalise ses deux ans de migration à travers l'Europe. Arrivé en France en 2016, il décide d'y rester et de témoigner de la crise migratoire en la photographiant. Ses photos sont exposées dans divers pays d'Europe (Serbie, Espagne, Angleterre et Pologne).

SOCIÉTÉ

Les Français ne veulent pas quitter le bureau

Face à la généralisation et à l'obligation du télétravail, les salariés français renâclent. Par crainte que leur carrière en soit affectée et en raison du stress lié au travail à la maison – surtout pour les femmes, qui doivent aussi jongler avec les tâches ménagères.

—La Repubblica (extraits) Rome

Pas de *smart working* chez nous! C'était le cas déjà avant la pandémie, mais le télétravail* – pas d'anglais, please! – n'aura pas décollé non plus à la faveur de la crise sanitaire. Les sondages montrent au contraire que bon nombre de Français qui s'y sont essayés durant ces mois de confinement s'en sont mordu les doigts : travailler à la maison, c'est trop de stress. Résultat, ce sont les premiers à demander à retourner dans des bureaux pourtant si décriés.

Dans cette phase de rebond de l'épidémie, le gouvernement veut limiter le travail en présentiel et les déplacements, mais faire respecter l'obligation de télétravail sera un casse-tête. Le protocole annoncé [le 27 décembre] par Jean Castex prévoit un minimum de trois jours de travail en distanciel par semaine. Le gouvernement a menacé d'une amende pouvant aller jusqu'à 1000 euros les entreprises qui ne respecteraient pas la règle qui s'applique [depuis le 3 janvier] et pour une période de trois semaines.

Pendant les divers confinements, le gouvernement avait préconisé le recours au télétravail mais n'en avait jamais fait une obligation légale. Il aura fallu attendre l'explosion récente du nombre de cas, due au nouveau variant Omicron, pour que le gouvernement se résolve à serrer la vis.

Malgré la peur du virus, les incitations en faveur des entreprises et les accords collectifs, la frilosité des Français à l'égard du télétravail reste forte. Selon une étude de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), 49 % des salariés ont travaillé en distanciel pendant le premier confinement du printemps 2020, mais cette proportion s'est ensuite progressivement tassée jusqu'à descendre, [à la fin de l'année 2021], à 4 % seulement de l'ensemble des salariés télétravaillant tous les jours.

Les explications en sont multiples. La France a une organisation très rigide du temps de travail – les fameuses 35 heures hebdomadaires – que l'élasticité offerte par le télétravail vient en partie menacer. Pour le sociologue Pierre-Michel Menger, cette

réticence est également liée à une culture managériale verticale : *"L'organisation est plus distante et plus hiérarchique que dans les autres pays, qui laissent plus de place à l'innovation et à l'esprit de coopération."*

Un sondage réalisé par le réseau social LinkedIn révèle que 23 % des salariés français redoutent de voir leur carrière pénalisée par le télétravail et de subir une forme de déclassement par rapport à leurs collègues qui se déplacent physiquement au bureau. Cette *"culture du présentialisme"*, selon la formule des spécialistes, est encore solidement enracinée dans l'Hexagone.

Autre argument en défaveur du télétravail, le déséquilibre entre les sexes dans l'accomplissement des tâches ménagères et la prise en charge des enfants – la France est ici encore très loin de la parité. Au plus fort de la pandémie, en particulier quand les écoles étaient fermées, les médias français ont ainsi relayé des témoignages de femmes au bord de la crise de nerfs, coincées chez elles, complètement débordées.

L'ethnologue Pascal Dibie, auteur d'un essai intitulé *Ethnologie du bureau* [éditions Métailié, 2020], est persuadé que la France continuera à défendre la séparation entre lieu de travail et sphère privée. *"La vie au bureau est un microcosme, un espace dans lequel on fait société. Le fait de ne plus pouvoir évoluer dans cet univers qui permet d'échapper à soi-même soulève des questions psychologiques de taille."* Et d'avertir : *"En termes de syndicalisation et de socialisation, une migration massive vers le télétravail induirait un recul comparable à celui qui s'est produit lorsque les salariés ont quitté l'usine pour le bureau. C'est un même processus d'individualisation."*

—Anais Ginori

Publié le 30 décembre 2021

* En français dans le texte.

le feu des projecteurs. C'était la première fois que je voyais autant de journalistes dans le secteur. Les personnes déplacées à qui j'ai parlé m'ont dit que cela leur redonnait du courage, qu'elles espéraient que l'attention médiatique et le choc que cette catastrophe avait causé chez les politiciens amélioreraient la situation.

Mais si ces dernières années m'ont appris une chose, c'est que pour ce qui est d'une vraie action il ne faut pas se faire d'illusions. Au cours du dernier mois, les politiciens français et britanniques ont parlé de créer des voies légales et de nouveaux visas. Mais cela ne fait que détourner l'attention

C'est le manque de voies d'accès au Royaume-Uni légales et sûres qui fait le lit des passeurs.

du vrai problème. La liberté de mouvement est un droit pour les Occidentaux blancs, pas pour les personnes déplacées comme moi.

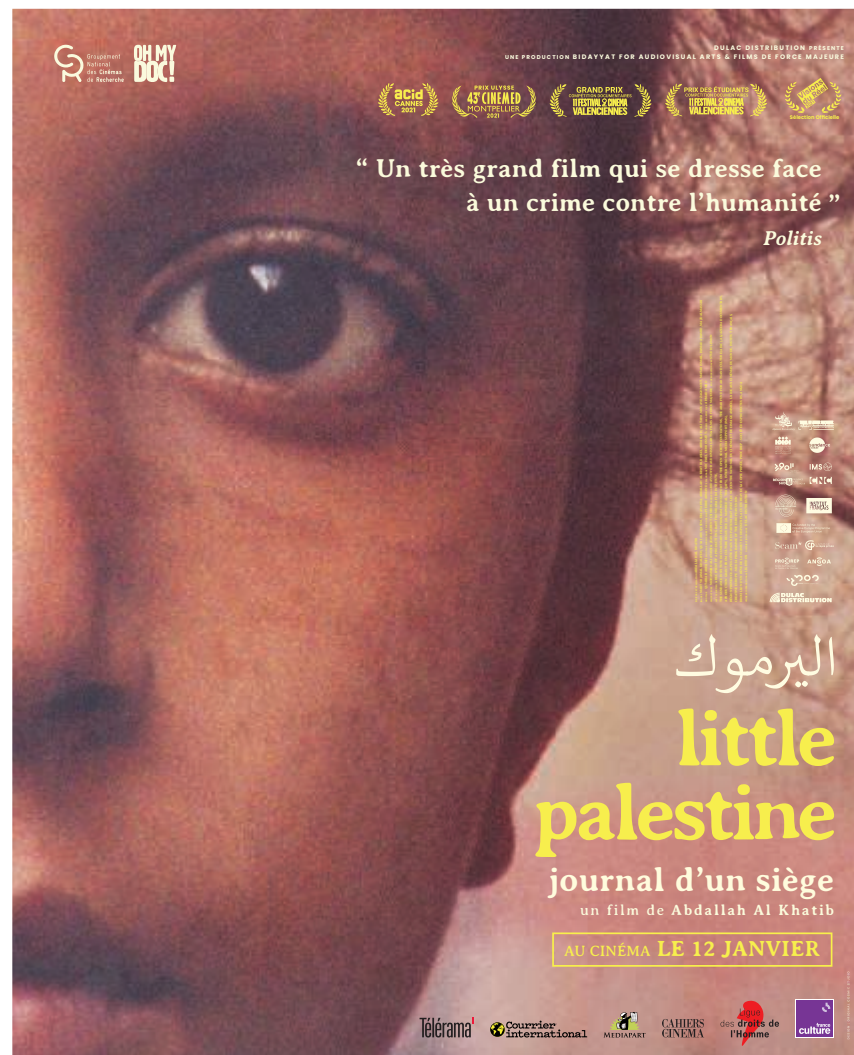
Des deux côtés de la Manche, les gouvernements accusent les passeurs d'être entièrement responsables de la mort de personnes innocentes. En réalité, c'est surtout le manque de voies d'accès au Royaume-Uni légales et sûres qui contribue au développement de ces réseaux de passeurs. Les passeurs sont un élément clé du problème. Ils exploitent la détresse des personnes pour gagner de l'argent. Ils mettent les gens en danger en surchargeant les bateaux. Ils mentent aux gens en leur disant que la traversée est sûre. Et si les migrants refusent de monter dans le bateau, ils les menacent et les brutalisent.

Mais cette réalité est gênante. Il est bien plus facile pour le gouvernement français d'investir des millions d'euros pour renforcer le contrôle des frontières et déployer un avion Frontex au-dessus de la Manche. Cette militarisation de la frontière ne sert à rien. Elle ne dissuadera pas les gens de tenter la traversée. Parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Ils continueront à passer, mais par des voies plus dangereuses et clandestines.

Alors les passeurs gagneront, les personnes déplacées perdront, et la classe politique regardera ailleurs.

—Abdul Saboor

Publié le 22 décembre 2021





europe

Suède. Nyans, le parti qui porte la voix des musulmans

Exclu du Parti du centre suédois, Mikail Yüksel entend avec son nouveau parti, Nyans ("Nuance"), défendre les intérêts des musulmans. Un journaliste l'a suivi à Skurup, une ville qui a interdit le voile.

—Dagens Nyheter
Stockholm

C'est la fête à Skurup, en Scanie, région de l'extrême sud de la Suède, avec discours, jeux et verre de l'amitié – mais Mikail Yüksel n'est pas à la noce. Le chef de file du nouveau parti Nyans ("Nuance") a fait le déplacement depuis Göteborg (deuxième ville du pays, sud-ouest), sa ville d'origine, pour venir à la pêche aux voix dans cette localité scanienne qui fait parler d'elle depuis quelques années dans le royaume pour avoir voté l'interdiction du voile dans les établissements scolaires de la commune.

Pendant que *Rivers of Babylon*, de Boney M, résonne sur la grand-place, Mikail Yüksel et ses partisans s'essaient au tractage. Les habitants se sont retrouvés sur la place pour fêter le cinquantenaire de la commune : ils ont eu droit à une comédie musicale et les enfants ont pu grimper dans le camion des pompiers.

Contre le racisme. Le message de Nyans est le suivant : "Non à l'interdiction du voile! Halte au racisme à Skurup." Sur le tract, la lutte contre l'islamophobie et l'afrophobie est présentée comme un des chevaux de bataille du parti. Une femme qui vient d'en accepter un va trouver Mikail Yüksel après l'avoir parcouru. "Je vous le rends", cingle-t-elle en déposant le tract dans la main du leader.

Mikail Yüksel a connu pire. En mai dernier, un vingtenaire de Malmö, dans le sud du pays, a été condamné pour lui avoir adressé une menace de mort : "Tu vas crever, sale parasite, dégage de mon pays!!!" Le chef du parti a reçu 5000 couronnes [490 euros] de dommages et intérêts – une somme dont il a aussitôt fait don pour la construction en cours d'une mosquée à Göteborg. "Ça fait plaisir de voir que même les islamophobes contribuent à la construction de mosquées", a-t-il ironisé sur Facebook.

Nyans est un parti identitaire qui assure vouloir défendre les intérêts des musulmans et des minorités. Le 22 août 2019, Mikail Yüksel annonçait sa création dans une tribune publiée dans le quotidien *Aftonbladet*, sous le titre : "Nous lançons aujourd'hui le parti des banlieues". Un an plus tôt, il secondait le chef de file du Parti du centre, Annie Lööf, aux législatives à Göteborg. À quelques semaines du scrutin, il avait cependant été exclu du parti en raison de ses liens avec les Loups gris, le mouvement d'extrême droite turc.

Les versions du Parti du centre et de Mikail Yüksel divergent au sujet de cet épisode (nous y reviendrons). Nyans suit à l'évidence une tout autre ligne politique que les centristes. Sur le front de l'emploi, Nyans souhaite autoriser une discrimination positive qui "tiendrait compte de l'origine ethnique". "Parti pro-palestinien", Nyans appelle de

ses vœux un durcissement de la politique suédoise à l'endroit d'Israël. "Nous ne lécherons pas les bottes d'Israël, nous prendrons des sanctions à son encontre!" clame le parti sur Facebook.

Depuis deux ans, Nyans mène une campagne assidue sur les réseaux sociaux, organise des meetings et recrute des représentants dans un certain nombre de localités – notamment dans des banlieues de Göteborg, Stockholm et Malmö. Les membres du parti se rendent dans les mosquées et tractent à la sortie de la prière du vendredi. Le but est d'entrer dans un maximum de conseils municipaux, voire de prendre pied au Riksdag (le Parlement suédois) en septembre 2022.

"On peut nous qualifier de parti antisystème si on veut. On est au-dessus du clivage gauche-droite et on estime que les partis traditionnels ont abandonné les immigrés et les minorités", tranche Yüksel.

Se déplacer dans une commune qui a interdit le voile, comme Skurup, s'inscrit dans le droit fil de la stratégie de Nyans. Mikail Yüksel veut provoquer et aller au contact. Mais il ne s'en prend pas uniquement aux adhérents des Démocrates de Suède (d'extrême droite) ou aux antivoile – il s'en prend aussi à certains musulmans.

"Pour moi, Nyans est un parti hyperpopuliste. Ils disent que les musulmans des autres partis portent une camisole. Qu'on est incapable de défendre les minorités. Ils veulent nous humilier, en fait. Ils disent qu'on a oublié nos racines et qu'on courbe l'échine devant le pouvoir."

Ces mots sont de Leila Ali Elmi (Parti de l'environnement-Les Verts, MP). Députée d'Angered, au nord de Göteborg, elle siège également au bureau des Verts. Aux dernières élections, elle s'est faufilée au Parlement après une campagne réussie pendant laquelle elle est parvenue à convaincre un club de football comptant beaucoup de joueurs d'origine somalienne dans ses rangs de faire du porte-à-porte pour elle.

Dans les banlieues de Göteborg, elle a croisé à plusieurs reprises la route des militants de Nyans,

"Les partis traditionnels ont abandonné les immigrés."

Mikail Yüksel,
CHEF DE FILE DE NYANS

et certains électeurs lui ont posé des questions sur ce nouveau parti. "Nyans m'inquiète vraiment. Ils peuvent siphonner beaucoup de voix à gauche. Je pense qu'ils vont obtenir des conseillers à Göteborg, et peut-être même dans d'autres régions", redoute Leila Ali Elmi. Sur les réseaux sociaux, la députée écologiste a essuyé des provocations et des attaques de la part du chef de file et des militants de Nyans. "Nyans a une stratégie plutôt agressive. Ils essaient de rallier à eux des figures des banlieues, parfois avec succès." Unique



↳ Dessin d'Omar Al-Abdallat, Jordanie.

députée du Riksdag à porter le voile, Leila Ali Elmi est continuellement mise au pilori par les islamophobes. À ses yeux, Nyans s'adresse d'abord et avant tout aux musulmans. "Je ne crois pas aux partis qui se fondent sur une origine ethnique ou sur une religion. C'est du pain bénit pour l'extrême droite."

Droits des musulmans. Mikail Yüksel assure que la porte du parti est grande ouverte et que plusieurs représentants de Nyans ne sont pas musulmans. La question des droits des musulmans n'en est pas moins au cœur du parti et, aux yeux du chef de file de Nyans, Leila Ali Elmi est trop dans la retenue. "Elle parle beaucoup moins des difficultés des musulmans alors qu'elle-même a été victime de racisme à caractère religieux. Au lieu de quoi, elle préfère parler de l'urgence climatique", tance-t-il.

Le leader de Nyans estime que la société doit prendre position plus clairement contre ce qu'il qualifie de "courants islamophobes". Comme la grande œuvre en bois flotté de l'artiste Lars Vilks, baptisée *Nimis*, installée sur une plage de la

réserve naturelle de Kullaberg, à la pointe sud-ouest de la Suède. Lars Vilks s'était retrouvé sur la liste noire des groupes islamistes en raison d'un dessin représentant le prophète Mahomet en chien, en 2007. Il a échappé à plusieurs tentatives d'attentat, avant de trouver la mort dans un accident de la circulation le 3 octobre 2021. Dans une tribune du quotidien *Göteborgs-Posten*, Nyans demande à la préfecture de "brûler" l'œuvre de Lars Vilks dans les meilleurs délais. L'artiste avait pourtant entamé la construction de *Nimis* en 1980, vingt-sept ans avant ses dessins de Mahomet. Mais, pour Nyans, l'œuvre n'en est pas moins le symbole "de la normalisation et de l'acceptation de l'islamophobie et du racisme au sein de la société".

Nyans souhaite créer de nouvelles catégories d'infractions, comme l'afrophobie ou l'islamophobie : interdirez-vous le chien de Lars Vilks si vous en aviez le pouvoir? "Évidemment. Nous sommes pour la liberté d'expression, mais dans le respect de certaines limites. Insulter le Prophète serait à l'évidence considéré comme une incitation à la haine. Il serait également illégal de brûler le Coran, comme cela s'est produit à Malmö" à l'été 2020.

Le chef de file de Nyans a lui-même été exclu du Parti du centre pour ses liens avec les Loups gris, un groupe fasciste turc proche du Parti d'action nationaliste (MHP), qui s'est rapproché ces dernières années du président Erdogan et de son parti, l'AKP. L'année dernière, les Loups gris ont été interdits en France après avoir ourdi plusieurs agressions de ressortissants kurdes et arméniens sur le sol français.

D'origine turque, Mikail Yüksel a fait une ascension éclair au sein du Parti du centre. Après en avoir été membre pendant quatre ans, il seconde Annie Lööf sur la liste de Göteborg aux législatives. Mais, un mois à peine avant le scrutin, il en est exclu, avec effet immédiat. Le parti assure ne pas avoir été informé

"Nyans m'inquiète vraiment. Ils peuvent siphonner beaucoup de voix à gauche."

Leila Ali Elmi,
DÉPUTÉE ÉCOLOGISTE

Contexte

●●● L'émergence d'un parti suédois destiné aux immigrés, en particulier musulmans, survient alors que la scène politique du royaume est en pleine mutation. La montée en puissance d'une formation d'extrême droite (les Démocrates de Suède [SD], 17,5% des voix aux législatives de 2018) a bouleversé l'équilibre entre le bloc de droite et celui de gauche. Ni l'un ni l'autre ne peut plus gouverner seul. D'où les compromis faits par les sociaux-démocrates depuis leur retour au pouvoir en 2014 pour s'assurer une majorité au Parlement, où ils sont minoritaires. À droite, cette nouvelle donne a incité conservateurs et chrétiens-démocrates à amorcer une coopération avec l'extrême droite dans le but de revenir aux affaires avec son soutien. Un tel rapprochement était encore impensable

il y a quelques années, étant donné les racines néonazies des Démocrates de Suède. SD s'est plus ou moins normalisé avec le temps, tandis qu'une part croissante de l'opinion adhère à ses appels à une politique migratoire des plus restrictives, à l'inverse de celle qui a prévalu jusqu'à la crise des réfugiés de 2015. En vingt ans, la proportion de Suédois nés à l'étranger est passée de 11,3% à 19,7% de la population, avec la Syrie et l'Irak comme principaux pays d'origine. L'immigration sera "un sujet brûlant" durant la campagne électorale en vue des législatives du 11 septembre, estime le quotidien **Dagens Nyheter**. Si les sociaux-démocrates de Magdalena Andersson (première femme à gouverner le pays) sont en tête dans les sondages, l'extrême droite talonne les conservateurs, à la deuxième place.

par Yüksel d'une rencontre avec les Loups gris aux alentours de 2013. D'après Mikail Yüksel, les représentants du mouvement turc d'extrême droite voulaient qu'il crée une section des Loups gris en Suède. "Mais j'ai décliné leur proposition", déclare-t-il.

Parti proturc. Conseillère municipale à Göteborg, Emmyly Bönfors (Parti du centre) explique que Mikail Yüksel aurait dû évoquer plus ouvertement ses contacts avec les Loups gris. Mikail Yüksel pénètre en voiture dans le petit centre-ville de Skurup, avec ses maisons de briques basses. Quand on l'interroge sur les Loups gris, il répond : "Leurs valeurs ne sont pas les miennes. Je ne suis pas nationaliste. Je prends mes distances avec toute forme d'idéologie."

L'été dernier, Nyans faisait campagne à Kulu, la ville où Mikail Yüksel a grandi et où beaucoup de Suédois d'origine turque ont leurs racines et viennent passer leurs vacances en été. Sur de grands panneaux, il demandait aux gens, en turc, de voter Nyans aux législatives. "Entre 30 000 et 50 000 ressortissants suédois viennent à Kulu

en été. Je pense que la campagne a été efficace et réussie", se félicite Mikail Yüksel.

Quelle opinion avez-vous d'Erdogan? "Je ne pense pas qu'Erdogan soit un dictateur, en tout cas", tranche-t-il.

Trouvez-vous que c'est un bon président? "Il semblerait, en tout état de cause, que la majorité des Turcs le pensent. Autrement, ils n'auraient pas voté pour lui."

Mikail Yüksel affirme que Nyans n'est pas téléguidé par l'étranger. "Mais nous sommes un parti proturc et nous sommes favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Si la Turquie en faisait partie, je pense que le pays se serait davantage adapté aux exigences de Bruxelles".

Skurup est un des principaux fiefs des Démocrates de Suède (extrême droite). Aux dernières élections, ils sont devenus la première force politique de la commune, raflant un tiers des suffrages. C'est d'eux qu'émane la proposition d'interdire le voile dans les établissements scolaires. L'interdiction s'applique aussi bien aux élèves qu'aux enseignants, mais n'est pas encore entrée en

vigueur. L'été dernier, la cour d'appel administrative de Göteborg a jugé en effet qu'elle enfreignait la liberté de religion telle que la définissent la Constitution suédoise et la Convention européenne des droits de l'homme. "On peut dire que Skurup est devenu le symbole du racisme. La municipalité de Skurup veut faire appliquer l'interdiction alors que la cour d'appel administrative l'a jugée anticonstitutionnelle. C'est dans les dictatures qu'on voit ce genre de pratiques, pas dans les démocraties", dénonce Mikail Yüksel.

Il fait le compte de ce qu'il faudrait à Nyans pour prendre pied dans différents conseils : à Malmö, un peu plus de 4 000 voix, à Göteborg, autour de 8 000, à Stockholm, environ 18 000. "Ici, à Skurup, il en faudrait 300."

Dans la commune voisine de Trelleborg, où Nyans est également en train de prendre pied, les Démocrates de Suède se félicitent de l'arrivée du parti de Yüksel dans plusieurs localités scaniennes : "Ils ne nous prendront pas d'électeurs. Ceux qui sont touchés, ce sont avant tout les sociaux-démocrates et, en second lieu, les écologistes. Nous souhaitons la bienvenue à Nyans", écrit le représentant local des Démocrates de Suède, Helmuth Pedersen, dans le quotidien local *Lokaltidningen Trelleborg*.

Leila Ali Elmi estime que l'implantation de Nyans devrait tenir lieu d'avertissement pour les partis traditionnels. "Dans le débat politique suédois, on entend beaucoup dire, en ce moment, que l'immigration serait la cause de tous les maux – en particulier les musulmans. On entend ce discours dans la bouche de beaucoup de responsables politiques. Il faudrait qu'ils arrêtent."

—Nicklas Orrenius

Publié le 28 novembre 2021

SOURCE



DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède
Quotidien, 265 000 ex.
dn.se

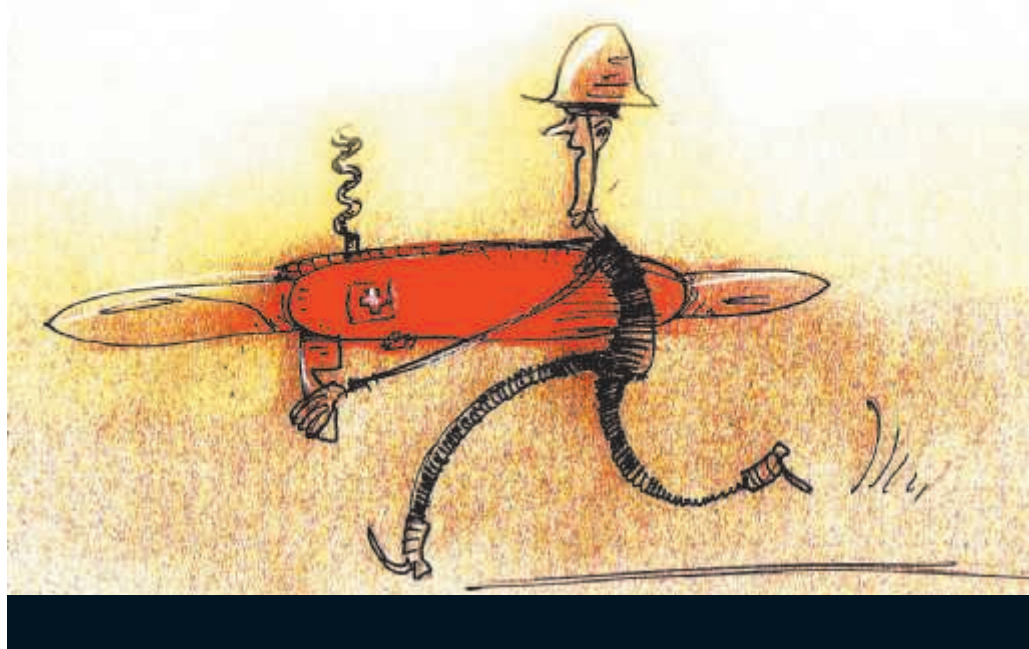
Fondé en 1864, c'est le grand quotidien libéral du matin. Sa page 6 est célèbre pour les grands débats d'actualité. "Les Nouvelles du jour" appartient au groupe Bonnier, le plus grand propriétaire de journaux en Suède.



SUISSE

Face au service militaire, femmes et hommes, un même combat

Depuis six ans, le juriste Martin Küng mène un combat acharné contre l'obligation du service militaire pour les hommes, au nom de l'égalité des sexes. La justice suisse botte en touche.



—Neue Zürcher Zeitung
(extraits) Zurich

En octobre 2015, Martin Daniel Küng a reçu un avis annuel de taxe d'exemption de service militaire : déclaré inapte, il devait s'acquitter de 1662 francs suisses (un peu plus de 1550 euros, à l'époque) pour ne pas effectuer ses 245 jours réglementaires. Ce Suisse avait alors 30 ans et allait bientôt être libéré de l'obligation de servir tous les ans dans l'armée de son pays.

Il aurait pu décider de clore définitivement ce chapitre de sa vie, car à son âge il n'aurait plus à payer la taxe d'exemption. Mais le jeune homme ne voyait pas les choses de cet œil-là. En Suisse, l'obligation de service militaire concerne uniquement les hommes, et cette situation obsède Martin Küng depuis plusieurs années. Cela allait à l'encontre de son sens de l'équité, et il s'est tourné vers la justice.

Il s'est d'abord opposé à la loi sur la taxe d'exemption, mais sans surprise, sa demande n'a pas abouti. Il a ensuite été débouté par le tribunal administratif cantonal, puis s'est tourné vers le tribunal fédéral, à Lausanne, dénonçant,

comme d'autres hommes avant lui, une atteinte à l'interdiction de la discrimination qui figure dans la Constitution – et a essayé un nouveau revers.

Principe fondamental. Le jeune homme n'avait pas épuisé tous ses recours : il a décidé de porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme – une première de la part d'un Suisse –, où son dossier est actuellement en instance. Une chose est sûre : l'affaire "Martin D. Küng c. Suisse" est de nature explosive et pourrait bien provoquer quelques remous.

Martin Küng possède un doctorat en droit, il sait ce qu'il fait. Il sait qu'il s'attaque à un principe fondamental profondément ancré dans la Constitution suisse : le service militaire obligatoire pour les hommes. En vertu de l'article 59, "tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire" et "tout homme de nationalité suisse qui n'accomplit pas son service militaire ou son service de remplacement s'acquitte d'une taxe". Les femmes, elles, peuvent servir l'armée "à titre volontaire".

Pourtant, la Constitution établit également, dans son article 8,

l'égalité entre les hommes et les femmes : nul ne doit subir de discrimination du fait de son sexe. S'agit-il d'une contradiction flagrante ? Oui, dirait un profane ; non, répondent la doctrine juridique et la jurisprudence. L'article 59 fait figure de disposition particulière au détriment des hommes, une sorte de *lex specialis* qui prévaut sur le principe de l'égalité de traitement.

Cela n'a pas empêché Martin Küng de se lancer dans la bataille juridique. Il est curieux de découvrir la procédure judiciaire du point de vue du justiciable, explique-t-il

En 2017, le tribunal fédéral a reconnu que les femmes étaient aptes au service militaire.

lors d'une entrevue dans un café de Berne. D'ordinaire, ce consultant juridique pour le canton de Zurich – qui travaille également avec une ONG du secteur social – se tient de l'autre côté de la barrière.

Mais si Küng s'oppose au service militaire, c'est avant tout parce qu'il estime être dans son bon

droit. "Le tribunal fédéral applique rigoureusement l'interdiction de la discrimination : en principe, les différences de traitement en raison du sexe ne sont pas autorisées, assure-t-il. Les seules exceptions répondent à des besoins biologiques impératifs. Pourquoi la règle serait-elle différente pour le service militaire ?" Ça ne tient pas debout, avance Küng.

Le tribunal fédéral se trouve en réalité dans une situation épineuse. Si les juges de Lausanne ont bien conscience de l'absence d'égalité de traitement, la Constitution ne leur laisse aucune marge de manœuvre : le service militaire est obligatoire pour les hommes, facultatif pour les femmes.

En 2017, dans le cadre du recours déposé par Martin Küng, le tribunal fédéral a reconnu que les femmes étaient tout aussi aptes que les hommes au service militaire sur les plans biologique et physiologique. Le fait que les femmes puissent effectuer un service militaire et occuper tous les postes de l'armée en serait la preuve.

Mais parallèlement, les juges ont affirmé avoir les mains liées : d'après eux, ce n'est pas à la justice, mais aux constituants, de décider si l'obligation du service militaire uniquement pour les hommes est pertinente ou si cette règle doit être modifiée. Sur le fond, le tribunal fédéral a donc donné raison à Martin Küng, mais il a préféré laisser le dossier à la classe politique.

Précédent allemand. "Il n'y a aucune raison concrète pour que les hommes soient les seuls à devoir effectuer leur service militaire ou, à défaut, payer la taxe d'exemption, martèle Martin Küng. Certains hommes sont incapables de rivaliser avec les femmes sur le plan physique." Il ajoute : "Le sexe n'est pas le bon critère pour déterminer qui tombe sous le coup de cette obligation. Si l'on veut exclure certaines personnes, ce sont les capacités physiques qu'il faudrait prendre en compte."

Désormais, il place tous ses espoirs dans la Cour européenne des droits de l'homme. L'instance a déjà donné raison, par le passé, à un citoyen allemand qui contestait la taxe d'exemption imposée aux hommes qui ne s'engageaient pas auprès des pompiers. Les juges avaient estimé que la différence de traitement en raison du sexe ne se justifiait pas.

Que se passera-t-il si la Cour européenne statue en faveur de Martin Küng ? Celui-ci est convaincu qu'une telle décision viendrait prendre le pas sur la Constitution, obligeant la Suisse à trouver une solution. Faudrait-il étendre l'obligation de service militaire aux femmes ou instaurer un service citoyen pour tous ? Le jeune homme n'a pas d'idée arrêtée sur la question : "Mon objectif, c'est qu'un tribunal reconnaisse l'aberration de cette règle sur le plan juridique."

Inaction politique. Martin Küng ne se sent pas coupable à l'idée de poursuivre son pays devant une instance internationale – "pas le moins du monde". Comme beaucoup d'autres juristes de sa génération, il fait davantage confiance à la justice qu'à la politique. "Les politiques parlent beaucoup, mais ils agissent peu. S'il faut les attendre, on n'avancera jamais. Les événements actuels, notamment le manque d'action en faveur du climat et la défiance qui règne autour du Covid, le montrent bien."

Martin Küng refuse catégoriquement de s'ériger en champion de la cause masculine. De toute façon, on aurait bien du mal à imaginer le jeune homme de 36 ans dans ce rôle, lui qui prend soin d'utiliser un langage inclusif tout au long de l'entretien. "C'est une question d'égalité des sexes, les hommes ne doivent pas être traités différemment des femmes sans raison objective", explique-t-il.

Pour l'heure, impossible de prévoir quand la Cour européenne rendra son verdict.

—Katharina Fontana

Publié le 6 décembre 2021

SOURCE



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

Zurich, Suisse

Quotidien

nzz.ch

C'est un titre de tradition et de référence, à tendance centriste et libérale. À la pointe sur l'international, il est lu par les germanophones. Le site de la NZZ est une véritable banque de données : en plus des articles de la rédaction en ligne, une centaine de dossiers regroupent les articles des versions papier et en ligne sur de grands sujets.

ESPAGNE

Le petit village sous les étoiles

Situé dans la région de Navarre, Lerín a obtenu la certification Starlight pour la qualité de son ciel nocturne. Cette commune de 1700 habitants compte bien en profiter pour attirer les touristes.



et le développement durable grâce à l'astrotourisme, et la distingue notamment de ces localités qui installent des illuminations de Noël de plus en plus gigantesques afin de faire venir les touristes.

“L'idée de demander la certification a été proposée par une habitante il y a cinq ans, explique avec modestie la maire, Consuelo Ochoa (indépendante), depuis son bureau. Elle m'a dit que nous avions un héritage dont nous n'étions peut-être pas conscients. Je lui ai demandé ce que c'était et elle m'a dit de lever la tête, et tout est parti de là.”

Éclairage modéré. Il y a d'abord eu le remplacement des lampadaires classiques par des éclairages moins puissants. Puis la mairie a mis en place des journées de vulgarisation scientifique et gastronomique en été (saviez-vous que c'est le meilleur moment pour admirer les étoiles Altaïr, Véga et Deneb?). Puis, pendant le confinement, les dernières étapes pour obtenir la certification Starlight ont eu lieu avec l'adhésion du conseil municipal à la Déclaration de La Palma de 2007 (le document qui reconnaît la contemplation du ciel nocturne comme “un droit inaliénable de l'humanité”), ainsi que l'étude de la qualité du ciel et un audit d'astrotourisme.

“Quand j'ai parlé du projet aux communes environnantes, tout le monde m'a prise pour une folle, personne ne croyait au projet”, raconte Ochoa. Aujourd'hui le ciel nocturne dégagé de sa pollution lumineuse fait partie de l'ADN du village.

Un tiers de la population mondiale (soit 2,6 milliards de personnes) vit pourtant dans un lieu où il est impossible de contempler un beau ciel étoilé comme à Lerín. D'après la maire, “en Navarre, nous sommes plus habitués aux fêtes de la San Fermín, à nous amuser, à bien manger et à bien boire. Ce qui en soi est très bien, avec modération. De notre côté, nous sommes convaincus que notre proposition a un très beau potentiel de croissance. Disons que c'est un loisir très familial, apaisant, qui peut intéresser les personnes qui vivent en milieu urbain.”

La Fondation Starlight examine actuellement les candidatures de 30 autres villages espagnols très peu peuplés qui n'apparaissent pratiquement pas sur la carte. Une manne littéralement tombée du ciel pour ces territoires désertés.

“Je venais à peine d'être nommée quand un homme de la province basque du Guipúzcoa m'a appelée et m'a dit : 'J'ai entendu dire que vous faisiez des choses pour sauver nos villages.' J'étais un peu sidérée”, confie Antonia Varela, astrophysicienne et directrice de la Fondation Starlight. L'astrotourisme est en effet une façon de faire connaître les destinations qui font de la protection de l'environnement un moteur de croissance, défendent la biodiversité, enrayerent l'exode rural et sont aux antipodes du tourisme spatial encouragé par des milliardaires comme Richard Branson, Jeff Bezos et Elon Musk.

Les êtres humains contemplent l'infini du cosmos depuis qu'ils sont capables de se tenir debout. Cependant, la lumière artificielle a rendu difficile l'observation de ce ciel étoilé qui a tant fait progresser les civilisations anciennes. Depuis quelques dizaines d'années, par exemple, seule la Lune brille sur les nuits de Madrid. Occultées par les lumières de la ville, des

“C'est un loisir très familial, apaisant, qui peut intéresser les citoyens.”

Consuelo Ochoa,
MAIRE DE LERÍN

étoiles telles que Sirius, Procyon, Spica, Régulus et Arcturus et les constellations d'Orion et de la Vierge ont disparu. On peut encore apercevoir Jupiter et Vénus, avec une peu chance, si le ciel de la capitale est dégagé.

“Nous avons suivi un certain modèle de société où il doit toujours faire jour, même la nuit”, dénonce Javier Armentia, astrophysicien, directeur du planétarium de Pampelune et coorganisateur de journées d'astronomie de Lerín. “C'est une erreur. Une grave erreur pour l'environnement – trop d'éclairage artificiel est néfaste pour les insectes, les oiseaux et les petits mammifères comme les chauves-souris – et pour notre santé.”

Contrairement à ce qui était pensé au départ, l'utilisation de LED à haut rendement énergétique exacerbe le problème de la pollution lumineuse. “C'est pire qu'il y a dix ans”, reconnaît Javier Armentia à propos de la prolifération des lumières blanches et bleues et de leur dispersion dans l'atmosphère. Sans parler des



déchets toxiques engendrés par la fabrication de ces ampoules.

C'est surtout à Noël que la particularité de Lerín saute aux yeux. Les nuits de Lerín n'ont alors pas grand-chose à voir avec celles de Vigo, en Galice, qui s'est fait une réputation internationale grâce à son gigantesque dispositif de lumières de Noël. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. De nombreuses autres villes, de Malaga à Saint-Sébastien, veulent rivaliser avec la cité galicienne en installant des millions d'ampoules, des faisceaux laser et des guirlandes lumineuses sur les façades des bâtiments et les arbres.

L'année dernière, d'après le rapport de la Fondation Starlight, les illuminations installées à Vigo (10 millions de LED réparties dans 334 rues) ont produit durant le mois de décembre plus de luminosité que 50 terrains de football réunis. “Il ne s'agit pas de laisser les villes dans le noir à Noël, mais de les éclairer intelligemment”, suggère Antonia Varela. “Aucune étude n'a établi de lien entre un éclairage excessif et le commerce. Ce gaspillage ne se justifie pas du tout.”

—Jose María Robles

Publié le 27 décembre 2021

SOURCE



EL MUNDO

Madrid, Espagne
Quotidien
elmundo.es

Fondé en 1989, “Le Monde” revendique un modèle de journalisme d'investigation à l'américaine. Sa ligne éditoriale penche du côté conservateur. El Mundo a acquis sa réputation en révélant les scandales des dernières années de gouvernement de Felipe González (1993-1996).

—El Mundo Madrid

Peu avant le lever du jour, le 17 janvier 1994, la terre a tremblé au nord de Los Angeles. Un séisme de 6,7 sur l'échelle de Richter a secoué la mégapole californienne et fait près de 60 morts, 12000 blessés, près de 20 milliards de dollars de dégâts tout en révélant un ciel étoilé dégagé de la pollution lumineuse. La coupure de courant a ainsi permis d'observer la voûte céleste dans toute sa splendeur, un spectacle auquel certains n'étaient pas préparés.

Des milliers d'habitants inquiets ont en effet téléphoné aux services d'urgence pour demander si l'étrange nuage blanchâtre au-dessus de leurs têtes était une émanation toxique ou un autre danger. Ce qu'ils avaient vu

— peut-être pour la première fois de leur vie –, c'était la Voie lactée.

Los Angeles se trouve à 9314 kilomètres de Lerín (en Navarre). Dans ce petit village de la région de Ribera Estellesa, il n'y a heureusement pas eu de catastrophe. Toutefois, ses 1700 habitants et de plus en plus de visiteurs peuvent profiter du paysage céleste, comme les habitants de Los Angeles pendant la panne d'électricité : avec un sentiment d'émerveillement.

En 2021, Lerín est devenue la première commune d'Espagne à obtenir la certification Starlight, une procédure qui garantit la qualité du ciel nocturne et qui est l'équivalent astronomique des étoiles gastronomiques décernées par le Guide Michelin. Ce titre honorifique consacre l'engagement de la commune dans la protection de cet espace naturel



amériques



Cuba. 2021, l'année qui a ébranlé la dictature



FOCUS

La vaste réforme monétaire lancée au début de 2021 a "dollarisé" l'économie. Résultat : avec un peso dévalué, le pouvoir d'achat des Cubains qui n'ont pas accès à la devise américaine s'est effondré.

Ce bouleversement a alimenté une colère sociale et politique inédite contre le régime communiste. Qu'en sera-t-il en 2022 ?

— **Connectas** (extraits)
Amérique latine

Le 11 juillet 2021, des milliers de Cubains en colère sont descendus dans la rue pour réclamer la liberté, mais aussi de la nourriture et des

médicaments. À en croire les autorités, la pénurie alimentaire serait due aux effets réunis de l'embargo américain – appelé "blocus" par le régime communiste – et de l'épidémie de Covid-19 dans le pays. Mais à Cuba, l'insécurité alimentaire n'a pas débuté avec

la pandémie et n'est pas non plus uniquement due aux mesures prises à l'extérieur du pays.

En janvier 2021, le salaire de Jorge Noris a augmenté. Pourtant il achète moins de choses aujourd'hui, et pas parce qu'il fait des économies. Les 4000 pesos

cubains (147 euros au taux de change officiel) qu'il touche chaque mois lui permettent tout juste de payer ses factures d'électricité, des produits d'hygiène et les rations officielles de nourriture. Pour acheter des vêtements, du shampoing ou une ampoule, il a recours au marché noir, où tout coûte très cher. Aucun magasin de la capitale ou presque ne propose ces produits en pesos cubains de façon suivie.

Jorge Noris a la trentaine, habite dans un quartier populaire de La Havane, San Miguel del Padrón, et travaille dans une entreprise publique spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication. Avant 2021, il gagnait environ 2300 pesos par mois. Jusqu'à l'arrivée du Covid-19 à Cuba, cette somme lui permettait d'acheter du poulet rôti, des hamburgers et du *picadillo* [une spécialité à base de viande hachée], de choisir entre plusieurs marques d'articles de toilette et de rapporter des bonbons à ses deux enfants. Comme il le raconte pour ce reportage publié par le site indépendant spécialisé sur Cuba *El Toque* et par *Connectas*, pour acheter une ampoule, il lui suffisait d'en trouver une sur les étagères d'un magasin.

Magasins vides. Aujourd'hui, bon nombre de ces produits ne sont disponibles que sur le marché clandestin et à des prix jusqu'à trois fois supérieurs aux prix officiels. Pour les acheter dans les boutiques d'État qui acceptent les devises dites "en MLC" (*moneda libremente convertible*, "monnaie librement convertible"), il faut de la patience et de la chance. Depuis quelques mois, ces commerces sont la principale source d'approvisionnement des Cubains. Les magasins en monnaie nationale sont pratiquement vides.

À la fin de 2020, le gouvernement a organisé la plus grande réforme économique du pays depuis des décennies, baptisée *Tarea Ordenamiento* ["Opération Refondation"]. Le but annoncé était de résoudre des problèmes de longue date qui minent l'économie cubaine, notamment en augmentant le pouvoir d'achat, en faisant du peso cubain la seule monnaie officielle et en lui donnant un taux de change unique. Ces objectifs n'ont toujours pas été atteints.

← *Sur la bouteille : Rhum cubain. Effondrement économique. Pénurie alimentaire. Flambée des prix. Coronavirus. Dessin de Del Rosso, Italie.*

Les salaires ne permettent pas de faire des achats dans les magasins les mieux approvisionnés, ceux en MLC, et les prix ont explosé sur le marché noir, y compris ceux des devises. Les monnaies en circulation dans le pays sont le peso cubain (CUP), le dollar et l'euro. Contrairement aux

"Si vous ne faites pas vos achats en devises étrangères, vous ne mangez pas."

Jorge Noris, SALARIÉ
D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

autres commerces, dans les magasins en MLC, on ne peut payer qu'avec une carte de crédit associée à un compte où des devises étrangères ont été déposées. "Si vous ne faites pas vos achats dans les boutiques en devises étrangères, vous ne mangez pas, vous ne vous habillez pas, sans parler du moindre ustensile", explique Jorge Noris. Comme le gouvernement ne vend pas de devises et que Jorge n'a pas de parents à l'étranger qui pourraient lui en envoyer [plus de 10 % de la population est en exil], il est contraint au marché noir.

Dans le cadre de la réforme, le salaire minimum a été fixé à 2100 pesos cubains [il était de 400 auparavant]. Selon le gouvernement, ce montant couvre un "panier de base" comprenant la nourriture et "d'autres biens et services" non spécifiés. Lorsque la *Tarea Ordenamiento* a débuté, le 1^{er} janvier 2021, le prix du dollar sur le marché noir oscillait entre 35 et 40 pesos. Depuis, la valeur du peso cubain n'a cessé de baisser : aujourd'hui, 1 dollar coûte 70 pesos au marché noir. Avec la dévaluation, le salaire minimum réel est passé de 60 à 30 dollars, ce qu'il était en moyenne avant la réforme.

La dernière fois que Jorge Noris a acheté des dollars, ils lui ont coûté 55 pesos cubains chacun. "Avec une maison et une famille à charge, je ne peux pas payer plus", dit-il. Il s'adresse désormais à des revendeurs illégaux qui se fournissent dans des boutiques en

devises et achète les aliments et les produits d'hygiène qu'il réussit à trouver dans les magasins en ligne de l'État, peu approvisionnés.

Alfredo, kinésithérapeute dans le quartier havanais de Boyeros, est dans le même cas. *“Les lotions et les huiles que j'utilise coûtent entre 3 et 12 dollars selon leur qualité”*, déclare-t-il. Avant la réforme, il pouvait les acheter en pesos cubains, et ses services étaient 50 % moins chers. Bien que les travailleurs du secteur privé, comme Alfredo, se fournissent dans les magasins en devises, le gouvernement a décrété qu'ils ne pouvaient offrir leurs services qu'en pesos cubains, sauf rares exceptions. Alfredo arrive parfois à échapper à cette restriction. L'un de ses clients le paie en devises étrangères avec un taux de change de 60 pesos cubains pour 1 dollar. Cet argent lui permet d'acheter ses lotions lorsqu'il n'en trouve pas auprès des vendeurs informels.

Planche de salut. Avec l'effondrement du tourisme provoqué par la pandémie de Covid-19, l'argent envoyé par les émigrés est devenu une source de devises encore plus vitale – et rare – pour le pays. Les magasins en devises sont devenus une planche de salut pour les Cubains qui reçoivent de l'argent de l'étranger.

“En ce moment, il est très difficile de trouver des cigares vendus en pesos cubains, explique Rosy Fonseca, une jeune femme qui vit dans le centre de La Havane et reçoit chaque mois un virement en dollars des États-Unis. Les coulis de tomates de bonne qualité, les pois chiches, les petits pois ou les lingettes ne sont pas vendus en pesos cubains.” Rosy dit avoir de la chance de pouvoir utiliser une carte en devises : *“Si je n'avais personne pour m'envoyer cet argent, je n'aurais accès à aucun produit en devises étrangères, parce qu'au prix où ils vendent le dollar dans la rue je n'en achèterais pas.”*

Lorsque le président américain Barack Obama a relancé les relations diplomatiques avec Cuba, Western Union a ouvert 407 agences à Cuba, facilitant ainsi considérablement les envois d'argent depuis le monde entier (pas seulement depuis les États-Unis). Mais en novembre 2020, à la suite des sanctions prises par le président de l'époque, Donald Trump, l'entreprise a été

contrainte de mettre fin à ses activités dans le pays, fermant ainsi le principal canal de transfert de fonds. Le successeur de Donald Trump, Joe Biden, a déclaré qu'il annulerait ces sanctions, mais il ne l'a pas encore fait.

“Depuis le mois de janvier [2021], l'ouverture d'un plus grand nombre de boutiques en devises, l'explosion du dollar, la diminution du nombre de vols à destination et en provenance des États-Unis et la circulation quasiment nulle du dollar ont entraîné une très forte hausse de la demande de services d'envoi de fonds”, explique Marlén, une Cubaine de 27 ans qui dirige une entreprise de transfert d'argent depuis les États-Unis vers Cuba. Pour envoyer 100 dollars à Cuba en espèces ou par virement bancaire, elle demande le versement de 140 dollars sur un compte situé à l'étranger. De nombreux clients de Marlén affirment qu'ils ont un plus grand pouvoir d'achat avec des dollars qu'avec des pesos cubains parce qu'ils peuvent les utiliser dans les magasins en devises étrangères ou les vendre. Contrairement aux annonces initiales du gouvernement, un grand nombre de produits sont vendus presque exclusivement en devises étrangères, comme les appareils électroménagers, les yaourts, la viande, la farine de blé, le café, le shampoing et la bière.

“La réforme est arrivée à un mauvais moment, commente Alfredo. Elle a échappé à tous les pronostics et a considérablement aggravé la crise économique, politique et sociale. Et, à mon avis, cette situation va durer encore plusieurs années.”

— **Amaury Valdivia et Alberto C. Toppin**
Publié le 30 août 2021

SOURCE



CONNECTAS
Amérique latine
connectas.org

Lancée en 2013, *Connectas* est la principale plateforme journalistique orchestrant une collaboration entre les médias d'Amérique latine. Soutenue par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) de Washington, elle bénéficie d'une reconnaissance internationale liée à la solidité des contenus qu'elle publie.

Chronologie

DOUZE MOIS DE TENSIONS

1^{er} janvier 2021 — Les réformes économiques les plus importantes jamais engagées par le régime communiste entrent en vigueur. Les salaires augmentent fortement (de 450 % pour le salaire minimum). Mais les prix des produits de base également.

31 janvier — Le nombre de cas de Covid-19 passe à 823 en moyenne par jour. Depuis le début de la pandémie, Cuba a fermé ses frontières au tourisme, principale source de devises.

19 avril — Fin du 8^e Congrès du Parti communiste de Cuba (PCC). Raúl Castro, 89 ans, cède son poste de premier secrétaire du parti unique à Miguel Díaz-Canel, 61 ans. Mais personne ne doute que Raúl Castro reste seul aux commandes.

11 juillet — Des manifestations spontanées, relayées par les réseaux sociaux, rassemblent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes sur toute l'île. Contre l'inflation et les pénuries, et contre la dictature. C'est la contestation la plus massive depuis la révolution de 1959. Le régime la réprime sévèrement, coupe Internet (lire analyse p. 20) et accuse les États-Unis d'en être à l'origine.

28 octobre — Pour la première fois, le régime communique les chiffres de l'inflation : 60 % en pesos cubains depuis les réformes du 1^{er} janvier. Le Venezuela mis à part, c'est le pire taux en Amérique latine. Mais ce n'est rien par rapport aux 6900 % pour les produits au marché noir en dollars.

15 novembre — Cuba rouvre ses frontières au tourisme.

La société civile est sortie de sa léthargie

Les manifestations du 11 juillet 2021 contre le régime ont montré que la crise de légitimité de la dictature était très profonde. Mais le chemin vers la démocratie sera long, estime la presse indépendante cubaine.

Après 2021, l'année où la dictature a montré ses fragilités, que peut-il se passer en 2022 ? Ceux qui rêvent d'un renversement du régime verront-ils leurs vœux exaucés ? Rien ne le dit, malgré la plus grande mobilisation spontanée contre le régime depuis 1959, le 11 juillet 2021. Cet analyste du site indépendant *Cubanet* s'avoue pessimiste : *“Pour l'heure, le paysage ne semble pas devoir beaucoup changer tant que les communistes seront au pouvoir par la force d'un régime totalitaire aux mains d'un parti unique dont la Constitution fait la ‘force dirigeante supérieure de la société et de l'État’ [preamble de la Constitution].”*

Ce qui étouffe l'émergence d'une société civile indépen-



Revue de presse

dante. *“Certes, il y a toute une société captive, une société qui n'a rien de civile, qui fonctionne pleins gaz pour maintenir en vie ce qu'on appelle la ‘dictature du prolétariat’, une dictature totalitaire. Nous l'avons vue à l'œuvre le 11 juillet, quand les manifestants ont été roués de coups et jetés en prison. La véritable société civile cubaine est derrière les barreaux. [...] Dans ce contexte de silence, de violence, de force et de répression, la démocratie à Cuba reste improbable, autrement dit impossible.”*

Si, au lendemain des grandes manifestations du 11 juillet, il y a eu encore ici ou là quelques soulèvements sporadiques, le mouvement s'est vite éteint. Le régime, surpris, a rapidement coupé l'Internet mobile (lire p. 20), mobilisé dans les rues toutes les forces de l'ordre disponibles – jusqu'aux fameux “bérêts rouges” de l'armée – et procédé à 5000 arrestations, voire plus, selon l'ONG Cuban Prisoners Defenders, installée à Madrid. Les chiffres diffèrent selon les sources, mais plusieurs centaines de personnes restaient sous les verrous à la

mi-novembre. Quant au régime communiste, il a repris un discours connu depuis des années : *“Les événements du 11 juillet ont été orchestrés, organisés et financés depuis les États-Unis”*, a ainsi titré **Granma**, le quotidien officiel du Parti communiste de Cuba (PCC).

Quant à l'avenir, un commentateur du site indépendant **14ymedio** estime, lui, que le mouvement du 11 juillet a été *“une victoire”*, mais qu'*“aucune guerre ne s'est jamais gagnée en une seule bataille”* : *“Si certains pensent que les manifestations du 11 juillet n'ont pas réussi au motif qu'elles n'ont pas débouché immédiatement, comme beaucoup l'espéraient, sur la victoire*

finale contre la tyrannie, ils se trompent. Elles sont au contraire une grande victoire, car elles ont sorti la société civile de sa léthargie.”

Dans un autre article plus récent, **14ymedio** cite l'historien cubano-mexicain Rafael Rojas, qui évoque *“une explosion sociale très spontanée, hétérogène, transversale, horizontale, sans meneurs ni chefs verticaux [...] Ce soulèvement de la société révèle [du côté du pouvoir] une crise de légitimité bien plus profonde que les autorités cubaines et les médias officiels voudraient le faire croire.”* Pour tenter de rebondir sur les manifestations du 11 juillet, le mouvement Archipiélago avait prévu, plusieurs semaines à l'avance, une mobilisation pacifique le 15 novembre. Un échec puisque, cette fois, la dictature avait pris les devants et les forces de l'ordre quadrillaient les rues. Pour l'acteur et dramaturge Yunió García Aguilera, fondateur d'Archipiélago, *“ce qui s'est passé le 15 novembre n'est pas à mes yeux le dénouement, mais un entracte : c'est une pause pour repenser la forme que peut prendre la lutte pour le changement”*.

— **Courrier international**



La Chine, auxiliaire de la censure cubaine

Pékin a joué un rôle clé dans l'élaboration de l'Internet cubain et de sa surveillance. Mais ses intérêts vont bien au-delà et les États-Unis feraient bien de réagir, estiment ces deux analystes américains.

—**The Diplomat** (extraits)
Washington

Le 11 juillet [2021], des milliers de Cubains sont descendus dans la rue pour protester contre les pénuries de nourriture, de produits de base, de médicaments et de vaccins contre le Covid-19. Cuba vivait ses premières grandes mobilisations depuis 1994, et les plus importantes depuis la prise de pouvoir par Fidel Castro, en 1959. Les manifestants ont utilisé les réseaux sociaux pour s'informer entre eux et [communiquer] avec le reste du monde, mais le régime communiste a fermé Internet et les services téléphoniques, les coupant de l'étranger.

Code chinois. Si le régime a eu cette possibilité, c'est grâce à la Chine. Des sociétés chinoises ont joué un rôle fondamental dans la mise en œuvre de l'infrastructure de télécommunications cubaine. Un système que les autorités utilisent pour mettre la population sous surveillance, comme fait le Parti communiste chinois à l'intérieur de ses propres frontières.

Un article de *Newsweek* évoquant la participation de Pékin à la censure des manifestations de Cuba souligne que les principaux fournisseurs de technologie pour Etecsa, l'unique société d'accès à Internet cubaine, sont tous chinois : Huawei, TP-Link [constructeur mondial de réseaux numériques] et ZTE [télécommunications]. Un rapport de 2017 produit par l'Open Observatory of Network Interference [Observatoire ouvert des interférences réseau] a détecté des traces de code chinois dans les interfaces des portails wifi cubains. Quant à l'organisme suédois Qurium, il a découvert que Cuba utilisait eSight, le logiciel de gestion de réseaux de Huawei, pour filtrer les recherches sur le web.

Le rôle de la Chine pour aider le régime à couper les communications pendant les manifestations est révélateur. Il constitue l'une des nombreuses manières dont Pékin contribue à maintenir à flot le régime cubain. Depuis septembre 1960, date à laquelle les deux pays ont établi des relations diplomatiques, les relations sino-cubaines ont été compliquées. Cuba bénéficie du titre de "bon frère, bon camarade, bon ami" de la Chine, ce qui témoigne de leur héritage communiste partagé. Toutefois, la rupture sino-soviétique pendant la guerre froide n'a rien arrangé. Au cours de cette période, Mao Zedong et Fidel Castro échangeaient des piques verbales ayant pour enjeu la suprématie idéologique. Mao accusait son homologue cubain, allié des Soviétiques, de "révisionnisme". Quand la Chine a réduit ses importations de riz de Cuba, Castro l'a accusée de participer à l'embargo américain.

Après l'effondrement de l'URSS, l'aide soviétique à Cuba a pris fin et la Chine a accru son aide. Elle soutient le régime par des moyens économiques. Elle est le principal partenaire commercial de Cuba,

selon le ministère des Affaires étrangères chinois, et aussi la plus grande source d'assistance technique de la grande île. Dans un premier temps, les importations de la Chine depuis Cuba se limitaient à du sucre et du nickel. La société pétrolière chinoise Greatwall Drilling (GWDC) a aussi noué un partenariat avec la compagnie pétrolière nationale cubaine, Cupet, pour extraire du pétrole près de Pinar del Río, dans le sud-ouest de l'île, mais un projet plus important, d'un coût de 6 milliards de dollars, destiné à la rénovation de la raffinerie de pétrole de Cienfuegos [dans le centre du pays], ne s'est jamais concrétisé.

L'Internet cubain n'est qu'un exemple d'exportation de "l'autoritarisme numérique" chinois.

En 2014, sous Obama, lorsque les États-Unis ont commencé à s'ouvrir à Cuba, la Chine a perçu le potentiel d'une relation plus étroite avec Cuba et s'est efforcée de rattraper son retard. Des entreprises chinoises ont décroché un projet d'agrandissement du port de Santiago de Cuba, dans le Sud-Est, financé par un prêt de 120 millions de dollars d'une banque chinoise. Des sociétés biopharmaceutiques chinoises ont lancé des activités commerciales dans la zone de libre-échange de Mariel, un port près de La Havane. La Chine a même installé un centre d'intelligence artificielle dans l'île.

En novembre 2018, Cuba a adhéré au projet chinois de nouvelles routes de la soie. Dans le secteur agricole cubain, les sociétés chinoises accroissent la production de sucre et de riz : elles améliorent l'irrigation afin d'augmenter les rendements des cultures et fournissent des tracteurs pour labourer les champs.

L'influence de la Chine sur l'île ne s'arrête pas là. Aujourd'hui, les Cubains roulent en voitures Geely, ils conduisent des camions SinoTruck, voyagent en bus Yutong. La société Haier vend des appareils ménagers et de l'électronique à Cuba, elle a aussi construit dans l'île une usine d'assemblage d'ordinateurs et un centre de recherches sur les énergies renouvelables. Et les deux pays entretiennent des relations étroites dans le domaine de la défense : de hauts dignitaires font de fréquentes visites, un vaisseau chinois a accosté dans le port de La Havane en 2016. Cela étant, la Chine n'a pas vendu à Cuba de systèmes d'armes importants, comme elle l'a fait avec d'autres pays de la région, comme le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie.

La participation de la Chine au développement des télécommunications cubaines est "solide comme un roc au milieu du courant", d'après un article de 2016 publié par le China Business Network. Le câble sous-marin cubain Alba-1, qui connecte le réseau de télécommunications de l'île à l'Amérique du Sud via le Venezuela, a été en partie financé et construit par des entreprises chinoises. En 2000, La Havane

▼ *La Chine et Cuba finalisent leurs alliances dans le cadre des nouvelles routes de la soie.*
Dessin de Ramsés, Cuba.

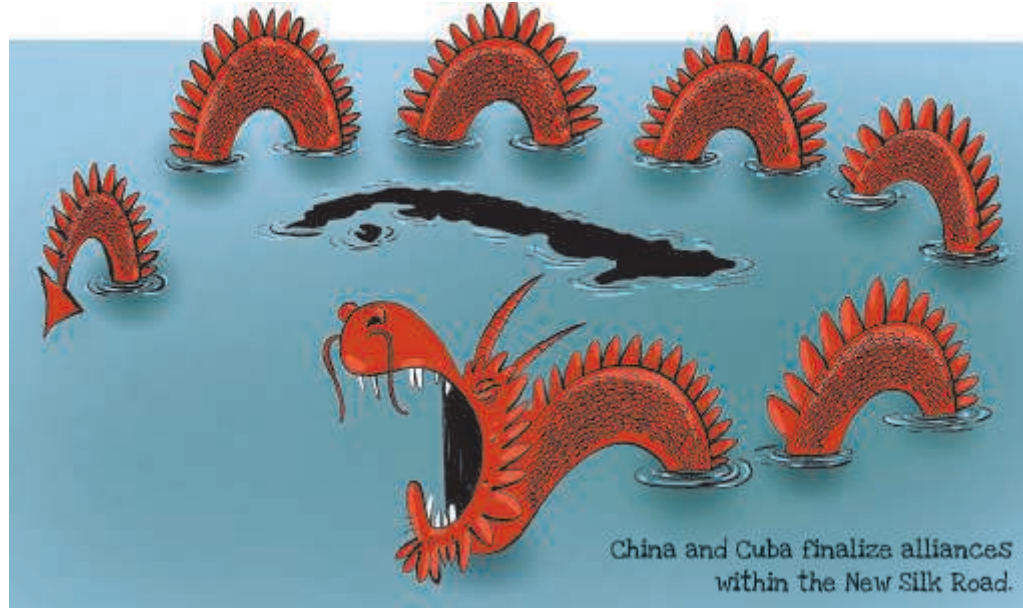
a signé un contrat avec Huawei pour l'installation de la fibre optique dans toute l'île. Ces dernières années, des sociétés chinoises comme Huawei, ZTE et TP-Link ont joué un rôle de plus en plus important dans le déploiement de l'Internet cubain, installant des bornes wifi et d'autres infrastructures sur l'île – que le régime a coupées [en juillet 2021] pour étouffer la contestation. Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres d'exportation de "l'autoritarisme numérique" chinois vers cette région du monde.

Atteintes aux libertés. Le soutien persistant que la Chine apporte au régime cubain préoccupe la Maison-Blanche. Force est d'admettre que Cuba et les États-Unis ont une relation privilégiée, liée à la proximité géographique, à des affinités historiques, à des liens familiaux. Depuis longtemps, le gouvernement américain porte son attention sur les atteintes aux libertés et sur les violations de droits de l'homme à Cuba, et s'attache à améliorer la situation du peuple cubain.

En soutenant Cuba, la Chine fait le lit de l'autoritarisme dans la région. En matière de cybersécurité, les États-Unis devraient davantage aider leurs partenaires à défendre la vie privée et la sécurité de leurs concitoyens face à des acteurs malintentionnés comme la Chine. À cet égard, la formation à la cybersécurité dispensée par l'US Southern Command à ses pays partenaires pourrait contribuer à régler le problème. Tandis que les récents événements survenus à Cuba trahissent l'influence grandissante de la Chine dans la région, le soutien du PC chinois aux actions répressives du régime cubain montre aussi que Pékin ne va pas dans le sens de l'histoire. Les États-Unis doivent renforcer leurs partenariats avec leurs amis latino-américains et antillais, sur un socle de valeurs partagées, afin de veiller que la région reste sûre, prospère et libre.

—**Leland Lazarus et Evan Ellis**

Publié le 3 août 2021



ÉTATS-UNIS

Eric Adams, un maire à l'image des Noirs de New York

Ancien policier issu d'un milieu défavorisé, le nouveau maire de la métropole tranche avec l'élite politique noire américaine. Et pourrait bien devenir la nouvelle star nationale des démocrates.



—The New York Times (extraits) New York

Cet hiver-là, dans un quartier noir new-yorkais, Eric Leroy Adams n'avait pas la moindre envie d'intégrer les rangs de la police. C'était le début des années 1980, et les vagues successives de chômage et de délinquance déferlaient dans les zones défavorisées de la métropole. Dans les quartiers noirs, la police – dont les agents étaient presque tous blancs – était devenue une force d'occupation qui ne faisait qu'accentuer la détresse et l'injustice.

Dans une église de Brooklyn, le pasteur Herbert Daughtry, militant de longue date dans le mouvement pour les droits civiques, a dit à Eric Adams, alors étudiant, qu'il était temps pour lui de s'engager dans la police de New York, le NYPD. Il fallait, selon le pasteur, que quelqu'un change les choses de l'intérieur. "Ça va pas la tête?" se souvient lui avoir répondu Adams.

Le 1^{er} janvier 2022, Eric Adams [a été] investi maire de New York. Ce jour-là, l'ambition de Herbert Daughtry [s'est] réalisée. L'heure

est enfin venue pour l'électorat noir populaire new-yorkais – socle crucial du Parti démocrate – d'être représenté à la municipalité.

Le maire reste énigmatique pour beaucoup. Il défend l'ordre public, mais aussi le mouvement Black Lives Matter. Il courtise Wall Street, puis fait un voyage au Ghana pour une cérémonie de purification spirituelle. Il fait la fête jusqu'au bout de la nuit avec le rappeur Ja Rule et l'ancien patron de Google, Eric Schmidt. On ignore ce qu'il fera exactement à la tête de la ville, mais une chose est sûre : le maire sait à qui il doit son mandat.

Classes ouvrières. En 2020, l'électorat noir new-yorkais a enduré une pandémie et manifesté en scandant "Black Lives Matter". Ce sont ces citoyens qui ont assuré la continuité des services publics, aux côtés d'employés municipaux de toutes origines, pendant que les New-Yorkais plus fortunés restaient chez eux, en sécurité. Eric Adams a été leur candidat. Après sa victoire, en novembre, Adams a

déclaré que son élection était celle des classes ouvrières de New York : "Je suis vous. Je suis comme vous. Après des années à prier, espérer, lutter, travailler, les portes de la mairie s'ouvrent à nous."

Le premier maire noir de New York, David Dinkins, est décédé en 2020, à 93 ans. Ce discret ancien soldat de la Marine, qui portait toujours un nœud papillon, avait déclaré vouloir être au service de la métropole tout entière, qu'il avait surnommée la "sublime mosaïque". David Dinkins n'a effectué qu'un mandat à la mairie et il a été évincé par Rudy Giuliani en 1993, dans une élection aux relents racistes indéniables. Ce retour de bâton amer, les New-Yorkais noirs n'allaient pas l'oublier de sitôt.

David Dinkins faisait partie d'une longue lignée d'hommes politiques noirs issus de Harlem, un cercle qui a influencé le vote de l'électorat noir new-yorkais pendant plus d'une génération. Eric Adams a emprunté un autre chemin pour arriver jusqu'à la mairie. Il est né dans le quartier de Brownsville, à Brooklyn, l'un des plus pauvres de la métropole. Quelque temps plus tard, sa famille a déménagé à South Jamaica, dans le Queens, où la majorité des habitants étaient noirs. Comme nombre de ses voisins dans ces quartiers, Adams a grandi dans la pauvreté. Il est le quatrième d'une fratrie de six

Adams a grandi dans la pauvreté. Il est issu d'une fratrie de six enfants que leur mère a élevés seule.

enfants, que leur mère, Dorothy Mae Adams, a élevés seule. Elle faisait des ménages, puis elle a travaillé dans une crèche.

À 15 ans, Adams a été arrêté pour intrusion, après être entré chez une connaissance. Il a témoigné que les policiers l'avaient tabassé au point que son urine a été mêlée de sang pendant une semaine. Des années plus tard, Adams a rencontré le pasteur Herbert Daughtry. Ce dernier recrutait à Brooklyn de jeunes New-Yorkais noirs dans le cadre du mouvement National Black United Front (NBUF), afin de mobiliser les populations en difficulté et leur donner les moyens d'agir.

"Cette période était difficile", confie le pasteur, âgé de 90 ans. Adams sortait du lot. "Il était précoce, se souvient-il. Il n'était pas seulement en quête d'un boulot. Il s'inquiétait de l'inertie ambiante, de la violence des gangs, de la toxicomanie."

Adams a rejoint le NYPD en 1984 et il y est resté vingt-deux ans. Il a cofondé un groupe appelé "100 Blacks in Law Enforcement Who Care" [Cent policiers noirs qui se sentent concernés], pour dénoncer les violences policières. Il a également été président du Grand conseil des gardiens, une association nationale qui rassemble des policiers noirs.

Engagement militant. Il manifestait contre les violences policières à la fin des années 1980 quand il a rencontré le pasteur Al Sharpton. L'un comme l'autre avait une mère célibataire arrivée à New York depuis l'Alabama. Et tous deux ont confié qu'ils se délectaient de fuir le snobisme de l'élite noire : un petit monde étincelant qui regroupe des personnalités puissantes – à défaut d'être toutes fortunées – issues de fraternités et sororités historiques de certaines universités, ainsi que de clubs très sélects comme Sigma Pi Phi et Links. Ces groupes ont émergé au plus fort de la période ségrégationniste, dans le but de créer des réseaux et d'œuvrer à la promotion des Noirs. David Dinkins était membre de Sigma Pi Phi, qui a aussi compté Martin Luther King dans ses rangs. La vice-présidente Kamala Harris fait quant à elle partie d'Alpha Kappa Alpha.

En 2006, Eric Adams avait gravi les échelons jusqu'au grade de capitaine, mais son engagement militant était une source d'agacement pour les hauts responsables du NYPD, un petit club d'hommes blancs. Adams a quitté la police et n'a pas tardé à être élu au sénat de l'État de New York. En 2013, il a été élu président de l'arrondissement de Brooklyn, un bon tremplin pour la municipalité.

Pendant les décennies suivant le mandat de David Dinkins, le pouvoir politique et social des Noirs est passé sans conteste de Harlem à Brooklyn. Letitia James, procureure générale de l'État de New York, vient de Brooklyn. Hakeem Jeffries est, à la Chambre des représentants, l'élu d'une partie de Brooklyn et

du Queens. Ces personnalités noires ont été portées aux responsabilités par un électoralat de moins en moins blanc.

En 2013, c'est cette coalition de Brooklyn qui a permis au démocrate Bill de Blasio de décrocher son premier mandat de maire. Et en 2021, il y avait trois candidats noirs de premier plan à la primaire démocrate précédant le scrutin municipal. Maya Wiley, ancrée très à gauche, a connu un bel élan. Mais l'électorat noir et populaire de New York a choisi Eric Adams. Son talent pour la mise en scène politique joue en sa faveur. En 2016, quand il est devenu végétarien après avoir été diagnostiqué diabétique, il a encouragé ce régime alimentaire, qu'il a présenté comme un moyen de libérer les Noirs américains du passé esclavagiste. Il a même publié un livre de recettes.

Tout ce qui semble paradoxal chez Adams est très parlant pour les Africains-Américains. "Nous avons tous été à table avec un oncle qui parle de la délinquance des Noirs contre les Noirs", affirme Christina Greer, politologue à l'université Fordham. Eric Adams est une figure familière."

Mais Adams est une figure familière pour les New-Yorkais de nombreux milieux. Il bénéficie du soutien d'une grande partie des électeurs, en particulier chez les Asiatiques, les latinos et les juifs orthodoxes. S'il parvient à consolider cette coalition, il pourrait devenir une force redoutable à l'échelle nationale, dans un Parti démocrate qui cherche désespérément de nouvelles stars.

—Mara Gay

Publié le 21 décembre 2021

SOURCE 

THE NEW YORK TIMES
New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com
Avec 1600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée"). C'est le journal de référence des États-Unis.



Iran. Partout, le régime traque ses opposants

Depuis la révolution de 1979, la république islamique cherche à faire taire la dissidence au sein de la diaspora en recourant à divers stratagèmes, le plus souvent criminels, déplore ce site, témoignages à l'appui.



—IranWire (extraits) Londres

Nous allons vous tuer !” “Vous ne pensez pas que nous ayons assez de tombes ? Nous, si !” C’est le genre de messages que les défenseurs iraniens des droits humains reçoivent régulièrement sur leurs flux Twitter ou Instagram.

En novembre, ils ont été photographiés et filmés à de multiples reprises en train de brandir des pancartes appelant à la fin de l’impunité dans la République islamique lors d’une manifestation devant le siège du gouvernement britannique, à Londres, et les militants savent pertinemment ce que ces images risquent de signifier pour eux. “Je fais partie des victimes”, indique Shadi Amin, cofondatrice de l’ONG Justice for Iran, dont les partisans étaient également présents à la manifestation. “Nous vivons sous les menaces et sommes confrontés aux fausses nouvelles qu’ils diffusent sur nous [en Iran].

Ils profèrent des menaces contre nos familles en Iran. Nous devons faire avec. Aucun pays n’est devenu une démocratie sans lutte ouverte. Nous savons quelles peuvent être les conséquences de notre présence ici, mais quand on voit qu’en Iran des gens sortent dans la rue et risquent leur vie, c’est le moins que nous puissions faire pour les soutenir.” Il n’y a pas très longtemps, Maziar Bahari, le rédacteur en chef d’IranWire, a reçu de son tortionnaire une mise en garde pour le prévenir qu’il pouvait toujours être “ramené dans un sac”. Avant de lui rendre son passeport en 2009, l’homme lui avait rappelé : “Le corps des Gardiens de la révolution islamique est présent dans le monde entier. Ne l’oubliez pas avant de nous critiquer !”

Le régime a une définition large du type d’individus qui pourraient constituer une menace.

Les menaces évoquées ici ne sont qu’une goutte d’eau dans l’océan d’une grande offensive que la République islamique d’Iran mène depuis des décennies, le plus souvent dans la discrétion, pour déstabiliser psychologiquement les Iraniens vivant à l’étranger. Ce phénomène, connu sous le nom de “répression transnationale”, représente la tentative d’un gouvernement de faire taire la dissidence au sein de la diaspora et parmi les exilés, en usant de toutes sortes de stratagèmes, le plus souvent criminels.

Freedom House fait partie des organisations qui ont effectué un travail pionnier pour dénoncer la répression transnationale. L’ONG a inscrit la République islamique d’Iran sur la liste des six pays (avec la Chine, la Russie, la Turquie, le Rwanda et l’Arabie Saoudite) connus pour mener des campagnes virulentes contre des opposants politiques à l’étranger. “On observe un changement dans l’ordre [mondial], qui rend la vie

plus facile aux États autoritaristes. Cela leur permet d’agir impunément. L’Iran a beau être une sorte d’État paria, il a bien conscience qu’il peut faire ce genre de choses sans avoir vraiment de comptes à rendre”, explique Nate Schenkkan, directeur de la stratégie de recherche chez Freedom House.

Comme a pu le constater son organisation, le régime islamique iranien a une “définition très large” du type d’individus susceptibles de constituer une menace pour l’ordre public sur son sol. Ainsi, les journalistes indépendants, les défenseurs des droits humains en Iran, et même des citoyens ordinaires qui ont simplement choisi de quitter l’Iran de leur plein gré sont considérés comme des menaces pour la “sécurité”, voire comme des “terroristes”. Le régime peut ainsi justifier tout son éventail de violences, de menaces, de demandes d’extradition, de surveillance et de pressions psychologiques qu’il déploie à l’encontre des Iraniens à l’étranger.

Enlèvements et coercition.

Depuis la révolution islamique de 1979, le régime a montré, à maintes reprises, qu’il n’hésitait pas à faire taire ses critiques définitivement. Les affaires les plus tristement célèbres dans ce domaine ont été les meurtres en chaîne de la fin des années 1980 et 1990, qui ont vu les forces de l’État iranien ou leurs sbires tuer plus de 80 intellectuels, artistes et hommes politiques dissidents. Nombre de ces assassinats, comme celui de l’ancien Premier ministre du Shah Chapour Bakhtiar (en France), du chanteur Fereydon Farrokhzad (en Allemagne) et de l’opposant Kazem Radjavi (en Suisse), ont eu lieu sous d’autres cieux. Bien qu’avec une fréquence moindre, la République islamique continue d’assassiner des Iraniens à l’étranger. Parmi les exemples récents, citons ceux de Saeed Karimian, le fondateur de Gem TV, et du dissident Massoud Molavi Vardanjani, tous deux abattus à Istanbul en 2017 et 2019 respectivement. Des complots déjoués font aussi régulièrement la une des journaux : l’Iranien Asadollah Asadi, installé à Vienne, et trois autres personnes ont été arrêtées et emprisonnées à la suite d’un projet d’attentat à la bombe lors d’un rassemblement de l’OMPI [Organisation des moudjahidines du peuple iranien, un

groupe farouchement opposé au régime de Téhéran] à Paris en 2018.

Il y a aussi les enlèvements et les rapatriements forcés d’Iraniens en exil, qui sont en butte à des persécutions – quand ils ne sont pas tués – une fois rentrés chez eux. L’an dernier, l’exécution du journaliste dissident Rouhollah Zam a fait les gros titres de la presse dans le monde entier. En 2018, à la suite d’un piège, ce père de deux enfants avait quitté son domicile parisien pour se rendre à Bagdad, où il avait été placé en détention par le corps des Gardiens de la révolution isla-

La République islamique continue d’assassiner des Iraniens à l’étranger.

mique, avant d’être ramené en Iran et pendu en décembre 2020. Jamshid, figure de proue de l’opposition, est toujours derrière les barreaux depuis qu’il a été enlevé à Dubaï, tout comme Habib Chaab, qui a été kidnappé en Turquie en octobre dernier. En juillet, le FBI a inculpé quatre Iraniens pour une tentative d’enlèvement de la défenseuse des droits humains Masih Alinejad à New York, en vue de la faire passer au Venezuela en bateau à moteur.

Le régime pratique également la coercition par personnes interposées, une tactique qui consiste à se servir de membres de la famille ou de proches pour exercer des pressions sur un citoyen loin de chez lui. Ainsi, la sœur de Masih Alinejad a été contrainte de la dénoncer à la télévision d’État, et son frère a été condamné à huit ans de prison sur la base d’accusations fallacieuses. Au cours des douze derniers mois, les familles de nombreux Kurdes iraniens ont subi des pressions pour pousser ces derniers à rentrer d’Irak (sous peine de les voir assassinés), tout comme les familles d’au moins deux journalistes : Payam Masouri, installé en Turquie, et Behrang Rahbari, au Canada. “Les coups de téléphone de menaces à ma mère et à mon frère ont commencé à peu près un an après mon départ d’Iran”, expliquait Payam Masouri en août 2020. “Ils ont dit à ma mère : ‘Nous savons où se trouve votre fils, nous pouvons lui faire tout ce que nous voulons.’ Maintenant, si je ne réponds pas au téléphone, elle s’inquiète.” En février 2020, Reporters

↳ Dessin de Cost paru dans Le Soir, Bruxelles.

sans frontières a dénombré pas moins de 200 journalistes iraniens ayant reçu des menaces, dont 50 de mort, alors qu'ils travaillaient à l'étranger. En décembre de la même année, des journalistes perses de la BBC ont déposé une plainte auprès des Nations unies au sujet de menaces de mort reçues dans le cadre de leur profession. En juillet dernier, une bombe a été jetée sous le porche de Soheila Fors, une femme politique d'origine iranienne, membre du Parti chrétien-démocrate suédois, qui s'oppose ouvertement à la République islamique.

On sait également que la République islamique recrute des agents chargés de se rapprocher des Iraniens vivant à l'étranger afin de recueillir des informations sur eux. En septembre 2018, un individu à la double nationalité iranienne et norvégienne, Mohammad Davoudzadeh Loloie, a été arrêté pour avoir espionné des Iraniens au Danemark en prévision d'un projet d'assassinat. En novembre 2019, les autorités suédoises ont inculpé un Irakien qui menait le même genre d'activités pour le compte de la République islamique iranienne.

Logiciels espions. Dans un article écrit en février dernier, Mohammad Tangestani, d'IranWire, expliquait à quel point il a été choqué d'apprendre qu'un "ami", Mehrdad Arefani, avait été condamné à dix-sept ans de prison pour son rôle dans la tentative d'attentat à la bombe contre le rassemblement de l'OMPI à Paris. Cela faisait des années que ce dernier s'était rapproché de cette organisation, dont il filmait les rassemblements, tout en proposant de réparer les ordinateurs des Iraniens qu'il connaissait en Belgique. En avril 2021, IranWire a également révélé que le supposé centre culturel de la République islamique à Londres, l'Islamic Center of England, avait accumulé pendant des années les coordonnées d'Iraniens sans leur consentement, en violation de la loi britannique. Par ailleurs, des réseaux affiliés au régime utilisent des logiciels espions et des campagnes de spear-phishing (hameçonnage ciblé) pour viser les Iraniens résidant à l'étranger et obtenir des informations sur eux. Ainsi, certains ont reçu de

faux courriels des Services américains de citoyenneté et d'immigration, d'autres ont été informés d'un faux événement destiné aux militants des droits humains en Espagne, qui incitait les participants à télécharger des logiciels malveillants. Une fausse application de permis de conduire en persan, bourrée de logiciels espions, a aussi été diffusée en Suède. Des membres de groupes minoritaires en Iran sont également la cible de cyberattaques : cela a été le cas de plus de 70 militants azerbaïdjanais aux États-Unis et en Europe.

— Hannah Somerville

Publié le 18 novembre 2021

SOURCE



IRANWIRE

Londres, Royaume-Uni
iranwire.com

Lancé par le journaliste canado-iranien exilé Maziar Bahari en 2014, IranWire s'est rapidement imposé comme une plateforme très variée en informations et en reportages, parfois réalisés par des "journalistes citoyens" en Iran. Un grand plus par rapport à d'autres sites iraniens à l'étranger. Le site propose une version en anglais, mais seule une infime partie des articles en persan sont traduits.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Emprisonnés pour avoir dénoncé la politique anti-Covid. Deux avocats et un militant, critiques de l'action du gouvernement iranien face au Covid-19, ont été arrêtés en août et détenus plus de quatre mois dans des conditions déplorables, rapportait en décembre le **New York Times**, qui a interviewé l'un d'eux, le seul encore écroué.

YÉMEN

RÉAGIR À L'URGENCE

CONTEXTE

Dans l'un des pays les plus pauvres au monde, la population yéménite est prise au piège d'un conflit qui dure depuis plus de 7 ans. Des centaines de milliers de yéménites ont été tués ou blessés et plus de 4 millions de personnes ont été forcées de se déplacer à l'intérieur du pays. L'eau potable et les denrées alimentaires manquent alors que les maladies hydriques se propagent très rapidement.

NOTRE ACTION

La situation est particulièrement critique dans le gouvernorat de Marib où les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter face à l'intensification des combats. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, avec le soutien de l'Union européenne, permet aux personnes les plus démunies de subvenir à leurs besoins vitaux : boire, manger, s'abriter et se laver.

PROTECTION, DIGNITÉ ET AUTONOMIE SONT LES OBJECTIFS FINAUX DE NOTRE ACTION.

Crédit photo : © Abdullah Al-Garadi

POUR SOUTENIR NOS ACTIONS AUPRÈS DES PLUS VULNÉRABLES, FAITES UN DON SUR SOLIDARITES.ORG

 **solidarités**
international



Financé par
l'Union européenne



afrique

Guinée équatoriale.

Le Xanadu du président

Teodoro Obiang a fait construire une ville luxueuse pour 200 000 habitants. Vide. L'aboutissement d'un système basé sur la démesure et la corruption.

—The Wall Street Journal (extraits) New York

Ciudad de la Paz, Guinée équatoriale. Cinquante villas de luxe vides s'étendent sur des parcelles entretenues avec le plus grand soin dans un espace dégagé au milieu de la jungle.

Chacun fait 660 mètres carrés et comprend quatre chambres, deux salons, un bureau, des logements pour le personnel et une salle à manger. La table est dressée en permanence pour dix personnes dans la salle à manger, au cas où les chefs d'État de l'Union africaine souhaiteraient organiser un dîner. Ce qui n'arrive jamais.

C'est la réalité surréaliste de Ciudad de la Paz, une capitale créée de toutes pièces il y a dix ans par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Ce projet s'est interrompu faute de fonds. De larges boulevards et une rocade de plus de 35 kilomètres sans voitures. Un chantier sans travaux. Des complexes d'appartements sans occupants. Des centres commerciaux sans magasins et des cinémas sans films.

Et un spectaculaire parcours de golf cinq étoiles sans golfeurs. "C'est une ville stupéfiante qui n'a aucun sens", déclare un Européen qui travaille sur place.

Ciudad de la Paz s'inscrit dans la grande tradition de ces monuments imposants construits pour marquer le pouvoir de l'homme fort du pays. Le président Félix Houphouët-Boigny avait transféré la capitale de la Côte d'Ivoire d'Abidjan à Yamoussoukro, sa ville

natale, et y avait fait construire la plus grande église au monde, Notre-Dame-de-la-Paix.

M. Obiang a fait construire une version réduite de la basilique Saint-Pierre de Rome à Mongomo, sa ville natale, mais il a réservé ses plus grandes ambitions à sa capitale de la forêt. La ville est conçue pour une population de quelque 200 000 personnes.

Composée de quelques îles dans le golfe de Guinée et d'une partie continentale qui s'étend entre le Gabon et le Cameroun, la Guinée équatoriale, après avoir obtenu l'indépendance, en 1968, est dirigée par Francisco Macias, l'oncle de M. Obiang, dont la philosophie était : "En politique, le vainqueur gagne et le perdant meurt."

Entre autres atrocités, M. Macias a fait exécuter [150] personnes dans un stade de football. Renversé en 1979 par M. Obiang, son neveu, il est mort devant un peloton d'exécution. M. Obiang, 79 ans, dirige le pays comme une entreprise familiale depuis quarante-deux ans. Et il s'est attiré les critiques de la communauté internationale pour sa corruption et ses violations des droits humains.

En 2013, le ministère de la Justice américain a accusé le vice-président, Teodorin Nguema Obiang Mangué, le fils du président, d'avoir accumulé une fortune de 300 millions de dollars grâce à la corruption, alors que le poste qu'il occupait était payé moins de 100 000 dollars par an. Selon le dossier judiciaire, il avait notamment acheté huit Ferrari, sept Rolls-Royce, cinq Bentley, deux Lamborghini, un

avion Gulfstream V, une immense maison à Malibu et pour plus de 3 millions de dollars d'objets relatifs à Michael Jackson.

Quand ces accusations sont apparues dans la presse, en 2011, M. Obiang Mangué a demandé à l'ambassadeur des États-Unis à Malabo de l'aider à défendre sa réputation. "Je n'ai jamais volé d'argent au Trésor de notre pays", lui a-t-il affirmé, selon un câble du ministère des Affaires étrangères produit au dossier. Ses revenus provenaient d'après lui de contrats gouvernementaux licites.

Le ministère de la Justice américain a intenté plusieurs procédures de confiscation des avoirs de M. Obiang Mangué. L'une d'elles s'intitule "Les États-Unis contre une veste Thriller signée de Michael Jackson".

Les États-Unis et M. Obiang Mangué ont conclu une transaction à l'amiable en 2014. Le

protocole d'accord ne mentionnait aucun acte répréhensible de la part de ce dernier. Il a gardé son avion et le gant incrusté de cristal de Michael Jackson, mais le ministère de la Justice a saisi les recettes de la vente de la maison de Malibu, une Ferrari et une collection de statues de Michael Jackson. Les États-Unis ont annoncé en septembre qu'ils consacraient 26,6 millions des avoirs récupérés à la fourniture de vaccins contre le Covid-19 et d'une aide médicale à la population équato-guinéenne.

Le ministre du Pétrole, Gabriel Obiang Lima Abaga, un autre des enfants du président, qui incarne souvent le régime à l'étranger, n'a pas répondu à nos demandes écrites sur les accusations de corruption et de violations des droits humains qui pèsent sur sa famille. L'ambassadeur de Guinée équatoriale à Washington n'a pas répondu à nos demandes d'entretien.

"Nous sommes déterminés à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la gouvernance et la lutte contre la corruption", a déclaré le ministre des Finances Valentin Ela Maye au Fonds monétaire international (FMI) en septembre.

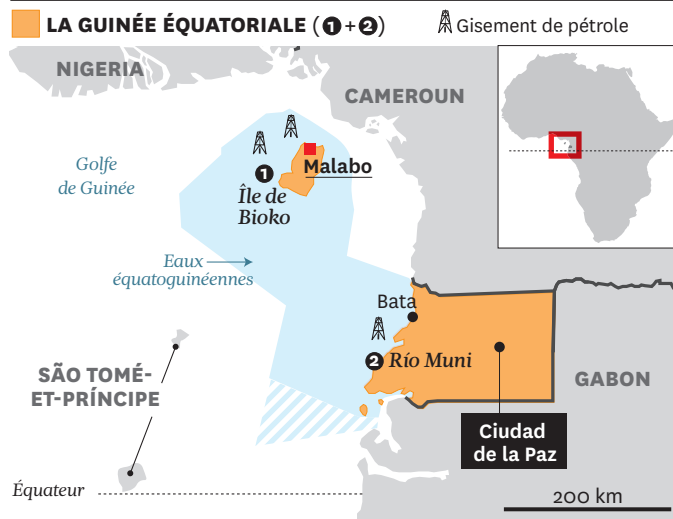
Un endroit sûr. C'est la découverte de pétrole et de gaz naturel dans le golfe de Guinée qui avait alimenté la corruption et permis à M. Obiang de faire naître sa nouvelle capitale. Après avoir survécu à une tentative de coup d'État dirigée par l'étranger en 2004, le président s'était dit que le nouveau siège du gouvernement serait mieux protégé des attaques venant de la mer que Malabo, la capitale actuelle, qui se trouve sur l'île Bioko. "Il nous faut un endroit sûr pour mon gouvernement et les gouvernements futurs", expliquait-il à la BBC en 2012.

À l'époque, le blog d'architecture ArchDaily montrait un projet centré autour de l'avenue de la Justice, une artère de 76 mètres de large qui s'inspirait de l'avenue des Champs-Élysées. On parlait d'un circuit de Formule 1, d'un lagon avec hors-bords et voiliers de luxe, et d'une cathédrale qu'on atteindrait par un funiculaire.

Or les cours du pétrole se sont effondrés en 2014, le gouvernement s'est retrouvé à court d'argent et le chantier s'est arrêté. On voit encore les noms des entreprises de bâtiment chinoises sur les panneaux placés devant les squelettes des bâtiments publics.

Deux tours jumelles étincelantes d'appartements de luxe, le centre commercial et les cinémas

↙ Au bout d'un boulevard désert, l'inachevé palais présidentiel de Ciudad de la Paz.
Photo Michael M. Phillips/The Wall Street Journal



prennent la poussière en bas de la route qui part du palais présidentiel inachevé. Des centaines de caméras de surveillance couvrent toujours tous les angles de toutes les routes désertes, mais nul ne sait si quelqu'un regarde à travers les toiles d'araignée qui recouvrent leurs objectifs. Bien qu'interrompu, le projet a valu quelques admirateurs à M. Obiang.

Recteur suédois. En 2013, il a fait don de 30 000 dollars au rameur new-yorkais Victor Mooney pour un canot à rames transatlantique baptisé *Spirit of Malabo*. Une fois la traversée effectuée, en 2014, Victor Mooney s'est vu octroyer la nationalité équato-guinéenne et promettre une maison à Ciudad de la Paz. *"Je n'ai pas encore occupé la maison mais je suis sûr qu'elle est en cours"*, confie-t-il.

Le Dr Ousmane Ba, un Américain qui enseigne l'anglais à l'université afro-américaine d'Afrique centrale, l'une des rares institutions qui fonctionnent à Ciudad de la Paz, rend hommage à M. Obiang pour sa vision. *"Il a posé les fondations de quelque chose qui aurait pu être grand"*, assure-t-il.

L'université a été construite pour 5 000 étudiants, et ses administrateurs espèrent qu'elle en accueillera 500 cette année. Cependant, elle a donné lieu à des controverses. Le Dr Said Irandoust, le recteur suédois, reprochait au gouvernement de nommer les professeurs en fonction de leurs liens politiques et familiaux. Le ministre de l'Éducation l'a accusé d'être *"autoritaire"* et *"arrogant"*, et a mis fin à son contrat le mois dernier.

D'après les gens du coin, la ville doit compter dans les 2 000 habitants, dont 400 travaillent au Grand Hotel Djibloho. Construit par des Italiens, cet établissement de 400 millions de dollars compte 452 chambres - en plus des 50 villas. En général, 15 à 20 chambres sont occupées chaque jour. Mais certains jours, il n'y a aucun client.

L'établissement perd 5,5 millions de dollars par an. Le gouvernement Obiang couvre les pertes, confie Vincenzo Presti, le directeur général, qui dirige Luxury Hotels Management Ltd., la société londonienne qui gère l'hôtel.

On pourrait pardonner au personnel de penser qu'il fait tourner

Profiteurs, de père en fils

●●● Le pouvoir de Teodoro Obiang, à la tête de ce pays pétrolier depuis 1979, est devenu dynastique avec la montée en puissance de son fils Teodorin Obiang, 53 ans. Alors que la majorité des 1,3 million d'habitants vit sous le seuil de pauvreté, l'héritier présomptif a été condamné en France dans le cadre des "biens mal acquis". Cette affaire judiciaire porte sur des faits de corruption et de détournements de fonds qui ont enrichi des dirigeants africains au détriment de leur population. La justice française avait condamné en février 2020 Teodorin Obiang, soupçonné d'avoir détourné 150 millions d'euros, à trois ans de prison avec sursis, 30 millions d'euros d'amende et la confiscation de tous ses biens.

cet hôtel rien que pour faire tourner un hôtel. Pour entretenir le moral du personnel, M. Presti demande à son équipe, lors des réunions quotidiennes, de faire comme si elle dirigeait un hôtel d'une grande ville.

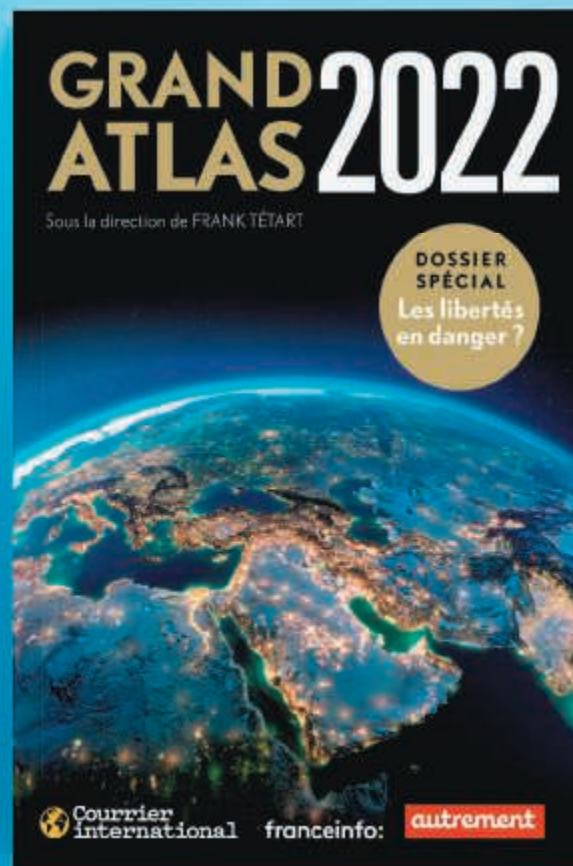
Quant à lui, pour garder le moral, il voit l'établissement comme une occasion de former les jeunes Africains à l'hôtellerie et à la restauration. *"C'est comme si c'était une école, même s'il n'y a personne"*, explique-t-il.

Le buffet du petit déjeuner est chargé de croissants et de fruits frais. Il y a un spa, un centre de conférences et un centre de procréation médicalement assistée dirigé par un médecin espagnol. Les pelouses du golf sont entretenues. Les chambres, parmi lesquelles une suite présidentielle où M. Obiang n'a jamais dormi, sont nettoyées chaque jour. *"On est au milieu de la forêt, déclare M. Presti. Si nous n'entretenons pas l'hôtel, la forêt y entrera."*

—Michael M. Phillips

Publié le 2 janvier

Regardez le monde autrement



Disponible en librairie



Un tour d'horizon complet des **GRANDS ENJEUX INTERNATIONAUX**
L'ÉCLAIRAGE DES EXPERTS, spécialistes et journalistes

Plus de **150 CARTES** et **INFOGRAPHIES inédites**

Les meilleures analyses de la **PRESSE INTERNATIONALE**

Pour feuilleter un extrait, rendez-vous sur :

 qrco.de/Atlas2022

www.autrement.com

à la une**DÉMOGRAPHIE**

LA BOMBE QUI VIENT

En 2050, 151 des 195 pays du globe seront en situation de décroissance démographique, alerte une étude de l'université de Washington ; et la population mondiale devrait atteindre son pic, à 9,7 milliards d'individus, en 2064.

Le vieillissement des populations que connaissent déjà l'Asie et l'Occident va se généraliser, entraînant avec lui une pénurie de main-d'œuvre et un ralentissement économique. Cela pose un nouveau défi à nos sociétés : trouver un moteur de croissance qui ne repose pas sur la démographie.





— **Nikkei Asia** Tokyo

Depuis deux cents ans, une croissance démographique soutenue consume les ressources naturelles, dévaste l'environnement, engendre des guerres. Or l'humanité est sur le point de troquer une bombe démographique contre une autre. Décideurs politiques et scientifiques ouvrent les yeux sur une réalité nouvelle : le monde est au bord du déclin, voire de l'extinction.

Les forces du développement économique et de l'émancipation des femmes se conjuguent pour mettre fin à une ère amorcée sous la révolution industrielle. Période au cours de laquelle la croissance économique était soutenue par la croissance démographique et inversement. Depuis le début du XIX^e siècle, cette marée démographique a suscité bon nombre de prédictions alarmistes : l'économiste anglais Thomas Malthus prédisait dès 1798 que la population augmenterait à une cadence telle qu'elle dépasserait la production alimentaire et engendrerait des famines. En 1972, le Club de Rome avertissait que l'humanité toucherait aux "limites de la croissance" avant cent ans en raison de l'augmentation implacable à la fois de la population mondiale et de la pollution de l'environnement.

Crise et péremption. Aujourd'hui, la population mondiale – qui était de 1 milliard en 1800 – atteint 7,8 milliards, exerçant une pression manifeste sur la planète. Mais les scientifiques et les décideurs politiques prennent peu à peu conscience d'une nouvelle réalité chiffrée : la croissance démographique a atteint un maximum de 2,09 % à la fin des années 1960 et descendra en dessous de 1 % en 2023, selon une étude de l'université [de l'État] de Washington publiée l'année dernière. En 2017, le taux de croissance de la tranche des 15-64 ans – les gens en âge de travailler – est tombé en dessous de 1 %. La population active a, d'ores et déjà, commencé à reculer dans un quart des pays environ. À l'horizon 2050, 151 des 195 pays du globe seront en situation de décroissance démographique.

À terme, l'étude annonce un pic de la population mondiale à 9,7 milliards en 2064, avant un fléchissement.

Sur les quelque 300 000 années d'histoire de l'humanité, les périodes de froid et d'épidémies

ont causé des affaissements passagers de la population. Mais, selon Hiroshi Kito, historien de la démographie et ancien président de l'université de Shizuoka, l'humanité s'apprête, pour la première fois de son histoire, à entamer une période de déclin prolongé.

L'Asie orientale est l'une des régions les plus touchées par l'effondrement du nombre de naissances – notamment la Corée du Sud → 28

SOURCE



NIKKEI ASIA

Tokyo, Japon

Hebdomadaire

asia.nikkei.com

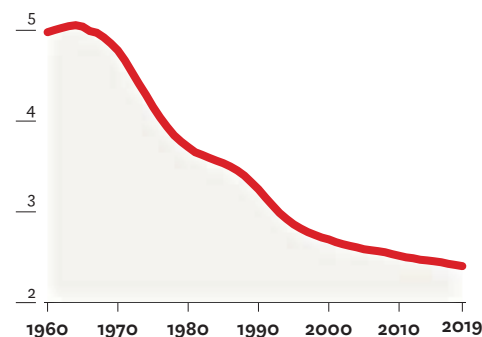
Ce magazine, connu sous le nom de *Nikkei Asian Review* jusqu'en septembre 2020, a conservé la même ligne éditoriale. Une couverture rigoureuse de l'Asie qui souligne l'intérêt du groupe japonais Nikkei pour la région. Reportages, analyses, enquêtes font de cette publication une source précieuse pour suivre l'actualité.

← Dessin de Cameron Law, Royaume-Uni.

De moins en moins d'enfants

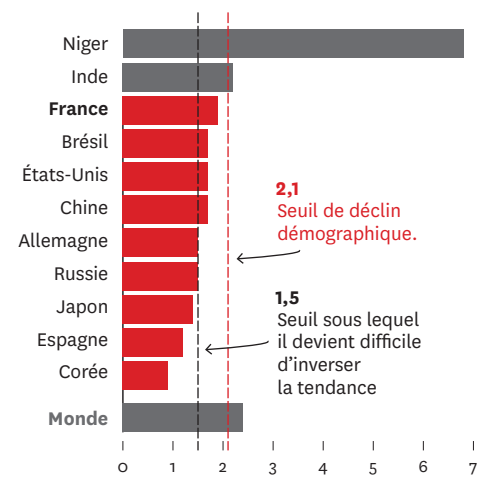
Évolution de l'indice de fertilité mondial

(nombre d'enfant par femme)



Indice de fertilité par pays

En 2019, le Niger est le pays du monde qui détient le plus fort indice, avec 6,8 enfants par femme. Le plus faible est celui de la Corée du Sud (0,9) ; la moyenne mondiale est de 2,4, celle de l'UE de 1,5.



SOURCE : BANQUE MONDIALE, "NIKKEI ASIA"

↓ Dessin de Belle Mellor paru dans *The Economist*, Londres.

Le mot

SHRINKONOMIE

“Le Japon est le laboratoire politique de la ‘shrinkonomie’” [contraction du verbe anglais *shrink*, “rétrécir”, et d’“économie”], selon le Fonds monétaire international. Le monde doit “tirer les leçons politiques du vieillissement et de la diminution de la population”, écrivent en 2020 Gee Hee Hong et Todd Schneider, de la division Asie du FMI. Une population déclinante a un “impact direct sur la main-d’œuvre”, mais aussi sur la productivité, la croissance et les inégalités entre générations. “Les solutions politiques trouvées là-bas peuvent avoir une application plus large”, estime le FMI.

27 ← (dont l’indice synthétique de fécondité [ISF] s’établit à 1,11), Taïwan (1,15) et le Japon (1,37) sur la période 2015-2020, selon le rapport “World Population Prospects 2019” [“Projections démographiques mondiales”] publié par les Nations unies. La population d’un pays commence à décliner lorsque la fécondité tombe en dessous du taux de remplacement de 2,1, avec, à la clé, des pénuries de main-d’œuvre, une crise des fonds de pension et la péremption des vieux modèles économiques.

L’Asie du Sud-Est, qui tire la croissance mondiale depuis le début du “miracle asiatique”, se trouve également à la croisée des chemins. La Thaïlande, qui affichait un indice synthétique de fécondité supérieur à 6, est aujourd’hui retombée à 1,53, se rapprochant ainsi du Japon. En 2019, la population active a commencé à y décliner, et le taux de croissance économique est redescendu à 2,4 %, presque trois fois moins que les 7,5 % enregistrés par le pays dans les années 1970.

Survie de l’humanité. Le Vietnam, quant à lui, est devenu une société dite “vieillissante” en 2017. En janvier, le gouvernement a décidé de relever l’âge de départ à la retraite pour les hommes et les femmes (il s’établit respectivement à 60 et 55 ans aujourd’hui) afin de pérenniser le financement des régimes de retraite. Il sera porté à 62 ans pour les hommes en 2028 et à 60 pour les femmes en 2035.

Mais le meilleur exemple de cette décroissance démographique reste la Chine. L’université de Washington prédit que le fléchissement commencera l’année prochaine, et que la population chutera à 730 millions à l’horizon 2100, contre 1,41 milliard aujourd’hui.

Les pénuries de main-d’œuvre gripperont les modèles économiques du passé. La protection sociale sera dès lors mise à mal.


D’ici la même année, 23 pays, dont le Japon, verront leur population fondre de moitié par rapport à leur niveau actuel, sinon plus bas encore, d’après Christopher Murray, directeur de l’Institut de métrologie sanitaire et d’évaluation de l’université de Washington, qui a consacré l’essentiel de sa carrière à l’amélioration des systèmes de santé à l’échelle mondiale.

L’étude de l’université de Washington vient rectifier des estimations antérieures qui prévoyaient un accroissement de la population mondiale jusqu’à la fin du siècle. En 2019, le rapport “World Population Prospects” estimait que la population allait continuer à croître pour atteindre 10,9 milliards en 2100. Or les



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D**  **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

nouvelles projections montrent que la natalité recule plus rapidement que prévu dans les pays en développement.

Christopher Murray prévoit que les taux de fécondité convergeront autour de 1,5, voire en deçà dans certains pays. "Ce qui veut dire que l'humanité finirait par disparaître d'ici quelques siècles", observe-t-il.

Cette donne inédite va engendrer une nouvelle dynamique - déjà visible ici ou là - dans des domaines allant de la politique monétaire aux régimes de retraite, en passant par les prix de l'immobilier et la structure du capitalisme dans son ensemble. À l'heure où la population mondiale approche de son pic, beaucoup de gouvernements se voient en effet contraints de revoir leurs orientations politiques, qui reposaient jusque-là essentiellement sur l'essor démographique pour leur croissance économique et leur poids géopolitique.

Les pénuries de main-d'œuvre viendront gripper les modèles de croissance du passé. La protection sociale, dont les retraites et l'assurance-maladie présupposent une population croissante, sera dès lors mise à mal.

Cette décroissance démographique permettra peut-être de remédier à certains problèmes chroniques à travers le monde, notamment écologiques ou sociaux, mais la dépopulation posera de nouveaux défis : transformer la société de sorte qu'elle ne repose plus sur la croissance démographique. "Ce sera le point nodal du prochain modèle de civilisation, analyse Hiroshi Kito. Il déterminera notre survie ou notre échec."

Certains scientifiques estiment que l'humanité doit trouver un nouveau modèle de prospérité et que la croissance économique globale ne va plus de soi.

"Sans enfants, nous vivrons plus librement", me confie une cadre de 41 ans travaillant dans une grande entreprise sud-coréenne du secteur du divertissement. Elle a décidé de ne pas avoir d'enfants après en avoir discuté avec son mari au moment de se marier, en 2015. Elle aime les enfants, mais les frais de scolarité en Corée du Sud sont très élevés, sans compter que la flambée des prix de l'immobilier et la rudesse des conditions de travail compliquent également l'éducation des enfants. Beaucoup de gens autour d'elle refusent même de se marier, poursuit-elle, précisant que sa propre sœur, enseignante dans le primaire, lui a confié qu'elle ne convolerait pas non plus.

La Corée du Sud a recensé près de 272400 naissances en 2020, et son indice synthétique de fécondité plafonnait à 0,84 la même année, soit le taux le plus bas du globe. Or si l'ISF d'un pays reste durablement inférieur à 1,5, il devient presque impossible de redresser la barre.

Le nombre croissant de femmes diplômées explique en bonne partie l'évolution des taux de fécondité. En Thaïlande, 58 % des femmes font des études supérieures, contre seulement 41 % des hommes, et le taux de fécondité du pays était de 1,53 en 2020, en net recul par rapport aux décennies précédentes. Selon un rapport de HSBC de février 2021, le taux de fécondité

reste faible dans tous les pays où les femmes font des études supérieures.

"Bien sûr, c'est une bonne chose que [les femmes aient accès aux études et à la santé reproductive], fait remarquer Christopher Murray. Il est important de bien réfléchir [avant de faire des enfants] pour ne pas commettre d'erreur." Il serait "terrible" qu'un pays fasse machine arrière sur l'accès des femmes à l'instruction dans le but de relever son taux de fécondité, ajoute-t-il.

États-Unis et Europe aussi. La création de dispositifs d'accompagnement comme les garderies ou le congé parental ne semble guère avoir d'incidence sur le nombre de naissances. La Finlande, par exemple, a l'un des régimes d'aide les plus généreux du monde en faveur des femmes et des enfants. Or le taux de fécondité du pays est en chute libre. À 1,37 en 2020, il tutoie le taux japonais, à 1,34 la même année.

"Il n'y a pas d'explication définitive à la baisse du taux de fécondité sur les dix dernières années", observe Venla Berg, directrice de recherche à la Fédération des familles de Finlande, qui accompagne les politiques de planning familial. Si, en Finlande, près d'un vingtenaire sur quatre dit ne pas vouloir d'enfants, "on rencontre aussi des gens qui font moins d'enfants que ce qu'ils souhaitaient au départ, constate Venla Berg. Si les gens faisaient autant d'enfants qu'ils voulaient, cela porterait le taux de fécondité à quelque chose comme 1,6 ou 1,8, poursuit-elle. On aurait toujours un recul de la démographie, mais à un rythme plus progressif, et cela permettrait de préserver notre système de protection sociale."

Le vieillissement de la population active du Japon a provoqué l'écroulement de sa croissance, qui n'a depuis jamais redécollé.

"Les États-Unis et l'Europe suivent peu ou prou le même chemin que le Japon", rappelait, en avril, Masaaki Shirakawa, ancien gouverneur de la Banque du Japon, devant une commission d'enquête de la Chambre des Lords, au Royaume-Uni.

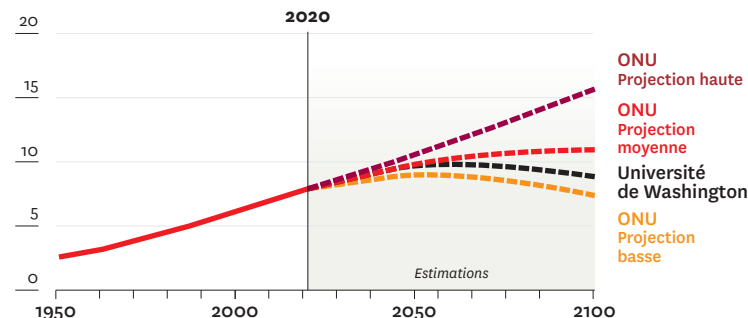
Quand Masaaki Shirakawa leur a décrit le déclin et le vieillissement de la population japonaise, certains membres du Parlement se sont inquiétés d'une "japonisation" [de la démographie britannique].

Dans les années 1960, le Japon affichait une croissance économique supérieure à 10 %. Mais lorsque la population active a commencé à décliner, à la fin des années 1990, le taux de croissance a marqué le pas pour s'établir autour de 0,5 %. Il n'a jamais redécollé depuis, restant presque insensible à vingt années de politiques de relance.

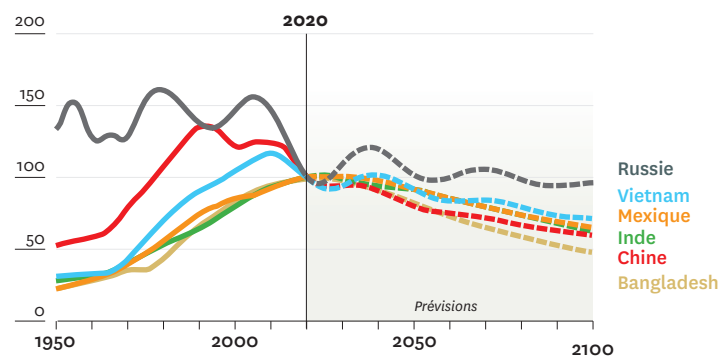
La même dynamique pourrait être observée en Europe dès l'année prochaine : la population commencera à décliner en 2022, → 30

Décroissance et conséquences

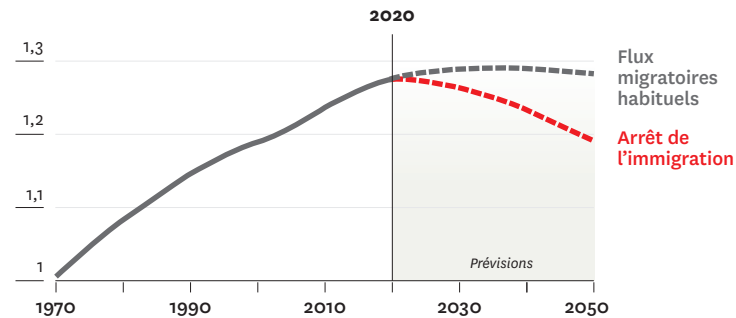
Évolution de la population mondiale (en milliards de personnes)



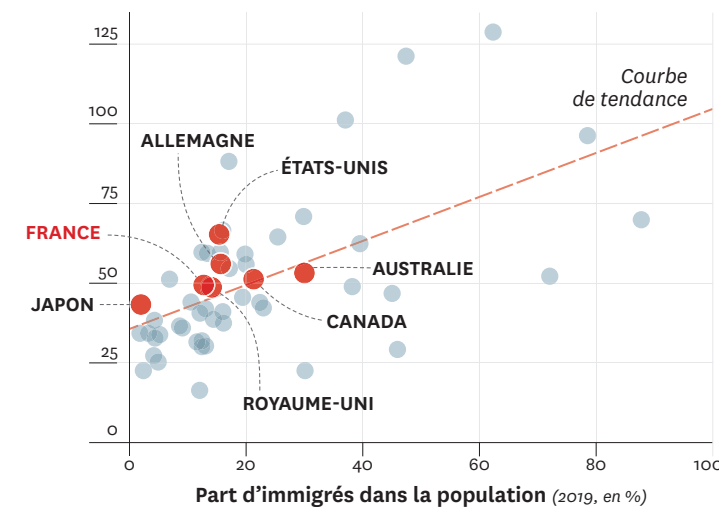
Évolution du nombre de 15-29 ans (2020 = base 100)



Population des pays industrialisés (en milliards d'habitants)



PIB par habitant (2019, en milliers de dollars et en parité de pouvoir d'achat)



SOURCES : "NIKKEI ASIA", NATIONS UNIES, BANQUE MONDIALE, UNIVERSITÉ DE WASHINGTON



**Vu
d'Allemagne**

Urbanisme : démolir, puis fleurir

● L'Allemagne – un des pays les plus vieillissants d'Europe – réfléchit depuis longtemps aux conséquences du déclin démographique. En plus de sa loi d'ouverture à l'immigration et des débats sur la retraite à plus de 67 ans, le pays travaille depuis des années sur un dossier tout aussi gigantesque : celui de l'immobilier. *“L'avenir des villes allemandes se joue à l'Est”*, assure **Handelsblatt**. En Saxe-Anhalt, la célèbre fondation Bauhaus a finalisé dès 2010 un plan de rénovation de 19 villes-pilotes tenant compte de la dépopulation. Le programme prévoyait la démolition d'une partie des bâtiments vides de la région. Depuis, ce concept a été repris dans des zones de l'ex-RDA délaissées depuis la réunification. En 2011, des villes comme Cottbus ont détruit des immeubles datant de la guerre froide pour éviter la formation de quartiers fantômes. Ils ont été remplacés par des parcs et des jardins. *“Le sud-est de l'Allemagne risque de se dépeupler massivement d'ici à 2035”*, affirme le journal économique, citant l'Office fédéral de la statistique. Si *“les métropoles s'en tirent à meilleur compte”*, l'Ouest est également concerné par la baisse de la natalité et le recul du solde migratoire. Au total, plusieurs centaines de milliers de bâtiments ont été rasés outre-Rhin.—

↓ “Bureau de recrutement”.
Dessin de Martirena, Cuba.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com



Des enfants ? Non merci !

Certains sont parents et le regrettent, d'autres assument le choix de ne pas faire d'enfants dans un monde en crise.

La presse étrangère lève

le voile sur un phénomène encore tabou. Dans notre numéro 1618, daté du 4 novembre 2021, nous explorions les raisons pour lesquelles certains assumaient désormais ne pas vouloir d'enfants.

29 ← selon le rapport “World Population Prospects 2019”. D'après un indice d'ING, le géant néerlandais de la finance, la zone euro montre des signes de japonisation [de sa démographie] depuis 2013.

La principale période de surchauffe, pour l'économie mondiale, a eu lieu au début des années 1970, quand la population mondiale augmentait de 2 % par an. La croissance économique tournait alors autour de 4 % en moyenne et l'inflation de 10 % par an. C'était l'âge d'or de l'État providence, et les pays développés étendaient leur filet de sécurité sociale les uns après les autres.

Seulement voilà : des failles sont en train d'apparaître dans ce système adossé à une croissance et à une inflation fortes. La croissance démographique mondiale s'est tassée à 1 %, et la croissance économique comme l'inflation ont ralenti pour se stabiliser entre 2 et 3 %. Les taux d'intérêt ont dévissé pour atteindre un “plus-bas” historique, semant le doute sur la pérennité des régimes de retraite.

Dans son rapport de 2020, “Shrinkonomics” (“L'économie dans une population en déclin”), le Fonds monétaire international notait qu'une baisse de la population pouvait “affecter l'efficacité des politiques monétaires”, citant l'exemple du Japon. Même avec des taux d'intérêt bas, les investissements en capital ne repartiront pas à la hausse si les entreprises ne tablent pas sur une reprise de l'économie.

Les politiques économiques traditionnelles sont à repenser. C'est l'innovation qui permettra de répondre au défi d'une population vieillissante.

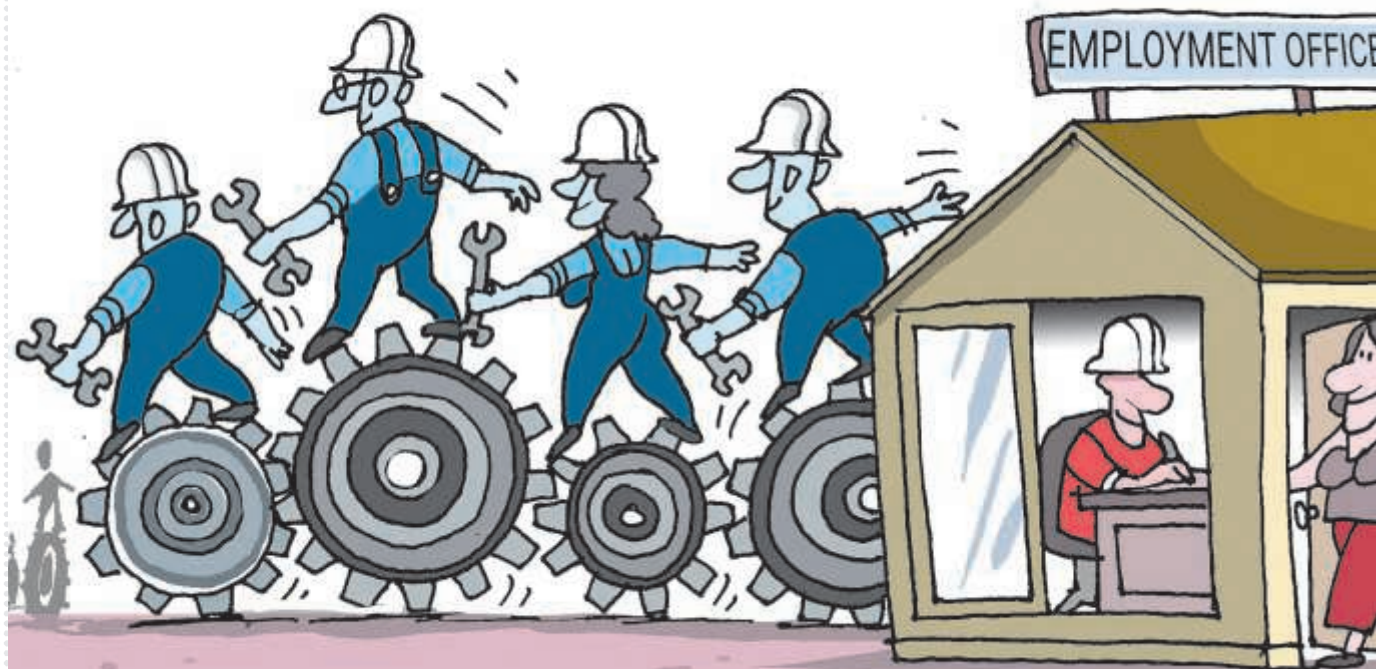
Le gouvernement peut mettre le paquet sur l'investissement public, mais cela aura pour seul effet de gonfler la dette publique si ces investissements ne sont pas mis à profit. Les mesures de relance à répétition ne suffiront sans doute pas à compenser les répercussions d'un déclin démographique, fait observer Daniel Groh, du Centre d'études politiques européennes.

Pour vaincre le mal qui le frappe, le Japon doit impérativement investir dans des secteurs de croissance pour inverser la baisse de la demande. La transition numérique et la montée en compétences des travailleurs amélioreront la productivité, tandis que l'innovation permettra de répondre au défi d'une population vieillissante. Il s'agit de repenser en profondeur les politiques économiques traditionnelles.

Tournant de Lewis. “Voilà encore quelques années, on aurait reçu trois fois plus de candidatures que de postes à pourvoir”, observe-t-on dans une agence vietnamienne qui recrute pour le Programme de formation technique interne du Japon [dont le but est de former des jeunes talents issus de pays moins favorisés que le Japon]. “En ce moment, on en reçoit à peine deux fois plus. D'ici cinq ans, le nombre de personnes qui vont travailler loin de chez elles pourrait commencer à baisser.”

De nombreuses économies asiatiques ont, d'ores et déjà, fait l'expérience de ce phénomène appelé en économie le “tournant de Lewis”, du nom de l'économiste britannique Arthur Lewis. Les travailleurs migrent des campagnes vers les villes et alimentent la croissance économique en travaillant pour des salaires modiques. À terme, la croissance finit cependant par piétiner en raison de la hausse des salaires et de la pénurie de main-d'œuvre.

La réponse, dans bien des cas, a été de recourir à l'immigration, qui a contribué à la croissance



Sans l'immigration, qui a servi leur essor, des économies développées n'arrivent déjà plus à satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre.

des pays développés après le ralentissement de la croissance démographique. Les Nations unies ont dénombré 281 millions de migrants internationaux en 2020, soit 1,6 fois plus qu'il y a une vingtaine d'années. Les restrictions aux frontières durant la pandémie de Covid-19 ont mis en évidence cette dépendance de certains pays à l'égard des travailleurs étrangers.

Sans l'immigration, bon nombre d'économies développées ne sont déjà plus en mesure de satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre. Dans le Royaume-Uni post-Brexit, la combinaison des barrières à l'immigration et des restrictions sanitaires a entraîné une grave pénurie de travailleurs. Avant la pandémie, seuls 12 % des chauffeurs routiers étaient originaires de l'Union européenne. Or, en vertu des nouveaux règlements britanniques, il est désormais interdit d'embaucher des chauffeurs à l'étranger. Selon l'Association britannique des transporteurs routiers, le pays manque de plus de 100 000 chauffeurs professionnels. Désespérées, les sociétés de transport revalorisent le salaire horaire de 30 %.

Et la baisse de l'immigration n'est peut-être pas un phénomène provisoire. Les pays qui envoient le plus de travailleurs à l'étranger voient leur population jeune décliner. En Inde, la tranche d'âge des 15-29 ans atteindra son maximum en 2025. En Chine, cette même tranche d'âge dévissera de 20 % environ au cours des trente années à venir. Les Philippines, l'un des principaux

exportateurs de main-d'œuvre du monde, où près de 10 % de la population travaillerait à l'étranger, montre également les premiers signes d'un revirement pour se focaliser sur la production nationale. Le pays est en train d'étoffer son offre de sous-traitance, comme les centres d'appel, sur le territoire national. Les transferts de fonds de l'étranger, qui augmentaient de plus de 7 % en glissement annuel pendant la première moitié des années 2010, ne prenaient plus que 3 % en 2018.

Certains pays se mettent désormais en quête de main-d'œuvre. L'Allemagne accepte davantage de travailleurs non européens depuis 2020. En 2019, l'Australie a allongé la durée maximale des visas vacances-travail de deux à trois ans, à la condition que les personnes concernées travaillent pendant un temps donné dans des secteurs victimes de pénuries de main-d'œuvre, comme l'agriculture. Le Japon fait également entrer plus de travailleurs étrangers au titre de son programme Specified Skilled Worker [ouvert aux travailleurs qualifiés dans certains secteurs spécifiques].

Facture du baby-boom. Les forces économiques à l'œuvre pourraient bien faire naître une concurrence nouvelle entre les pays pour séduire les travailleurs étrangers. L'objectif est de devenir un pays de prédilection. "Si l'on veut attirer les travailleurs étrangers, il faut leur donner la possibilité de s'installer à demeure dans le pays", analyse Keizo Yamawaki, spécialiste des politiques migratoires à l'université Meiji de Tokyo.

En Asie, les baby-boomers arrivent à l'âge de la retraite, la population vieillit et les gouvernements constatent une flambée des dépenses sociales, notamment les retraites et les soins médicaux.

À l'heure où les plus de 65 ans composent plus de 21 % de la population et où le PIB par habitant dépasse les 44 000 dollars [38 000 euros], le Japon est devenu une société "super âgée". Quand la population active et les entreprises ne sont plus en mesure de financer le système de sécurité sociale, l'État reste la seule option.

En Chine, le nombre de naissances a grimpé en flèche après la Grande Famine, de 1959 à 1961, et la population totale a bondi de 190 millions environ au cours de la décennie qui a suivi. La génération du baby-boom chinois, qui représente 1,5 fois la taille de la population totale du Japon, commencera à atteindre l'âge de la retraite - 60 ans - l'année prochaine. La charge de ces départs massifs en retraite pèsera sur les épaules d'une société de seniors pauvres, qui auront vieilli avant de devenir riches.

"La vie est dure", confirme Chen, 59 ans, qui vit dans une commune agricole de la province du Jiangsu, dans l'est de la Chine. Plâtrier de métier, il construit des maisons en briques. Chen souffre d'une maladie chronique, mais il ne touchera pas de pension et ne prévoit donc pas de prendre sa retraite à 60 ans, cette année. S'il est resté au village au lieu de partir à la ville, c'est pour pouvoir s'occuper de ses parents.

Décryptage

FAUSSE PISTE POUR LE CLIMAT

La décroissance de la population mondiale serait-elle une bonne chose pour la planète ? Pas forcément, explique le **Washington Post**, appuyant son analyse sur des études des Nations unies. D'une part, "une petite minorité de personnes riches produit la majorité des émissions mondiales de gaz à effet de serre, leurs habitudes de consommation ont un impact bien plus important que le nombre total d'habitants". D'autre part, "la concentration du pouvoir entre les mains des riches [...] rend les nations moins susceptibles de prendre les mesures collectives nécessaires". Sans compter que "les effets du réchauffement nuisent de manière disproportionnée aux communautés à faibles revenus, ce qui aggrave encore les inégalités".

Enfin, quand les préoccupations portant sur la population deviennent un élément central de la politique environnementale, "racisme et xénophobie attendent toujours dans les coulisses".

Repères

Quelle économie dans un monde qui se vide ?

●●● "Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste." Cette phrase célèbre de Kenneth Boulding, économiste de la transition mort en 1993, a engendré d'infinis débats sur la décroissance. Dans le contexte d'un monde qui se dépeuple, la production et la consommation baissent, remettant en cause l'équilibre d'une économie mondiale fondée sur la croissance, qu'il s'agisse de financer les retraites ou de faire rentrer l'impôt. La pandémie, qui pourrait "avancer d'une dizaine d'années la date du pic démographique mondial", complique encore l'équation économique, constate **The Economist**. Dans l'histoire pourtant, les conséquences économiques d'un déclin démographique n'ont pas toujours été négatives. "À la suite de la peste noire, au XIV^e siècle, la rareté de la main-d'œuvre" a permis d'augmenter les salaires et les libertés des travailleurs. Cependant, "moins de monde peut aussi signifier moins d'idées nouvelles", s'inquiète le magazine économique libéral. Les Canadiens John Ibbitson et Darrell Bricker, dans *Planète vide* (2020), avancent que la pire conséquence de la décroissance démographique est le "déficit d'optimisme juvénile". Dans une étude de 2020, l'économiste Charles I. Jones, de l'université de Stanford, explique qu'"à long terme, tout effet économique positif découlant d'une diminution de la population pourrait être annulé par la réduction de la capacité créative de l'humanité". Les idées étant le moteur de la croissance, "une baisse du nombre absolu de cerveaux pourrait freiner sérieusement l'innovation, et donc les perspectives de croissance", écrit-il. —

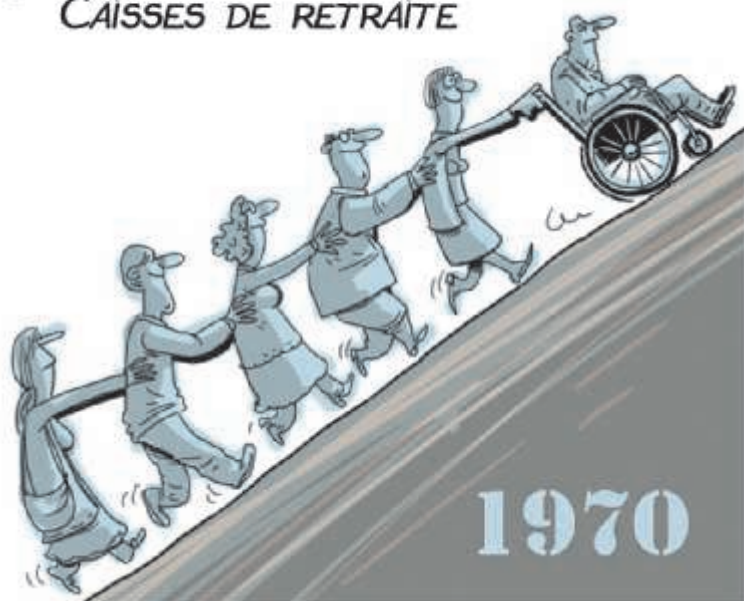
La transition de la Chine vers l'économie de marché depuis les années 1980 a poussé les gens vers les villes. Les familles des zones rurales ont de plus en plus de mal à subvenir aux besoins de leurs parents âgés. À peine plus de 70 % de la population cotise au régime de retraite mis en place en 2009, qui permet de toucher environ 10 % du revenu moyen de la population active. Un système d'assurance-maladie pour les personnes âgées, comparable à celui du Japon, est encore à l'essai.

Les réformes visant à faciliter l'accès à l'emploi, quel que soit l'âge, se font par ailleurs attendre en Asie.

En Corée du Sud, quelque 8 millions de personnes nées entre 1955 et 1963 arrivent à l'âge de la retraite. Il est urgent de relever ce → 32



CAISSES DE RETRAÏTE



Afrique

Le contre-exemple

●●● Selon les statistiques du PRB (Population Reference Bureau), l'Afrique compte 1,3 milliard de personnes et possède le taux de fertilité le plus élevé au monde, avec une moyenne de 4,4 enfants par femme. Avec l'amélioration des conditions sanitaires et la baisse de la mortalité infantile, l'Afrique a entamé son baby-boom : 41 % de la population africaine a moins de 15 ans. D'ici à 2050, la population africaine devrait augmenter de 91 %, passant de 1,3 milliard en 2020 à 2,6 milliards, ce qui représentera près de 60 % de la croissance démographique mondiale prévue. Sur la même période, la population africaine en âge de travailler va augmenter de 200 %. Cela peut être considéré comme une chance pour le continent, qui disposera alors d'une population active importante qui renforcera sa productivité, avec la possibilité de créer un marché intérieur dynamique, commente l'agence **Ecofin**. Mais le revers, c'est que cette pression démographique soit difficile "à supporter" pour les économies du continent et qu'elle engendre d'importantes vagues d'émigration. Selon une autre étude, menée par l'Institut de métrologie sanitaire et d'évaluation de l'université de Washington, et publiée en 2020 dans le journal scientifique **The Lancet**, l'Afrique subsaharienne devrait voir sa population tripler d'ici à 2100, passant de 1 à 3 milliards d'habitants. Au tournant du siècle, prévoit la publication, cinq des dix pays les plus peuplés seront africains : le Nigeria, l'Égypte, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et la Tanzanie. Pour l'IHME, le Nigeria sera en 2100 le deuxième pays le plus peuplé du monde, derrière l'Inde, avec 790 millions d'habitants. —

↑ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

Comment le Japon répond à la pénurie de main-d'œuvre et au vieillissement de sa population ?

Les réponses dans deux articles traduits du japonais, à relire sur notre site : "Au Japon, travailler jusqu'à 80 ans ou plus" : de grandes entreprises reculent, voire suppriment, l'âge de la retraite. Puis, "Le Japon en passe d'accorder un titre de séjour illimité aux travailleurs étrangers qualifiés", qui raconte que les autorités ont décidé d'assouplir les règles de délivrance des visas aux travailleurs qualifiés et autorisé le regroupement familial.

31 ← dernier, actuellement fixé à 60 ans, mais la réforme est au point mort. Le relèvement de l'âge de départ à la retraite entraverait encore un peu plus l'accès des jeunes à l'emploi. Les jeunes Coréens ne portent pas le gouvernement du président, Moon Jae-in, dans leur cœur, et la précarisation du marché du travail risque encore d'attiser la grogne. Les entreprises qui s'inquiètent de la hausse du coût de la main-d'œuvre sont également opposées à tout relèvement de l'âge de départ à la retraite.

À Taïwan, l'âge moyen de départ est de 56 ans. Plus de 40 % des 55-59 ans ne travaillent plus. Les couples mariés dont chacun des conjoints travaille à temps plein prennent souvent une retraite anticipée pour s'occuper de leurs petits-enfants. Cette division du travail a longtemps été favorable à l'économie, mais le recul du taux de natalité viendra perturber cette tradition de la retraite anticipée. Le Labor Insurance, le régime de retraite [des travailleurs], pourrait s'effondrer en 2026.

Même les pays développés qui sont devenus riches avant de subir les effets du vieillissement ne sont pas à l'abri de telles difficultés. Les systèmes de sécurité sociale du Japon, du Canada et des pays européens reposent sur le principe du soutien intergénérationnel, en vertu duquel la population active subvient aux besoins des retraités. Avec la chute du taux de natalité, la seule manière de pérenniser le système de retraite sans alourdir le fardeau pour la population est d'améliorer les retours sur investissement. Or la baisse de la population entame également les réserves de croissance de l'économie, créant un cercle vicieux qui est à l'origine de chutes historiques des taux d'intérêt.

Pour Paul Morland, la plupart des guerres contemporaines découlent de la menaçante croissance démographique des pays voisins.

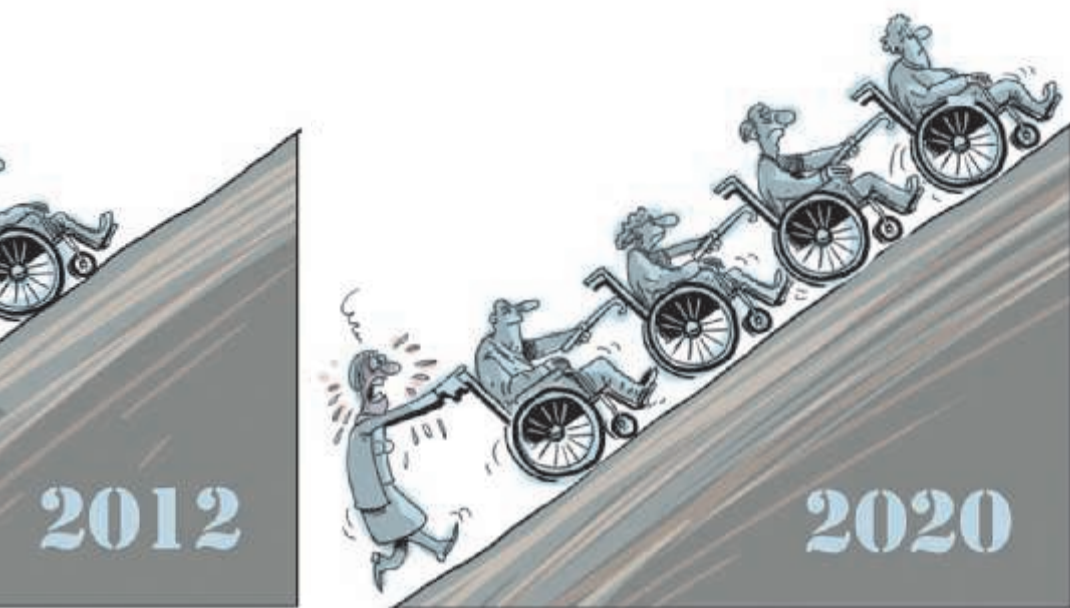
La solution serait de soutenir la croissance économique en augmentant la productivité du travail. Seuls les pays et les régions qui mettent en œuvre ce type de réformes parviendront à sécuriser les retraites de leurs aînés.

Dans *The Human Tide* ["La Marée humaine", inédit en français], paru en 2019, Paul Morland, du Saint Antony's College de l'université d'Oxford, estime que la plupart des guerres de ces deux derniers siècles découlent directement de la menace que représentait la croissance démographique des pays voisins. En amont de la Première Guerre mondiale, par exemple, les Britanniques et les Français s'inquiétaient tout particulièrement de la puissance industrielle et démographique de l'Allemagne. Les Allemands, de leur côté, faisaient une fixation sur le géant russe, qui s'industrialisait à marche forcée, écrit Paul Morland.

Cadre à trouver. Mais, "en soi, la démographie ne confère pas de pouvoir", rappelle-t-il. Ainsi, la Chine a toujours été le pays le plus peuplé du monde. Pourtant, au début du xx^e siècle, elle était impuissante face à l'Europe et au Japon. "La démographie est cependant une condition nécessaire, quoique non suffisante, du pouvoir. Sans sa population foisonnante, la Chine n'aurait pas pu devenir une grande puissance après l'essor de son administration et de son industrie."

La Chine, dont la montée en puissance a en grande partie été rendue possible par sa main-d'œuvre pléthorique, pourrait bien atteindre un point de bascule dans les décennies à venir, à l'heure où sa population accuse une baisse marquée. Pékin a publié, en mai, les chiffres de son recensement national, qui montre une croissance moyenne annuelle de 0,53 % sur les dix dernières années, soit le rythme de croissance le plus lent depuis des décennies.

Directeur de recherche à l'université de Wisconsin-Madison, Yi Fuxian estime que les contraintes démographiques à l'œuvre en Chine malmèneront son économie. "En Chine, le PIB actuel par habitant ne représente que 16 %



de celui des États-Unis. Ce qui attend la Chine, c'est une récession induite par son vieillissement, explique-t-il. Sans relance de la natalité, le taux de croissance économique ne repartira pas et le pays ne dépassera jamais les États-Unis en matière de PIB", poursuit-il.

Détracteur de longue date de la politique chinoise de l'enfant unique, Yi Fuxian pense que la population chinoise est en déclin depuis 2018. Contestant le chiffre officiel de 1,41 milliard d'habitants en 2020, il estime qu'il était en réalité de 1,28 milliard, soit une différence de 130 millions de personnes. "L'Inde a sans doute déjà dépassé la Chine en matière de population", ce qui en ferait le pays le plus peuplé du monde, dit-il.

"Notre devoir est de relever ce défi. Le sort et les perspectives historiques de la Russie dépendent de notre nombre."

Vladimir Poutine,
PRÉSIDENT DE LA RUSSIE

Et si la superpuissance asiatique a abandonné sa politique de l'enfant unique en 2015, repoussant la limite à deux enfants, elle peine pourtant à relancer le taux de natalité. Pékin vient de rehausser cette limite à trois enfants, quelques semaines seulement après la publication du recensement.

Derrière les chiffres officiels de Pékin, la stratégie politique est claire. Admettre que la démographie dévise reviendrait à mettre au jour ses échecs politiques. Plusieurs instituts de recherche estiment que le PIB chinois dépassera le PIB américain vers 2030, mais Yi Fuxian juge que les données démographiques chinoises surestiment de plus de 100 millions le nombre réel d'habitants, ce qui voudrait dire que les États-Unis et la Chine conserveraient chacun leur place dans le classement du PIB.

Les autorités ont interdit le livre de Yi Fuxian ["Un grand pays dans un nid vide", inédit en français], en Chine.

Face aux médias occidentaux qui déclarent que la Chine traverse une crise démographique, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying, rétorque : "La population chinoise continue de croître, elle est plus importante que celle des États-Unis et de l'Europe réunis."

La Chine n'est pas le seul grand pays dont le poids géopolitique est menacé par la démographie. Selon les Nations unies, la population russe perdra quelque 20 millions d'habitants à l'horizon 2100. Vladimir Poutine parle d'ailleurs de crise : "Notre devoir historique est de relever ce défi, a déclaré le président russe dans une allocution télévisée en 2020. Le sort et les perspectives historiques de la Russie dépendent de notre nombre."

Les États-Unis vont aussi entrer dans une période de déclin démographique qui aura de très lourdes répercussions économiques. La croissance américaine ralentit, et sa richesse est moins également répartie, d'où une vague de populisme et de nationalisme ayant pour devise "America First" ["L'Amérique d'abord"]. La puissance militaire évolue également. Elle ne se chiffre plus désormais en nombre d'hommes, de chars, de navires ou d'avions. Le bras de fer se joue désormais sur le terrain de la qualité. Fini le temps où la puissance militaire et économique était directement liée à l'étendue de la population.

De la même manière que la démocratie et le capitalisme ont remporté la guerre froide grâce à la supériorité de leurs régimes, les pays sont actuellement en concurrence pour élaborer un cadre qui leur permette de préserver leur prospérité sans qu'ils soient tributaires d'une démographie vigoureuse.

L'avenir appartiendra aux sociétés qui parviendront à se restructurer face au déclin avant qu'il ne soit trop tard.

— Kazuo Yansae, Yohei Matsuo, Eugene Lang et Eri Sugiura

Publié le 22 septembre 2021

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

8,50€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€*

Moyen-Orient : les nouveaux maîtres du jeu

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans-
versales.



environnement

Les mirages d'un parc éolien au Brésil

Énergie. Les éoliennes devaient lui fournir une énergie propre et bon marché. Mais elles ont déstabilisé une communauté noire traditionnelle. Un exemple de racisme environnemental.



IKON IMAGES

—El País Brasil (extraits) São Paulo

On arrive à Quilombo do Cumbe par une étroite route asphaltée bordée d'élevages de crevettes, de complexes touristiques et de dunes avec, au fond, de gigantesques moulins blancs. Cent quatre-vingts familles vivent dans cette communauté située à 150 kilomètres de Fortaleza [capitale du Ceará, État du nord-est du Brésil] et dont le nom désigne un lieu [quilombo] où les esclaves africains [fugitifs et affranchis se sont réfugiés et] ont organisé la résistance pendant la période coloniale et l'esclavage.

Les siècles ont passé mais ce peuple continue à résister. C'est ce qu'il a fait quand les élevages de crevettes sont arrivés, dans les années 1990, puis quand l'un des plus grands parcs d'éoliennes du Ceará a été construit, durant la décennie suivante. La promesse d'une énergie propre a été tenue, mais le parc bafoue la communauté. Elle se retrouve exclue de l'économie verte, comme du reste. Ceci illustre un concept que le mouvement noir brésilien a soumis au débat lors du dernier sommet sur le climat [la COP26 de Glasgow, en novembre 2021]: le racisme environnemental.

"Le racisme est l'idéologie la plus ancienne, il a construit une grande partie de l'humanité, il est antérieur au libéralisme, au marxisme... la société est aujourd'hui encore organisée sur le racisme", déclare l'architecte et urbaniste Dulce Maria Pereira, qui enseigne à l'université fédérale d'Ouro Preto [dans l'État du Minas Gerais], et a présidé la Fondation culturelle Palmares [chargée de promouvoir la culture noire et de lutter contre le racisme] de 1996 à 2000. Le racisme environnemental est, selon elle, l'une des formes sous lesquelles la discrimination se matérialise dans les territoires. "On exerce le pouvoir en chassant les divers groupes humains de leur espace, on déplace les personnes ou on les soumet à des intérêts qui, évidemment, ne sont pas ceux des Noirs, des indigènes, des pêcheurs ni des gens qui vivent au bord des cours d'eau."

Pour l'historien Douglas Belchior, cofondateur d'Uneafro [réseau d'éducation populaire] et de la Coalition pour la défense des droits des Noirs, qui est allé à la COP26, cela se traduit par "une absence de sécurité environnementale dans les territoires urbains et ruraux, où la population en majorité noire subit expropriations, pollution hydrique et atmosphérique, événements climatiques extrêmes, dépôts de déchets, manque d'installations sanitaires de base, inondations, glissements de terrain et maladies". Il est selon lui impossible de débattre de justice climatique sans évoquer la dimension raciale.

En 2007, Cleomar Ribeiro da Rocha, pêcheuse de fruits de mer et présidente de l'Association Quilombo do Cumbe, a entendu parler pour la première fois du risque de panne d'électricité générale et de

↳ Dessin de Matt Kenyon paru dans le Financial Times, Londres.

la nécessité de produire davantage d'énergie. Un parc éolien commençait à être installé sur le territoire ancestral où elle était née, avait grandi, s'était mariée et avait élevé ses cinq enfants. On parlait alors de progrès et des emplois que créerait cette centrale d'énergie renouvelable sans pratiquement aucun effet négatif sur les autochtones. Or les élevages de crevettes avaient déjà provoqué la rancœur de la population. Les exploitants avaient privatisés les zones proches de la mangrove et occupé les terres agricoles, allongeant le chemin pour aller ramasser les fruits de mer. "On a passé notre enfance dans les gamboas [les bras du fleuve]. Les femmes allaient pêcher des crevettes, des crabes et emmenaient leurs filles. Aujourd'hui, nous n'avons plus accès à beaucoup de ces zones, tout a été privatisé. Nous avons l'impression d'avoir été expulsés de chez nous", confie Cleomar.

Il était donc difficile de croire que les éoliennes allaient représenter une manne pour tout le monde, et Cleomar s'est jointe à d'autres membres de la communauté pour remettre en question le projet. Ils furent à peine écoutés. "Nous avons vu les choses se faire sans rien y comprendre. Quand ils sont arrivés, la communauté s'est retrouvée sens dessus dessous", raconte Cleomar, assise dans une pirogue sur les rives de la mangrove, d'où elle tire des huîtres et des moules.

Bars et prostitution. C'est dans une communauté divisée que le projet, initialement porté par la société Bons Ventos et géré aujourd'hui par CPFL Renováveis, a été implanté. Alléchés par la promesse d'emplois, les gens ont abandonné la pêche artisanale pour la nouvelle entreprise. Des maisons simples de pêcheurs ont été louées à des sommes exorbitantes. La route a été asphaltée pour permettre le passage des véhicules lourds et des énormes hélices des éoliennes. L'asphalte est l'une des rares améliorations reconnues par la communauté, qui était naguère isolée et, les jours de pluie, ne pouvait accéder à la ville proche d'Aracati. Plus d'un millier d'hommes ont débarqué pour aménager le parc. "On a vu apparaître une série de problèmes qu'on n'avait jamais eus", poursuit Cleomar.



COURRIER INTERNATIONAL

Les bars se sont multipliés, les femmes ont été harcelées et la prostitution a fini par arriver aussi. “Il y a eu une génération qu'on a appelée ‘les enfants des vents’ parce que leurs mères ne savaient pas qui était le père de leurs enfants”, raconte João do Cumbe, 48 ans, un historien qui a grandi dans la communauté. La tranquillité s'en est allée. Les véhicules lourds ont fait trembler les maisons en pisé et même provoqué des fissures dans les murs de la vieille église Notre-Seigneur-de-Bonfim. Il a fallu se battre pour éviter qu'une éolienne soit installée au milieu du cimetière, racontent Cleomar et João. “Nous vivions un enfer. C'est pour cela que nous répétons que cette énergie est propre, mais pas son installation”, résume João do Cumbe.

“On soumet les personnes à des intérêts qui ne sont pas ceux des Noirs, ni ceux des indigènes.”

Dulce Maria Pereira,
ARCHITECTE ET URBANISTE

“L'économie verte ne peut pas suivre ce modèle, fruit de l'exploitation de la terre et des peuples autochtones et africains. Il change juste de nom, comme une teinture verte change la couleur”, affirme Douglas Belchior. Si l'objectif est, par exemple, de préserver les cours d'eau et les forêts, il n'y a selon lui qu'une possibilité : “Déterminer et reconnaître officiellement le territoire des quilombos. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra garantir les droits constitutionnels de la population noire. Ceci vaut également pour la délimitation des terres indigènes sur tout le territoire brésilien. Ce sont les peuples et les communautés traditionnelles qui défendent et préservent encore la forêt.”

La communauté a profité d'un jour férié, le 7 septembre 2009, pour fermer la route et présenter une série de revendications. Comme il faut passer par le village pour arriver au parc éolien, l'accès a été bloqué pendant dix-neuf jours. Les quilombolas [habitants d'un quilombo] réclamaient la réduction des impacts du parc et une exemption des frais d'électricité. Ils voulaient également que l'église soit protégée et pouvoir accéder à la plage où ils allaient pêcher jadis – l'accès, désormais fermé, se faisait par les dunes. Ils n'ont pas obtenu grand-chose lors des négociations, l'électricité n'est toujours pas subventionnée. “Nous, qui avons réclaté, avons fini par être considérés comme une menace. Leur stratégie est la même que celle des colonisateurs du passé : nous diviser pour conquérir notre territoire”, dénonce Cleomar.

Après l'achèvement du parc, les emplois pour les autochtones se sont raréfiés au fil des ans – ils effectuaient surtout des tâches manuelles, des travaux de terrassement pour installer les éoliennes. Et les effets

négatifs se sont accumulés. Une route en graviers a été construite sur la dune pour les véhicules chargés de l'entretien des équipements. Les oiseaux migrateurs sont tués par les hélices. La nuit, des lumières rouges clignotent sur les éoliennes et peuvent désorienter les tortues qui pondent dans la région. L'intervention humaine a également accéléré le déplacement de la dune, et le mur de sable semble se rapprocher de la communauté. “Si l'énergie propre nous a fait tout ça, imaginez ce que fait la sale ! lance Cleomar. Quand la mer ne nous donnait plus de poisson, les lagunes qui se formaient dans les dunes et la mangrove nous donnaient de quoi vivre. Les dunes n'ont eu de l'importance pour ceux de l'extérieur que quand les éoliennes sont arrivées.”

Pendant quelque temps, il a même été interdit de passer par le parc pour aller à la plage, en partie parce que c'était dangereux. Les câbles et les raccords sont signalés par quelques panneaux. La Defensoria Pública [organisme qui apporte une assistance juridique gratuite aux personnes aux revenus modestes] a dû intervenir pour garantir l'accès aux autochtones. Mais les quilombolas avaient déjà compris : ils seraient exclus de l'énergie du futur comme du reste. “Ceux qui protègent l'environnement, ce sont les communautés traditionnelles. Nous sommes les gardiens de ce patrimoine, déclare João do Cumbe. Moi, j'existe en fonction de la dune, de la mangrove, de la lagune. C'est là qu'agit le racisme environnemental : ces gens traitent la question comme si nous n'avions pas droit à la dune, à la mangrove, à la lagune.”

Encerclement-expulsion. Les interventions extérieures amplifient la peur de perdre un territoire qui rétrécit au fil des années. Reconnue comme quilombo par la Fondation Palmares, la communauté de Cumbe lutte encore pour la régularisation foncière, une étape fondamentale pour obtenir la reconnaissance de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (Incra), chargé de l'identification des quilombos. “Nous appelons ce qui se passe ici ‘l'encerclement-expulsion’, explique João do Cumbe. S'il est déjà difficile d'obtenir une régularisation foncière normalement, imaginez ce que c'est dans un lieu cerné par des élevages de crevettes, une centrale éolienne et des complexes touristiques.” Cumbe se trouve en effet près de la plage de Canoa Quebrada, un pôle du tourisme local.

Même les sites archéologiques identifiés à la suite d'une étude sollicitée par l'Institut du patrimoine historique et artistique national, qui indiquait une occupation humaine remontant à au moins 7000 ans, n'ont pas empêché l'avancement du parc éolien entre 2007 et 2009. La collecte des objets, qui aurait pu durer des années, s'est faite en quelques mois et les pièces, plus de 40000, ont été envoyées à un musée

de l'État du Rio Grande do Norte, où elles sont restées pendant des années. Elles viennent seulement d'être rapatriées dans un musée de la communauté – l'une des demandes qui avait été acceptée après la fermeture de la route, en 2009.

El País a demandé à CPFL Renováveis ce qu'elle faisait pour minimiser l'impact des éoliennes à Cumbe. “Le complexe dispose de tous les permis et autorisations nécessaires, obtenus auprès des autorités compétentes. Tous les aspects du projet ont été étudiés, des mesures de contrôle ont été établies par l'organisme environnemental compétent et sont intégralement suivies par l'entreprise”, répond celle-ci par une note. Le quotidien a également demandé combien d'emplois le parc générerait actuellement pour la communauté et s'il était prévu qu'elle bénéficie directement de la production d'énergie, comme le réclament les habitants. “Un grand nombre de projets sociaux ont été mis sur pied au moyen d'actions directes ces dernières années. Citons, par exemple, la construction du Musée archéologique et communautaire, pour permettre le rapatriement de vestiges archéologiques de la région”, fait valoir l'entreprise, qui évoque aussi des programmes de formation professionnelle “ayant pour objectif de renforcer

la main-d'œuvre locale et, par conséquent, d'augmenter sa participation au marché du travail”. Des cours ont ainsi été proposés à la population, ajoute-t-on chez CPFL, par exemple cuisine et coupe/couture, qui ont donné “des résultats positifs. En outre, CPFL fournit du tissu et du matériel pour la confection de masques et de sacs réutilisables afin de dynamiser l'économie locale”.

—Beatriz Jucá et Felipe Betim

Publié le 20 novembre 2021

SOURCE



EL PAÍS BRASIL

São Paulo, Brésil

brasil.elpais.com

Le site web brésilien du quotidien espagnol *El País* avait été lancé fin 2013 à São Paulo, quelques mois après la création du site web *El País América*, situé à Mexico. Le 14 décembre 2021, la maison mère d'*El País* a annoncé sa fermeture “faute d'équilibre financier”. L'antenne de Rio de Janeiro a fermé et les journalistes basés à São Paulo travailleront sous la direction d'*El País América*.



50 ANS DE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES PAR LES PHOTOGRAPHES DE MAGNUM ET LES JOURNALISTES DE L'OBS

Cet ouvrage est le fruit d'une collaboration inédite entre Magnum Photos, «l'Obs» et Médecins Sans Frontières. Il est né de rencontres : celles qui ont eu lieu au milieu des crises, que ce soit dans les endroits les plus reculés du monde ou dans les zones couvertes par les caméras et les médias internationaux.

Disponible en librairie et ici :
nouvelobs.com/regards-temoins



ÉCONOMIE



Prouver des crimes de guerre à l'aide de données de synthèse

Algorithmes. Amazon s'en sert pour entraîner son assistant virtuel, et Tesla son pilote automatique. Les images synthétiques ouvrent des perspectives pour que l'intelligence artificielle soit à la portée de tous.



— **Financial Times** Londres

En 2017, les chercheurs de Mnemonic, une association syrienne de défense des droits humains, se sont retrouvés face à un défi vertigineux. Il était humainement impossible d'examiner les plus de 350 000 heures de vidéos qu'ils avaient en leur possession et qui contenaient des preuves de crimes de guerre allant d'attaques à l'arme chimique à l'utilisation de munitions interdites.

Mnemonic a pensé utiliser une intelligence artificielle pour étudier les vidéos du Syrian Archive, un fonds d'images issues des réseaux sociaux pendant la guerre, afin d'y débusquer les preuves de l'utilisation de la bombe RBK-250, une arme à fragmentation, contre des civils. Il arrive souvent que la RBK-250, un obus en métal contenant plusieurs centaines de petits explosifs, n'explose pas, ce qui la rend dangereuse pendant des décennies après la fin d'un conflit. Le problème, c'est qu'une intelligence artificielle (IA) a besoin de milliers

d'images de RBK-250, sous tous les angles, dans toutes les situations, sous forme de débris ou à moitié enfouie, pour s'entraîner à reconnaître cette arme. Or ces images n'existent pas.

L'organisation s'est donc tournée vers Adam Harvey, informaticien et artiste installé à Berlin, pour tester une technique de plus en plus répandue à mesure que l'IA progresse : utiliser des images synthétiques au lieu d'images réelles. Ils ont passé deux ans à créer 10 000 images de RBK-250 générées par ordinateur avant de les exploiter pour entraîner leur programme d'IA. Lors d'un test mené sur trois jours en novembre, le programme a détecté plus de 200 traces de RBK-250 dans un fonds de plus de 100 000 vidéos, avec une précision de 99 %.

Argument juridique. La plupart de ces vidéos n'avaient jamais été visionnées par des humains. "On a la preuve que des armes illégales ont été déployées dans le conflit syrien", résume Adam Harvey, qui a mis ses outils à disposition sur VFRAME, une plateforme en open

source [dont le code est ouvert] pour ceux qui enquêtent sur les violations des droits humains. "Plus nous amassons d'indices, plus l'argument juridique est solide pour prouver qu'il s'agit de violations des droits humains à grande échelle et de crimes de guerre."

Le recours à des données synthétiques est une solution de remplacement de plus en plus intéressante au big data, ces vastes ensembles de données tirées du monde réel qui constituent les bases d'apprentissage des modèles d'intelligence artificielle. Contrairement aux données réelles qui doivent être marquées et annotées en détail par des êtres humains, les données synthétiques sont autoétiquetées, ce qui permet de gagner en rapidité.

C'est particulièrement utile pour les entreprises qui n'ont pas les moyens de payer des humains entre 7 et 14 dollars l'heure pour étiqueter une par une les centaines de milliers d'images nécessaires à l'apprentissage de l'IA. "C'est une manière très habile de régler le problème du manque de

↳ **Modélisation 3D de munitions utilisée pour entraîner les algorithmes de détection d'objets.** Photo VFRAME.IO

données, notamment en matière de crimes de guerre, où [l'accès aux informations] est particulièrement difficile", souligne Alexa Koenig, directrice du Human Rights Center à l'université de Californie à Berkeley. "Les principaux obstacles sont liés à la masse d'images d'atrocités à traiter le plus rapidement possible : il est impossible de le faire manuellement, c'est comme trouver une aiguille dans une botte de foin, explique-t-elle. Disposer de jeux de données exploitables par des humains est un atout majeur."

Diagnostics médicaux. Ces dernières années, de grandes entreprises comme Nvidia, Tesla, Apple, Google, Facebook et Amazon ont développé leurs propres ensembles de données synthétiques commerciales pour des usages allant des voitures autonomes aux enceintes connectées, en passant par les diagnostics médicaux.

Maximilian Denninger, spécialiste de la vision par ordinateur à l'institut de robotique de l'agence spatiale allemande DLR, explique que même les entreprises comme Apple, qui disposent d'une grande quantité de données réelles, ont recours aux données synthétiques "parce qu'il s'agit d'un excellent outil". Selon lui, l'ensemble de données artificielles d'Apple, baptisé Hypersim, propose "des annotations parfaites, avec un étiquetage au pixel près. Et le mieux, c'est qu'on peut facilement générer des données supplémentaires, ce qui n'est pas le cas avec les données réelles."

En septembre, un groupe de chercheurs d'Amazon a montré comment des données synthétiques étaient utilisées pour apprendre à Alexa [l'enceinte connectée du géant du commerce électronique] à reconnaître le nom de différents médicaments, le genre de base de données qu'il n'est pas facile de constituer. Selon Janet Slifka, directrice de recherche au département de compréhension du langage naturel pour l'IA Alexa, les générateurs de données synthétiques ont permis de "créer des milliers de phrases nouvelles similaires", à partir d'une "poignée" d'instructions de base.

En août, Tesla a annoncé avoir fabriqué l'équivalent de 3 200 kilomètres de route artificielle, quasiment la distance de la côte est à la côte ouest des États-Unis,

pour entraîner son logiciel de conduite autonome Autopilot. Les voitures de Tesla fonctionnent déjà avec des réseaux d'IA qui ont été entraînés grâce à 317 millions d'images de synthèse, un stock qui devrait être démultiplié dans les mois à venir, selon Ashok Elluswamy, responsable du programme Autopilot.

L'entreprise utilise un mélange de données réelles et artificielles pour corriger des erreurs commises par Autopilot lors de simulations. En combinant des images réelles de l'erreur commise à une reconstruction artificielle de la scène, l'équipe d'Ashok Elluswamy est en mesure de fabriquer différents scénarios pour tester encore et encore Autopilot sur la même portion de route et l'aider à corriger son erreur initiale.

Contrairement aux images réelles, les images synthétiques sont autoétiquetées, d'où un gain de temps.

Reste que les données artificielles n'offrent pas une représentation parfaite de la réalité. La tâche des développeurs consiste donc à réduire le fossé entre réalité et synthèse. "Cet écart subsiste toujours. Lorsque vous jouez à un jeu vidéo, vous êtes conscient qu'il ne s'agit pas de la réalité, explique Maximilian Denninger. On imagine donc des méthodes pour réduire cet écart, de manière à ce que le système fonctionne quand même dans le monde réel."

Mis à part cet inconvénient, il est difficile de nier l'intérêt des données synthétiques. "La masse de travail nécessaire pour créer des ensembles de données réelles est telle que seuls les très grandes entreprises ayant les moyens de recruter 10 000 personnes pour étiqueter leurs données peuvent se le permettre", résume Maximilian Denninger.

Comme le dit Jeff Deutch, chercheur de l'association Mnemonic qui a collaboré au projet VFRAME aux côtés d'Adam Harvey : "C'est fantastique parce que nous en sommes à un point où de petites équipes comme la nôtre peuvent utiliser les mêmes outils que les multinationales, pour des objectifs très différents."

— **Madhumita Murgia**
Publié le 9 décembre 2021

↳ Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

Le tracteur autonome est-il le gadget de l'année ?

Innovation. Le véhicule pilotable à distance de John Deere, présenté au salon de l'électronique grand public de Las Vegas, préfigure une agriculture ultraconnectée.



Ce devait être le grand retour du principal salon consacré à l'électronique grand public, le Consumer Electronics Show de Las Vegas, aux États-Unis. Omicron a gâché la fête et la version hybride du CES, du 5 au 7 janvier, in situ et en ligne, n'a pas attiré les foules. Longtemps "considéré comme un indicateur de l'année à venir", le CES montrait naguère "comment le monde de la technologie répond à des tendances largement mondiales, en un seul et même lieu", explique TechCrunch.

Mais cette année, il y a d'abord eu les "déserteurs", comme les décrit le magazine technologique américain : la liste des grands noms de la tech qui se sont désistés face à la virulence du variant Omicron n'a cessé de s'allonger. Amazon, Meta (ex-Facebook), Google, Microsoft, AMD, OnePlus, Lenovo, Intel, AT & T, BMW, Panasonic, IBM, TikTok ou Pinterest ne sont pas venus. Et puis, les organisateurs, qui attendaient entre 50 000 et 75 000 visiteurs, ont annoncé

le 7 janvier un bilan mitigé : 40 000 participants et 2300 exposants se sont déplacés dans le Nevada, contre 170 000 visiteurs et plus de 4500 exposants lors du CES 2020, "l'un des derniers grands événements américains avant les restrictions dues au coronavirus", constate le Wall Street Journal.

L'édition 2022 a-t-elle conservé son potentiel de détection des tendances à venir de l'innovation ? Les médias ont multiplié les pages consacrées aux gadgets connectés, lunettes de réalité mixte et autres chaises à retour haptique - pour "sentir"

la réalité virtuelle à base de "mouvements vibratoires simulant les sensations réelles", comme l'explique le quotidien économique. Pourtant, "le gadget le plus incroyable de l'année n'est pas un téléviseur qui affiche les NFT ni une tablette pliante, affirme Vox. C'est un tracteur autonome." John Deere, le mastodonte américain du machinisme agricole, a présenté au CES un tracteur "capable de labourer les champs, d'éviter

les obstacles et de semer avec une intervention humaine minimale".

Équipé de six paires de caméras stéréoscopiques pour scanner le périmètre, l'engin ressemble à ses congénères mais peut être piloté à distance via une application pour smartphone. Ce "grand pas en avant pour l'agriculture de précision" dessine un avenir "où l'on pourra produire davantage avec moins d'efforts et moins de répercussions sur l'environnement", estime le site d'information américain.

John Deere n'est pas seul à investir l'agriculture autonome : certains testent des tracteurs sans cabine de pilotage, d'autres proposent des drones pour le semis

Un flou existe sur la propriété des données récoltées par ce véhicule ultraconnecté.

ou l'épandage ciblé de pesticides. "Dans la mesure où l'agriculture est confrontée à une pénurie de main-d'œuvre, dont certains disent qu'elle s'aggrave, le concept de matériel agricole autonome est particulièrement attrayant", souligne Vox.

L'arrivée du tracteur autonome de John Deere dans les champs, prévue courant 2022, soulève cependant quelques interrogations. Son prix n'a pas encore été communiqué mais pourrait dépasser 600 000 dollars (530 000 euros), ce qui le réserve aux exploitants agricoles les plus riches. Ensuite, un flou existe sur la propriété des données récoltées par ce véhicule ultraconnecté. "Presque tout ce que fait la machine est enregistré et envoyé sur le cloud à partir d'un émetteur cellulaire embarqué", note Vox. La société John Deere se réserve la possibilité "de déconnecter à distance" les tracteurs "si elle constate que quelqu'un a modifié son matériel ou a du retard dans ses remboursements".

Ce qui fait dire à un ingénieur agronome dans Wired que John Deere "cherche à être le Facebook de l'agriculture". Le concentré de technologies présentes dans le tracteur autonome rendra en tout cas son futur propriétaire dépendant de la maintenance effectuée par l'entreprise de matériel agricole.

— Courier international

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Le ratage du 6 janvier et les concurrents du FBI

Une majorité d'Américains pensaient encore leurs plaies en cette semaine morose de commémoration de l'insurrection du 6 janvier 2021. Et le Washington Post en rajoute une couche en démontrant, analyse par intelligence artificielle et graphiques à l'appui, à quel point les réseaux sociaux grouillaient de signes avant-coureurs de l'assaut du Capitole.

Entre novembre 2020, date de l'élection, et début janvier, plus de 650 000 posts sur Facebook - une moyenne de 10 000 par jour - vouaient Joe Biden aux pires sévices et regorgeaient d'appels à la vengeance et à la violence, illustrés par des images de gibets et de prétendus "traîtres" devant les pelotons d'exécution. Une imagerie datant, tout un symbole, de la sanglante guerre de Sécession. Or c'est pendant cette période que Facebook a choisi de baisser les bras, de démanteler, par exemple, son service de modération politique, la Civic Integrity Team. Les élections passées, le réseau social jugeait-il que cette coûteuse surveillance était vraiment devenue inutile ? Ou, conscient que l'activité des internautes dans les groupes Facebook lui garantissait ses meilleures recettes publicitaires, a-t-il pris le risque d'y laisser foisonner les appels à la haine ?

Détectives en ligne

Le FBI, lui, n'a apparemment pas trop prêté attention à la mobilisation des mouvements d'extrême droite avant le 6 janvier, trop occupé, persifle Recode, à infiltrer les organisations gauchistes et les groupes de Black Lives Matter. Bref, après n'avoir rien vu venir, les agents fédéraux en ont été quittes pour la plus grande enquête de l'histoire

judiciaire américaine. Avec des résultats mitigés.

Les 700 personnes arrêtées en 2021 ressemblent plutôt à des lampistes pitoyables. Seules une trentaine d'entre elles ont été inculpées pour actes de violence ou de déprédations graves. La police, après avoir identifié les suspects par des logiciels de reconnaissance faciale moulinant les photos disponibles en ligne, n'a parfois eu qu'à lire le récit de leurs exploits, fièrement narrés sur leurs comptes Gab ou Facebook. Ensuite, les applis de géolocalisation de Google ont facilement confirmé leur présence sur les lieux.

Dans le même temps, un groupe de justiciers amateurs, les Sedition Hunters, a réussi à identifier bien plus d'insurgés en dénichant des photos de meilleure qualité, et, surtout, en confiant à un réseau de milliers de correspondants le soin de traquer les suspects avec des programmes de reconnaissance faciale et des données personnelles accessibles en ligne. Les Sedition Hunters déversent régulièrement leurs trouvailles dans la boîte aux lettres électronique du FBI, mais leur tâche, jurent-ils, ne se limite pas à cette délation acharnée. Leur enquête aurait permis d'innocenter plusieurs personnes accusées à tort par la police d'avoir participé à l'invasion du Capitole.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi
La lettre tech.

360

MAGAZINE

L'inspiration vient des papillons • Culture 42
 Les mythiques studios de Babelsberg • Cinéma ... 44
 La révolution anglaise • Histoire 46

LES "NENIS", ÉTOILES MEXICAINES DU NÉGOCE



Leur surnom, au départ péjoratif, est devenu leur fierté. Fragilisées par la crise sanitaire et économique, des millions de Mexicaines vivent de la vente, sur les réseaux sociaux, de produits souvent faits maison : savons, gâteaux, masques, broderies... Quoique de façon informelle, elles promeuvent une économie plus solidaire, durable et féministe. — Gatopardo [extraits] Mexico

Andrea Quiroz m'a donné rendez-vous à 19 h 30 sur le pont piétonnier situé devant le stade Azteca, dans le sud-ouest de Mexico. Bien que temporaire, son autre emploi – dans un programme culturel local – l'occupe le reste de la journée. "J'ai un blouson vert et un sac à dos bleu", m'informe-t-elle dans un court message. Andrea arrive à l'heure. Elle a 30 ans, mais elle fait plus jeune. La peau lisse, elle est à peine maquillée. Tout est impeccable chez elle, des tennies qu'elle porte jusqu'au vocabulaire qu'elle emploie pour expliquer comment elle fabrique ses savons : le fait que tel composant influence l'acidité du produit, que tel autre est un dérivé pétrochimique, que le tensioactif SCI [agent lavant dérivé de l'huile de coco] fonctionne comme émulsifiant. J'ai l'impression d'écouter parler une alchimiste.

Pourtant, Andrea n'a pas fait d'études de chimie : elle est titulaire d'un diplôme en communication sociale de l'Université autonome métropolitaine [de Mexico]. C'est en faisant ses propres recherches et en regardant des tutoriels sur Internet qu'elle a appris à fabriquer des savons. Elle y a vu un moyen de passer au travers de la récession très forte qu'a causée la pandémie. Le commerce de savons a été pour elle une véritable bouée de sauvetage, alors qu'elle avait envoyé plus de 150 candidatures pour décrocher un emploi, sans succès.

L'après-midi de juin tire à sa fin. Andrea vient me livrer une commande de dix savons colorés au délicieux parfum. La jeune femme me raconte qu'elle est entrée sur le marché du travail à 17 ans. Au départ, elle travaillait surtout dans les centres commerciaux, mais les horaires l'empêchaient de poursuivre ses études. Elle a donc pris la décision [il y a sept ans] de se lancer dans les affaires. "J'ai toujours eu un certain talent pour négocier. Toute petite, je cherchais déjà à me faire de l'argent de poche : je vendais des bonbons d'Halloween, les vêtements de mes poupées et des bouteilles d'eau à l'extérieur de la maison", se rappelle-t-elle. Elle a vendu des équipements aux restaurateurs et diverses autres choses. C'est ce qui lui a permis de vivre de façon autonome : "J'ai pu meubler mon appartement, explorer un peu le pays et améliorer mes conditions de vie."

Il y a environ dix ans, les postes auxquels Andrea aspirait offraient un salaire de 15 000 pesos [640 euros] par mois en moyenne. Les recherches qu'elle a faites plus récemment ont révélé qu'on proposait maintenant entre 5 000 et 8 000 pesos [entre 215 et 340 euros] pour des emplois semblables. Et pour elle, une jeune femme titulaire d'un diplôme universitaire qui parle parfaitement l'anglais et qui a étudié le mandarin et l'allemand, c'est toujours la même option qui se présente : travailler dans les centres d'appels. En effet, en Amérique latine, on recrute des armées de jeunes surqualifiés pour répondre au téléphone. Les titulaires de ces emplois flexibles, usants et mal payés ont des contrats temporaires et perçoivent des honoraires, ce qui les empêche d'acquiescer de l'ancienneté et d'obtenir la sécurité sociale.

Andrea continue donc de miser sur sa microentreprise, car, tandis qu'elle passe d'un emploi temporaire à un

↓ Dessin de **Maria Luque**
paru dans **Gatopardo**, Mexico.

SOURCE



GATOPARDO

Mexico, Mexique

Mensuel, 60 000 ex.

gatopardo.com

Fondé en 2000, "Guépard" est diffusé dans toute l'Amérique latine. Spécialisé

dans la publication de reportages et de chroniques au long cours, le mensuel qui "aime raconter des histoires" a reçu de nombreux prix, dont celui de la meilleure revue généraliste latino-américaine en 2014.



autre, ce qu'elle considérait au départ comme un extra est devenu la seule source de revenus sur laquelle elle peut véritablement compter. "Ce n'est pas toujours facile. On y met tout notre cœur, toute notre énergie, mais, en fin de compte, on dépend des acheteurs." Il faut du cran pour devenir une entrepreneuse indépendante.

C'est en parcourant une trentaine de publications faites par des femmes qui vendent des produits sur les réseaux sociaux que je suis tombée sur les savons d'Andrea. On ne marchande pas dans ces espaces cybernétiques : il semble que la logique du microentrepreneuriat numérique soit de faire confiance au fait que le prix proposé est celui qui convient. Je commande à Andrea dix savons

à la glycérine. Dans le message privé qu'elle m'envoie sur Facebook, elle utilise un emoji de visage souriant pour briser la glace : "Bien sûr! Tu as des préférences pour ce qui est des ingrédients ou je te fais un assortiment pour différents types de peau?" Elle m'envoie sur-le-champ un catalogue et prend en note le fait que je préfère qu'ils ne soient pas trop parfumés.

"Je t'ai fait une liste de ce que contient chacun des savons", me dit-elle au moment de la livraison. Elle me remet une feuille blanche sur laquelle elle a soigneusement écrit les informations à l'encre bleue, en majuscules bien lisibles. Elle a pris soin de placer les savons dans une boîte à chaussures pour qu'ils ne s'abîment pas.

Andrea Quiroz a appelé sa marque Kueponi, ce qui, en langue nahuatl [la plus importante des langues autochtones au Mexique], veut dire "germer, pousser et apparaître". Elle a pensé à tout : ses produits sont faits d'ingrédients naturels et biologiques, et ils sont zéro déchet. Elle utilise de la glycérine et des essences naturelles et emballe les savons dans du papier. Elle mise sur des prix faibles pour vendre plus. "Chacun y trouve son compte", explique-t-elle.

Les *nenis* sont des femmes – des jeunes, surtout – qui utilisent les réseaux sociaux pour vendre des objets ou proposer des services. Le phénomène existe dans d'autres pays de la région, mais c'est au Mexique qu'est né le terme qu'on utilise aujourd'hui pour les désigner.

En février 2021, des hommes – des “types”, des “ordures”, comme certaines les ont décrits – ont diffusé des memes pour se moquer de ces femmes. Sur une capture d'écran publiée sur Twitter, on peut lire : “La nouvelle tribu urbaine : les *nenis*. Définition : Être qui fait du commerce sur les réseaux sociaux et qui s'adresse à toutes ses clientes en disant ‘ma belle, ma jolie, ma chérie [nena]’ et ainsi de suite.” C'est l'un des messages qui ont déclenché de vives réactions sur les médias sociaux. Les *nenis* se sont alors approprié le terme péjoratif employé et en ont fait un symbole de fierté. Elles sont allées encore plus loin dans la moquerie en publiant toutes sortes d'images, en adoptant le hashtag #SoyNeni [#JeSuisUneNeni] et en diffusant des memes qui les représentent en train de compter des liasses de billets sur une place publique, ou sous les traits d'un chien géant qui l'emporte sur Godzilla.

“Le terme ‘nени’ est né d'une blague élitiste et misogynne, mais il a été revalorisé. Il est désormais utilisé pour désigner toutes les femmes qui font l'impossible pour subvenir aux besoins de leur famille, des femmes qui, à tous les niveaux, sont des microentrepreneuses”, peut-on lire dans *Entrepreneur* [l'édition mexicaine du magazine américain du même nom].

Il m'a suffi de demander des références de *nenis* pour découvrir une vaste galaxie. Eréndira Barajas, une quadragénaire mère de deux enfants, me recommande “Mercadita Feminista contra la Violencia Económica” [un groupe Facebook dont le nom peut se traduire par “Petit Marché féministe contre la violence économique”]. “Je suis moi aussi dans le groupe *Mercadita* : il y a beaucoup de soutien et de solidarité”, souligne María Teresa Priego-Broca, écrivaine et féministe. Elles sont les premières à me répondre, mais, rapidement, je reçois une avalanche de recommandations. La liste des produits proposés est aussi exhaustive qu'étonnante : des gâteaux, des vêtements d'occasion, des tissus, des crèmes écologiques, des bijoux fantaisie, bref, de tout. C'est une galaxie en pleine expansion, car le phénomène s'observe partout dans le pays, comme le confirment les données d'une étude réalisée par des acteurs du secteur privé (Tala, Metrics et Estafeta, 2020), qui nous apprend que le Mexique abrite 5,2 millions de microentrepreneuses.

En plus de lancer leur propre marque et de créer des designs exclusifs, ces femmes organisent des enchères, proposent des remises et développent des stratégies pour fidéliser leur clientèle : une liquidation à telle heure précise, une offre uniquement valide le week-end suivant, un tarif “deux pour un” pour celles qui achètent avec une amie, et ainsi de suite. Les *nenis* sont les sucsesseuses des vendeuses sur catalogue, un métier qui a existé pendant des décennies. Ce qu'il y a de différent aujourd'hui, c'est que leur travail ne dépend pas d'une entreprise extérieure (elles gèrent elles-mêmes leur catalogue et leurs produits) ni n'exige de recruter d'autres vendeuses (comme c'était le cas des controversés systèmes de vente pyramidale). Elles ne se réunissent plus chez l'une pour offrir des Tupperware : elles utilisent leur téléphone portable ou leur ordinateur pour lancer des offres directement sur Facebook, Instagram et WhatsApp. Certaines ont une formation dans le domaine, d'autres y vont à l'intuition, et la plupart doivent surmonter des difficultés, tant sur le plan financier que sur ceux de la communication et de la concurrence.

Certaines utilisent leur compte sur les réseaux sociaux pour vendre leurs produits, d'autres ont investi dans un site web et d'autres encore (la plupart) misent sur la nouvelle place publique : des groupes Facebook où

l'on peut acheter et vendre tout ce qui existe. Certaines règles explicites s'appliquent à tous les participants, comme l'interdiction de se montrer agressif ou de faire de la propagande politique ou religieuse, mais il en existe d'autres, implicites, qui sont observées tout aussi rigoureusement, notamment celles qui concernent la bienveillance affectueuse caractérisant les échanges. Ces derniers sont ponctués de “ma belle”, “ma chérie”, “ma jolie”, “ma copine”.

“CE N'EST PAS TOUJOURS FACILE. ON Y MET TOUT NOTRE CŒUR, MAIS ON DÉPEND DES ACHETEURS.”

Andrea Quiroz,

CRÉATRICE DE LA MARQUE DE SAVONS KUEPONI

C'est dans ces larges groupes que se trouvent les plus *nenis* des *nenis*. Presque toutes livrent exclusivement leurs produits dans les stations de métro et dans des lieux publics sûrs. Dans un pays où dix femmes sont assassinées chaque jour, il s'agit d'une stratégie de survie et de sécurité. Dans le cadre de mes recherches sur les réseaux sociaux, je suis tombée sur la photo d'une jeune participante à la manifestation du 8 mars dernier sur la place principale de Mexico [lors de la Journée internationale des droits des femmes]. Elle tient une pancarte sur laquelle on peut lire : “Je suis une neni et j'ai peur de ne pas revenir de mes livraisons.”

“C'est vrai que c'est une activité qui présente des risques et qu'il faut prendre des précautions”, admet Andrea Quiroz, la fabricante de savons. Elle s'est elle-même fixé quelques règles. “Je consulte toujours le profil de la personne qui me contacte et je lui demande son numéro de téléphone. J'avertis mon conjoint ou ma famille de l'endroit où je vais et, parfois, je demande à quelqu'un de m'accompagner. Je fais toujours mes livraisons le jour, dans des lieux publics où il y a beaucoup de circulation. Je n'en fais presque jamais le soir.”

La vague numérique de microentreprises a déferlé sur les plateformes comme Marketplace, une fonctionnalité de Facebook qui permet d'afficher gratuitement des produits. Des groupes féministes, voire séparatistes (c'est-à-dire qui acceptent uniquement les femmes), ont commencé à apparaître. Pour en faire partie, il faut répondre à une série de questions, dont, par exemple : “Qu'est-ce que le féminisme pour toi?” Il n'est pas exagéré de penser que, bientôt, il pourrait y avoir plus d'opportunités sur les marchés numériques que sur les marchés traditionnels : les groupes *Mercadita Feminista* et *La Tianguita Feminista* comptent à eux seuls plus de 17000 membres.

Et on ne cherche pas seulement à vendre ou à acheter : certaines femmes proposent des ateliers gratuits, d'autres demandent qu'on leur recommande une gynécologue, et d'autres encore organisent des collectes pour venir en aide à une de leurs semblables. Ce sont des espaces de solidarité. Une femme raconte : “Ma fille et moi venons tout juste de quitter d'urgence notre foyer toxique. Je suis avec une amie, mais je n'ai rien d'autre qu'un lit et des vêtements. J'ai vendu mon ordinateur portable pour pouvoir partir.” Dans les cinq heures qui suivent, vingt-six commentaires apparaissent sous sa publication : des mots d'encouragement, mais aussi des offres de meubles d'occasion et des propositions de dons : “Je peux te donner tel ou tel truc.”

Le Mexique est le pays du travail informel. Des millions de personnes sont disposées à travailler – et travaillent de fait – sans protection sociale, couverture médicale ni prestations. Le salaire qu'elles touchent n'est pas fixe ou, lorsqu'il l'est, il est versé dans le cadre d'un

contrat temporaire ou en espèces. Au cours des quinze dernières années, les chiffres officiels de l'Organisation internationale du travail montrent que près de 60 % des Mexicains qui se considèrent comme appartenant à la population économiquement active, c'est-à-dire en âge de travailler, n'ont pas pu entrer sur le marché du travail formel. D'après les chiffres les plus récents de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi), quelque 29,2 millions de personnes sont dans cette situation. Et l'arrivée de la pandémie a fait gonfler les chiffres dans certains États, notamment Oaxaca, le Guerrero et le Chiapas [tous les trois dans le Sud], où le pourcentage de travailleurs qui occupent des emplois informels est, respectivement, de 79,7 %, 76,1 % et 74,2 %.

La crise sanitaire s'est traduite par une perte de 1,6 million d'emplois pendant le premier semestre de 2020. Un an et demi plus tard, les estimations de spécialistes comme Enrique Díaz-Infante Chapa – directeur du département des finances et de la sécurité sociale du Centro de Estudios Espinosa Yglesias (CEEY) [un think tank à but non lucratif qui s'intéresse à l'analyse des mobilités sociales] – montrent une situation bien pire encore : 1 million d'entreprises ont mis la clé sous la porte, ce qui signifie que près de 12 millions d'emplois ont été perdus, dont seulement 1,4 million dans le secteur formel. Le secteur tertiaire, les commerces, les restaurants, les lieux d'hébergement et les microentreprises ont été frappés de plein fouet, mais ce sont surtout les femmes qui ont subi les contrecoups de la pandémie. Selon l'Inegi, à la fin du premier trimestre de 2021, le Covid-19 avait exclu du marché du travail 1,3 million de femmes, dont la plupart gagnaient un montant correspondant à un ou deux salaires minimums [de 6 à 12 euros par jour].

Enrique Díaz-Infante Chapa ne connaissait pas le phénomène [des *nenis*]. À première vue, il considère ces initiatives avec circonspection. “Elles ne semblent pas être de celles qui contribuent à la croissance du PIB. [Les *nenis*] ne payent pas d'impôts et ne génèrent pas d'emplois ni de croissance.” Il explique cependant que si leurs initiatives “ne sont pas particulièrement productives” pour l'économie nationale, c'est parce que ces femmes n'ont qu'un “accès limité à des sources de financement. Comme elles n'ont pas de source fiable de revenus, qu'elles n'ont pas bâti d'historique solide dans un bureau de crédit [qui décerne les notations personnelles de risque financier] et qu'elles ne peuvent pas donner d'actifs en garantie, les financements qu'elles obtiennent sont généralement informels ou de mauvaise qualité pour ce qui est du délai et des montants offerts. Cela ne leur permet pas de bâtir une entreprise informelle.” Au Mexique, sept femmes sur dix n'ont pas accès aux institutions financières, selon Global Findex. Les banques et les établissements qui leur font confiance sont trop rares.

Faut-il en conclure que la vague des *nenis* n'est qu'un mirage?

Qu'on le croit ou non, en juillet 2021, les *nenis* ont généré quotidiennement plus de 9,5 millions de pesos [408000 euros] en vendant leurs produits sur les réseaux sociaux, selon le rapport publié par Tala, Metrics et Estafeta, qui nous apprend aussi que la majorité d'entre elles ont entre 30 et 50 ans, que près de la moitié sont mariées et que plus de 80 % ont une ou deux personnes à leur charge. Ces chiffres sont un pied de nez à la situation actuelle des femmes, dans la mesure où elles restent moins bien intégrées au marché du travail et où leurs revenus restent inférieurs.



DESSIN DE MARIA LUQUE, ARGENTINE

Bien que consciente des obstacles macroéconomiques, Ana Victoria García [l'une des femmes d'affaires les plus en vue du Mexique, âgée de 37 ans] est catégorique : *“Je crois qu'il faut que le secteur informel devienne formel, et ce le plus rapidement possible. Pour que ce soit juste, les règles doivent être les mêmes pour tout le monde. Si une personne paie des impôts et que tu n'en paies pas, ça veut dire que cette personne soutient une activité à laquelle tu n'apportes rien.”*

Adriana Benítez est de l'avis contraire. Cette *neni* trentenaire qui vit à Xochimilco [un quartier du sud de Mexico] fabrique des verres à partir de bouteilles recyclées. *“On ne veut rien avoir à faire avec le SAT [service d'administration fiscale]. Tant qu'on peut continuer comme ça, ça nous convient”*, dit-elle avec le débit rapide caractéristique de ceux et celles qui ont mille projets en tête. Adriana n'a pas étudié le design industriel ni une discipline connexe : elle est psychologue. *“Je me suis*

“ON ESSAIE EN QUELQUE SORTE DE REMPLACER LE CAPITALISME EXTRÊME DONT ON A SOUFFERT.”

Ana Victoria García,
FEMME D'AFFAIRES

rendu compte que le rôle de patiente me convenait mieux que celui de thérapeute”, lance-t-elle dans un grand éclat de rire. Elle a ensuite travaillé pendant plusieurs années dans le domaine des effets spéciaux de films, jusqu'à ce qu'elle et son conjoint, Mauricio Cruz, commencent à *“avoir la nostalgie de nos vies, de nos amis, du côté créatif, des voyages. On était tout le temps au bureau : on gâchait les meilleures années de notre vie.”* Ils ont abandonné des emplois stables pour se lancer dans les affaires : *“C'est comme ça qu'est né Madrecitaloba.”*

Parce qu'il n'y a pas de travail, parce qu'elles touchent un salaire de misère, parce qu'elles n'aiment pas avoir l'impression d'être à la merci d'une entreprise, d'un horaire ou d'un chef, mais aussi parce qu'elles veulent élever leurs enfants comme elles l'entendent, évoluer sur le plan professionnel ou simplement essayer quelque chose de nouveau : toutes les raisons sont valides [pour devenir une *neni*].

Ana Varela, une femme de 40 ans à l'accent du Chihuahua qui vit à Coatepec, dans l'État de Veracruz, avec qui je discute par appel vidéo, évoque toutes ces raisons. Elle est installée près de sa machine à coudre et entourée de bobines de fil et de pièces de tissu. Ana a étudié les arts plastiques à Veracruz, où elle a commencé à fabriquer des poupées en tissu aussi amorphes que colorées; des êtres qu'elle dessine, découpe et coud sous la marque Mangle Verde. Elle affirme fièrement qu'elle est entrepreneuse *“depuis [ses] 16 ans, depuis [qu'elle] travaille”*. *“Mes parents continuent malgré tout de me demander, par exemple : ‘Pourquoi tu ne trouves pas un emploi qui te donne droit à des prestations?’ Je prends mon courage à deux mains et j'explique à ma mère : ‘Parce que ça voudrait aussi dire mettre de côté mon rêve, ce que je veux vraiment faire.’ Et ce que je veux faire, c'est créer. Pourquoi aurais-je besoin de plus d'argent? Pour engager une nounou qui s'occuperait de ma fille? Pas question! Je m'en sors toute seule. Et cette liberté, je l'ai parce que je suis entrepreneuse.”*

Andrea Quiroz m'a confié qu'elle préfère encore échanger ses savons plutôt que de les vendre. *“C'est une façon de sauver l'économie de manière solidaire avec d'autres entrepreneurs. Je crois que ces méthodes alternatives sont à la base d'une grande partie de l'économie informelle. Faire du troc, c'est prendre en considération la valeur d'utilité plus que la valeur d'échange.”*

Ana Victoria García insiste sur le fait qu'elle ne veut pas sembler radicale ni catégorique, mais elle formule deux idées puissantes au cours de notre conversation : l'une concerne le modèle d'entrepreneuriat féminin et l'autre, la capacité de ce modèle à *“remplacer le capitalisme”*. *“Je crois que la structure économique actuelle est en train de se briser et de faire place à des projets beaucoup plus féminins. Ce sont des projets qui mettent l'accent sur l'impact local. On ne ment plus au consommateur, on offre un produit qui vaut la peine, qui correspond à ce qu'on présente; on propose des produits naturels, biologiques, qui font du bien. Avec cette vision, on essaie en quelque sorte de remplacer le capitalisme extrême dont on a souffert. Je crois que les femmes sont en train de changer les choses.”*

Le dictionnaire de l'Académie royale espagnole définit la galaxie comme *“un vaste ensemble d'étoiles, de poussières interstellaires, de gaz et de particules qui forment un système autonome dans l'Univers”*. Il suffit de faire un tour sur les réseaux sociaux pour qu'apparaisse un vaste ensemble de femmes-étoiles qui, par nécessité ou par choix, deviennent autoentrepreneuses et qui forment un système autonome dans l'univers-marché. Ce sont des entrepreneuses qui créent des économies solidaires. Et qui viennent ajouter un troisième principe à ceux du recyclage et de la consommation locale : l'achat à des femmes géniales, celles qu'on appelle les *nenis*. Elles forment, ensemble, une véritable supernova.

—Paula Mónaco Felipe

Publié le 28 octobre 2021

culture. 

L'inspiration vient des papillons

Symboles de résurrection et de la fragile beauté de la vie humaine, les papillons ont beaucoup inspiré les poètes et les artistes. Pourquoi ces merveilleux lépidoptères sont-ils fascinants ? se demande ce critique italien.

—Il Venerdì di Repubblica Rome

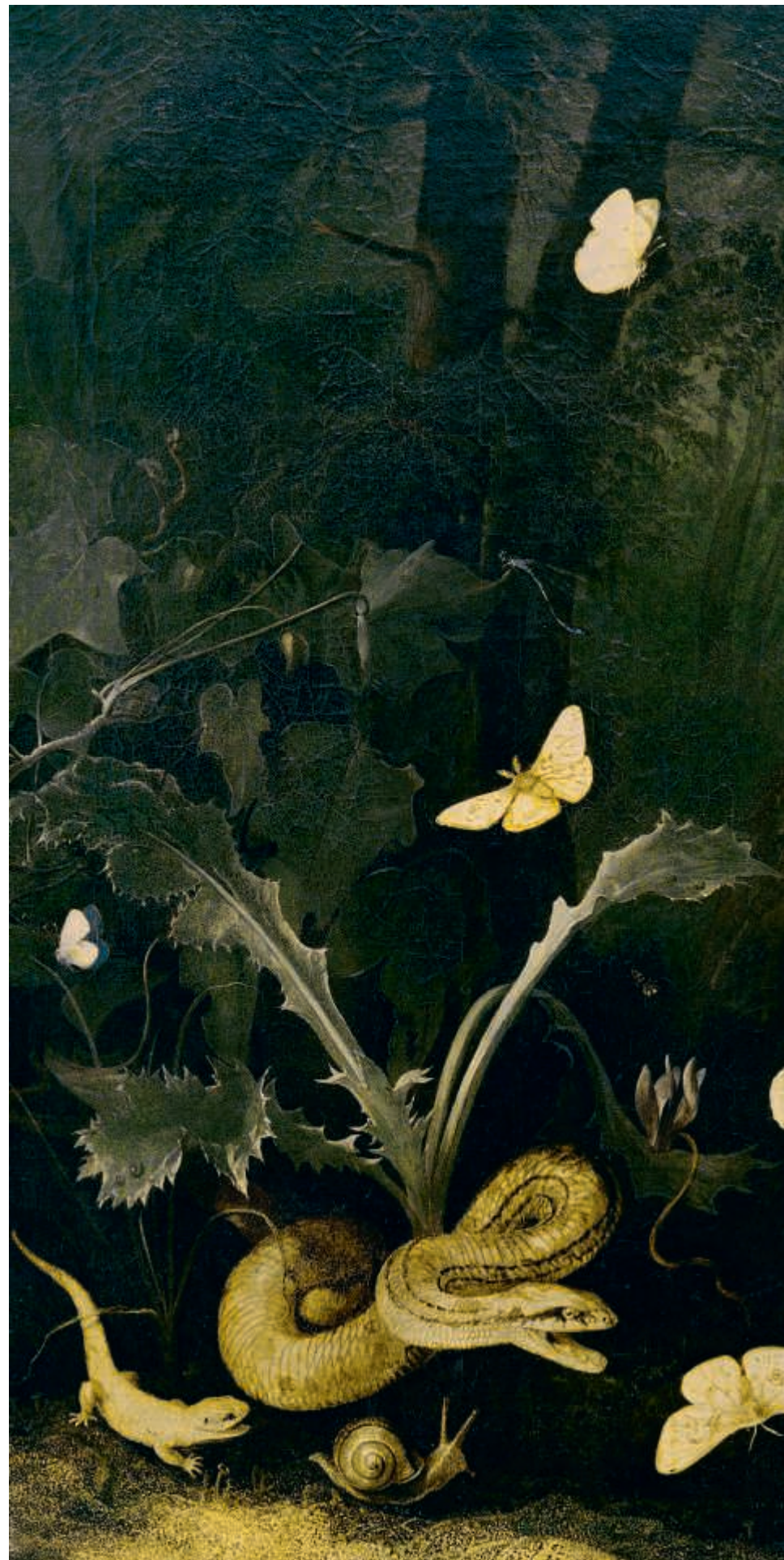
Vladimir Nabokov (1899-1977) était un homme qui aimait les échecs et qui fractionna sa vie en tranches. Il vécut vingt ans en Russie, vingt ans en Europe, vingt ans aux États-Unis et – légère anomalie qui vient confirmer le génie cartésien de l'écrivain – un peu moins de vingt ans en Suisse. Il ébauchait ses romans sur de petites feuilles minutieusement classées avec la patience obsessionnelle de l'entomologiste. Car de fait, sa passion première allait aux papillons. Sur les photographies qui le montrent arpentant les bois armé d'un filet ressemblant à la Voie lactée, il a cette expression concentrée d'un dieu cherchant à inventorier les vertus de sa propre création.

Dans ce domaine aussi, dit-on, Nabokov était génial, audacieux, provocateur : dans les années 1940, il avait travaillé à cataloguer et à mettre en valeur la collection de papillons de l'université Harvard [l'écrivain d'origine russe était à cette époque responsable de la collection de lépidoptères du musée de zoologie comparée de l'université]. Même dans le domaine scientifique, les articles qu'il publiait dans *Lepidopterists' News* – intitulés, par exemple, "À la chasse aux papillons dans le Wyoming" – irradiaient une beauté pour ainsi dire schizoïde. Et comme il se

doit, les romans de Nabokov, éphémères et donc indestructibles, foisonnent de papillons. Dans *Feu pâle* [paru en 1962], on rencontre ainsi "une vanesse", "un insecte très vif" que "j'ai vu festoyer sur des prunes sirupeuses et, aussi, une fois, sur un lapin mort". Qu'est d'ailleurs Lolita, sinon un papillon – la "nymphette" fait référence aux Nymphalidés, une célèbre famille de papillons diurnes – tout juste sorti de la chrysalide de l'enfance, digne de durer un instant immaculé, avant de sombrer dans le règne corrompu des adultes ?

Détachement aristocratique. En 2016, la maison d'édition Yale University Press a réuni les dessins de papillons de Nabokov dans un recueil intitulé *Fine Lines* [non traduit en français]. Ces esquisses n'ont rien en soi de particulièrement remarquable, mais ce sont les noms que l'écrivain donne – avec un détachement tout aristocratique – à ses papillons qui fascinent : *Vanessa incognita* ; *Paradisias radugaleta* ; *Polygonia thasoides*. Il dédiait ces espèces inconnues à son épouse, Vera, qui l'accompagnait dans ses chasses. On trouve une trace de l'une d'entre elles dans un article publié le 23 octobre 1973 dans le *Times Educational Supplement* : traquant "une sous-espèce ravissante et déconcertante" du nacré subalpin (*Boloria pales*), Nabokov explique avoir fait le voyage

↓ *Sous-bois avec serpent et lézard.*
d'Otto Marseus van Schrieck, 1669.
Photo Staatliches Museum/Akg images





jusqu'à Limone Piemonte [dans la province de Coni, dans le Piémont italien], "où je l'ai trouvée à près de 2100 mètres".

En feuilletant les *Icones* de William Jones – un fantasmagorique recueil [inédit en français] de 1296 aquarelles de papillons représentant 856 espèces, "réalisé entre 1780 et 1810" –, j'admire la livrée tigrée du *Boloria pales* (répertorié ici sous le nom de daphné), la fragilité qui illumine sa robe. Les éditions Einaudi publient une édition italienne sous le titre *Farfalle e falene. Il libro dei disegni di William Jones* ["Papillons de jour et de nuit. Le livre des dessins de William Jones"], le présentant fièrement – et à raison – comme "la première édition mondiale du célèbre recueil de dessins du naturaliste du XVIII^e siècle". Ce volume, superbe – le seul autre endroit où l'on puisse voir le "trésor caché" des *Icones* de Jones étant la bibliothèque du musée d'Histoire naturelle de l'université d'Oxford –, est aussi effrontément désuet. Pour ceux qui, comme moi, ignorent tout des papillons, cet ouvrage mystérieux est à aborder comme une carte du ciel, voire un répertoire d'idéogrammes : chaque papillon semble en effet être un symbole, un incunable d'énigmes. Je suis certain d'avoir vu inscrit sur les ailes d'un spécimen le chiffre qui anéantit le temps, la date de l'Apocalypse.

Et l'on se laisse prendre au jeu : pour ma part, aux papillons effervescents et charmeurs tels que le *Papilio ulysses* d'Indonésie, dont le thorax semble tatoué d'un visage volontaire et sardonique, je préfère les lépidoptères gros comme un ongle, presque invisibles, archangéliques – preuve, s'il en est, que c'est au microscope que l'on effleure le divin. Parmi eux, le *Leptomyrina phidias*, que l'on croirait taillé dans le cristal.

Dans ses *Fragments*, Ezra Pound jure "avoir senti la respiration du papillon, comme un pont jeté entre les mondes".

Reste la grande question : qu'est-ce qui nous fascine tant chez les papillons ? Que disent de nous ces cartilages volants, dans quel secret nous installent-ils ? Certes, la beauté est fugace, et ce n'est que de la vilaine chenille, du cocon de la chrysalide, œuvre alchimique de la nature, que peut naître la merveille insaisissable, éphémère et d'une cruelle évanescence. Ah, les papillons, traces constituées par échos accumulés d'une existence céleste perdue, dont le souvenir s'efface... Bien que les Écritures ne fassent aucune mention du papillon, quelque croyance entomologique a fait

du lépidoptère un symbole de résurrection : Jean Malouel, peintre hollandais du début du xv^e siècle, dépeint ainsi une Vierge à l'enfant auréolée de papillons ; un siècle plus tard, *La Chute des Titans* de Cornelis van Haarlem, un autre peintre hollandais, est autrement spectaculaire : d'énormes papillons se jettent sur les corps nus, musculeux et puissants des géants précipités dans l'abîme. Emily Dickinson (1830-1886), virtuose de l'aphorisme papillotant, célèbre dans son poème *Nature* l'art de la fugue du papillon : "Deux papillons sortirent à midi/Et dansèrent une valse audessus d'un ruisseau. [...] Et puis ensemble ils se dirigèrent vers une mer étincelante." C'est dans les romans de W. G. Sebald (1944-2001) – *Les Anneaux de Saturne*, en l'espèce – et les mémoires de Walter Benjamin (1892-1940) que l'on rencontre certains des plus somptueux phalènes. Rainer Maria Rilke (1875-1926) compare "le beau papillon" à une "miniature" – une image qui doit rester impénétrable, un souffle venu de l'autre monde, un bijou seyant à un ange. Dans ses *Fragments*, Ezra Pound (1885-1972) jure "avoir senti la respiration du papillon, comme un pont jeté entre les mondes".

Portée ésotérique. Amateur de lépidoptères, le poète italien Guido Gozzano (1883-1916) dédia aux papillons son œuvre la plus étrange, les *Epistole entomologiche* ["Épîtres entomologiques"]. Gozzano se délectait déjà de créatures ailées. "Je collectionne les papillons. Je suis un entomologiste appliqué et fervent", confiait-il à l'été 1909 à Giulio De Frenzi [pseudonyme littéraire de Luigi Federzoni, qui présidera le Sénat de 1929 à 1939]. Dans l'un des poèmes de ce recueil – un envoûtant fatras –, Gozzano évoque la portée ésotérique de l'ornithoptère [l'ornithoptère de la reine Alexandra, ou papillon de la reine Alexandra, est une espèce de papillon diurne] : "Ineffable mystère qui émane[des papillons exotiques ! Je le regarde/il se perd, se confond abasourdi/ comme par des formes surnaturelles." L'un des chefs-d'œuvre de la collection de William Jones, l'*Ornithoptera priamus*, "dont il existe différentes sous-espèces, de l'Indonésie orientale jusqu'aux îles Salomon et au nord-ouest de l'Australie", est aussi troublant que des yeux qui vous fixent et vous transpercent jusqu'à l'inavouable.

À ce qu'en dit la préface du recueil, William Jones n'était pas un personnage particulièrement intéressant. "Riche londonien, négociant en vins", poète à ses heures, "versé dans les langues hébraïque et grecque", il a consacré la dernière partie de sa vie – à Chelsea, où il s'était retiré et est mort en 1818, à 73 ans – à peindre et à dessiner des papillons. Sa marotte, très *English*, s'inscrit entre le penchant

Après l'ascèse, de la laideur de l'enfermement dans la chrysalide et de la matière naît la forme céleste.

pour les collections ostentatoires chères aux habitants d'Albion et la tradition du Grand Tour [le voyage initiatique en Italie que se devait d'effectuer au XVIII^e siècle les jeunes aristocrates anglais], qui, à l'époque, pouvait comprendre de nombreux coins de la planète.

Joseph Banks, l'un de ses amis, est une personnalité plus intrigante : il explora Terre-Neuve et le Labrador, participa à la première expédition de James Cook dans le Pacifique, fut baronnet, botaniste et mythique président de la Royal Society, comblant de toutes sortes de présents exotiques le royaume de Sa Majesté. William Jones, lui, était un aventurier mental, voyageant à travers ses désarmantes peintures de papillons. Sachant, peut-être, que le lépidoptère est à lui seul un symbole gnostique : après l'ascèse, de la laideur de la matière et de l'enfermement dans la chrysalide naît la forme céleste. Dans l'une de ses déconcertantes *Histoires comme ça* (1902), Rudyard Kipling invente la légende de Salomon, le roi savant qui "parlait à un papillon comme un homme à son frère" ; le papillon, à la fragilité illusoire, est capable de faire disparaître le palais royal parce qu'il commande "aux afrites et aux djinns".

Et encore n'avons-nous pas abordé le point suprême. Une fable du *Zhuangzi*, texte fondateur du taoïsme, raconte que le sage Zhou "rêva qu'il était un papillon, voletant librement et, tout à sa joie, laissant libre cours à ses désirs" ; au réveil, encore tout étourdi par ce vol, "Zhou se demanda s'il avait rêvé qu'il était un papillon ou bien s'il était un papillon qui rêvait être Zhou". En effet, aucune distance didactique ne sépare le rêve de la réalité et, comme les papillons, nous sommes nous aussi des "créatures d'un jour". L'immense répertoire de William Jones peut donc également se lire comme un implacable *memento mori*.

—**Davide Brullo**

Publié le 20 novembre 2021

L'auteur

Davide Brullo est un journaliste, critique et poète italien. Auteur de plusieurs livres (non traduits en français), il contribue régulièrement aux pages Culture du quotidien *Il Giornale*.

plein écran.



7 février 2015, dans les studios de Babelsberg. *The Grand Budapest Hotel*, tourné sur place, vient de remporter quatre oscars.
Photo Ralf Hirschberger / Picture Alliance via Getty Images

—Frankfurter Allgemeine Zeitung Francfort

Les studios de Babelsberg, les plus anciens studios de cinéma au monde et le berceau de tous les mythes du cinéma allemand [lire encadré], ont été vendus à une société immobilière américaine. Si, à première vue, l'affaire peut apparaître comme le bradage d'un précieux bien culturel allemand, elle présente en fait un aspect pas du tout allemand : parmi les films qui ont rapporté aux studios argent et prestige, ces dernières années, on compte par exemple *Matrix Resurrections*, *Le Pont des espions*, *Monuments Men* ou *Inglourious Basterds*. C'étaient des productions internationales ou américaines pour lesquelles les studios constituaient souvent une zone extraterritoriale : elles ne voulaient rien avoir à faire avec Berlin, encore moins avec Potsdam [la ville limitrophe de Berlin où sont situés les studios] ni avec le reste de l'Allemagne.

Si on est quand même surpris par la nouvelle, c'est parce que Babelsberg illustre bien que là où il y a travail de création, c'est dans l'indépendance et l'autonomie qu'il se fait au mieux : les deux producteurs Christoph Fisser et Carl Wobcken avaient racheté les studios pour un euro symbolique en 2004 au français Vivendi, alors en pleine dégringolade, et les avaient transformés en société par actions tout en gardant les commandes. Et ils ont engrangé de beaux bénéfices malgré la pandémie.

Les choses auraient pu continuer ainsi, sinon mieux, se dit-on. Babelsberg a accueilli ces derniers mois le tournage

Nouvelle ère à Babelsberg

Les mythiques studios de cinéma allemands ont été rachetés par une holding américaine, TPG Real Estate. Pour subsister, à l'ère du streaming, ils n'ont eu d'autre choix que de s'adosser à un puissant groupe international.

de la série *1899*, un projet onéreux et ambitieux de Netflix, qui devrait sortir dans le courant de l'année [cette série d'horreur, concoctée par les créateurs de *Dark*, mettra en scène des immigrés européens qui voguent vers New York]. Et ce n'est qu'une des près de mille productions destinées à Netflix qui sont en cours actuellement. Amazon, qui a beaucoup plus d'argent, a acheté de grands studios à Los Angeles et continue d'étendre son service de streaming. Apple, qui a encore plus d'argent, souhaite produire encore plus de films et de séries.

Disney a racheté Fox et souhaite s'agrandir encore. On se demande qui va s'abonner, payer et regarder tout ça. Quoi qu'il en soit, la place se fait rare dans les studios.

On pourrait penser que quiconque disposant d'un grand hall et de quelques projecteurs pourrait gagner beaucoup d'argent actuellement. Ce n'est cependant pas si simple, déclare Christoph Fisser lors d'un entretien : si on veut obtenir de bonnes productions qui coûtent cher, il faut leur offrir une bonne technique qui coûte cher.

Babelsberg vient de construire un plateau avec un mur de LED de 7 mètres de haut et 55 mètres de large, à côté duquel la vieille technique de projection frontale sur fond vert ressemble à un outil préhistorique. Avec le mur de LED, on peut vraiment voir pour la première fois l'arrière-plan et l'environnement lors de la mise en scène. Et quand les acteurs ou les caméras se déplacent, l'image se déplace aussi sur le mur de LED, grâce à un logiciel qui a été mis au point pour les jeux vidéo. Il faut

10 millions d'euros pour équiper un plateau de ce système, confie Christoph Fisser. Et comme la concurrence des sociétés de streaming devient plus dure, tout le monde veut travailler avec les meilleures techniques. Babelsberg va encore devoir mettre deux à trois de ses plateaux à la pointe de la technique.

Et voilà qu'entre en jeu TPG Real Estate, une holding qui ne fait que ce que font nombre de ces sociétés d'investissement en ce moment : acheter à tour de bras des sociétés de production et des médias. Pour reprendre leurs propres termes,

Repères

UNE INSTITUTION ALLEMANDE

Fondés en 1912 à proximité de Berlin, les studios de Babelsberg ont eu plusieurs vies. Dans l'entre-deux-guerres y ont été tournés les grands classiques du cinéma allemand (*Nosferatu le vampire*, *Metropolis*, *L'Ange bleu*...). À partir de 1933, ils passent sous la coupe du pouvoir nazi puis, en 1946, sous celle du régime est-allemand. Après la chute du mur de Berlin, ils sont finalement achetés par une société d'investissement dont les producteurs Christoph Fisser et Carl Wobcken sont actionnaires. Ces derniers attirent des productions hollywoodiennes et font du site "le plus gros studio de cinéma d'Europe", relate la *Berliner Zeitung*. Les films tournés sur place depuis 2004 ont raflé 16 oscars. Les studios ont aussi prêté leurs décors à des séries allemandes à succès comme *Babylon Berlin* ou *Dark*.

elles entendent "profiter de la tendance à la croissance à long terme dans la consommation de médias et de contenus". La holding a déjà acheté Cinespace, une société qui gère d'énormes studios cinématographiques, essentiellement à Chicago et à Toronto. Et elle a récemment racheté la Creative Artists Agency. Cette agence, qui est l'une des plus puissantes du secteur du cinéma, ne se contente pas de représenter acteurs, réalisateurs et auteurs, mais propose des "packs" : scénario, distribution, réalisation et caméras, elle livre tout ceci au studio, il n'y a pratiquement plus qu'à tourner. Il est très bon pour les affaires d'entretenir de bonnes relations avec cette agence. Il est encore mieux de faire partie du même groupe.

Et c'est exactement ça qui est le plus beau dans l'accord avec TPG, confie Fisser. Même s'il trouve peut-être encore mieux de ne plus avoir à mendier chaque million auprès de la banque chaque fois qu'il voudra investir. L'argent sera déjà là, beaucoup, beaucoup d'argent. Et qui sait, conclut-il : si le boom se poursuit, peut-être que Babelsberg pourra s'agrandir, acheter des terrains et construire de nouveaux plateaux.

Il ne faudrait cependant pas miser trop gros sur cet espoir. La concurrence des sociétés de streaming est déjà ruineuse actuellement. Il ne s'agit plus de livrer l'offre qui satisfait la demande, il s'agit de ne pas se faire rejeter à l'arrière-plan, de s'affirmer. Quand le premier service de streaming fera faillite, les studios en subiront les conséquences.

—Claudius Seidl
Publié le 4 janvier

histoire.



Les origines de la révolution anglaise

1642 – Angleterre

L'argent, la religion et le pouvoir sont les trois ingrédients qui ont poussé Charles I^{er}, monarque dépassé, à entraîner son propre royaume dans la guerre civile.

—The History Magazine (extraits)
Budleigh Salterton (Royaume-Uni)

↑ Charles I^{er} sous trois angles. Huile sur toile, 1635, d'Antoon Van Dyck.
Photo AKG Images

Nous autres Anglais aimons à croire que nous sommes une nation de gentlemen et de ladies, une nation qui sait faire la queue, manger avec distinction et converser poliment. Et pourtant, en 1642, cela ne nous a pas empêchés de nous faire la guerre. Dressant frère contre frère, père contre fils, la guerre civile est une tache sombre dans notre histoire. Et il n'est pas un "gentleman" qui ait été épargné.

Comment en sommes-nous arrivés là? Ne s'est-il agi que d'une lutte pour le pouvoir entre le roi et le Parlement? Les traumatismes liés aux bouleversements religieux sous les Tudor en sont-ils la cause? Ou tout cela n'a-t-il eu que l'argent pour mobile?

Le droit divin – ce droit de régner sans entraves que Dieu accorde au monarque oint – est solidement ancré depuis Jacques I^{er} (1603-1625). La bénédiction du Tout-Puissant est censée créer un dirigeant infailible, et c'est là que le bât blesse. En 1642, Charles I^{er} se retrouve pour ainsi dire en faillite, pris au piège d'une corruption éhontée et du népotisme. Il est tout sauf un dirigeant infailible, une réalité qui crève les yeux tant du Parlement que du peuple d'Angleterre.

À l'époque, le Parlement ne dispose pas de pouvoirs tangibles. C'est un assemblage d'aristocrates qui se réunissent selon le bon plaisir du roi afin de lui soumettre leurs avis et de l'aider à collecter les impôts. Ce qui suffit à leur conférer une certaine influence, puisque le souverain a besoin de leur approbation pour légitimer le prélèvement de taxes. Dans les périodes de difficultés financières, cela signifie que le monarque doit écouter le Parlement.

À court de ressources à cause des mœurs dispendieuses et des guerres onéreuses des Tudor et des Stuart, la Couronne tire le diable par la queue. À cela s'ajoute la volonté de Charles I^{er} d'étendre son ambitieuse politique anglicane (autrement dit d'un catholicisme à peine voilé) à l'Écosse. Le roi a donc besoin du soutien du Parlement. Quand ce dernier le lui refuse, Charles y voit une atteinte à son droit divin et dissout par conséquent le Parlement, en mars 1629. Durant les onze années suivantes, il gouverne l'Angleterre sans Parlement, ce qui n'est pas sans précédent, mais, privé de la force d'attraction financière du législatif, Charles n'a que peu de moyens de lever des fonds.

Pendant cette phase de pouvoir direct, le roi semble avoir tout fait pour exaspérer ses sujets. Et beaucoup ont été ulcérés quand il a voulu pérenniser une taxe destinée à la construction de bâtiments de combat qui doit être versée par les comtés du littoral en temps de guerre. Cet impôt sert à renforcer la marine, qui assure en échange la protection des comtés qui le paient. En théorie, c'est une fiscalité juste que nul ne saurait contester. Mais Charles décide d'étendre cette taxe annuelle à tous les comtés du royaume, ce qui lui garantit un revenu de 150 000 à 200 000 livres de l'époque et ce chaque année de 1634 à 1638. Il en résulte un fort mécontentement populaire; de plus en plus de gens réclament que soit mis un frein au pouvoir du souverain.

Cela est évident non seulement dans les rangs des contribuables, mais aussi parmi les forces puritaines dans l'Angleterre protestante. Après le règne de Marie I^{re} (1553-1558), tous les monarques anglais ont été ouvertement protestants. Charles I^{er} lui-même l'est, mais il a épousé une catholique fervente, Henriette-Marie de France. De plus, il soutient son ami l'archevêque William Laud dans ses projets de réforme de l'Église anglaise, ce que beaucoup considèrent comme un retour au papisme catholique. Pour poursuivre ceux qui s'opposent à ses réformes, Laud a recours aux tribunaux, qui censurent toute opinion religieuse divergente et infligent aux classes aisées et aux gentilshommes contrevenants des châtiments jugés déshonorants.

En octobre 1640, la politique religieuse impopulaire de Charles et son désir d'étendre son pouvoir au nord entraînent une guerre contre les Écossais. Pour le roi, qui n'a ni l'argent ni les hommes nécessaires, c'est un désastre. Il chevauche lui-même vers le nord pour prendre le commandement des opérations, mais subit une défaite écrasante.

Les nouveaux parlementaires se sentent investis d'une mission. Ils incarnent un autre pouvoir que celui du souverain.

Charles est conscient que, quelles que soient ses prochaines décisions, il va lui falloir un socle financier. Après avoir conclu l'humiliant traité de Ripon, qui cède Newcastle upon Tyne et Durham aux Écossais, il convoque le Parlement. Appelés pour aider à la fois le roi et le pays, les nouveaux parlementaires se sentent investis d'une mission. Ils incarnent désormais un autre pouvoir que celui du souverain. Les deux camps de la future guerre civile anglaise sont déjà formés. Dès lors, c'est une spirale inexorable vers l'affrontement. Le Parlement ordonne promptement l'arrestation des plus proches conseillers du roi, dont l'archevêque Laud. En mai 1641, Charles I^{er} approuve à contrecœur une loi sans précédent, qui interdit la dissolution du Parlement sans le consentement de ce dernier. Se sentant pousser des ailes, le Parlement abolit la taxe censée financer la construction de navires de guerre.

Au cours de l'année qui suit, le Parlement impose au roi des exigences de plus en plus outrageuses et, en juin 1642, c'en est trop pour le monarque. Il réagit avec brutalité en faisant irruption à la Chambre des communes pour tenter d'arrêter cinq membres du Parlement, et perd de ce fait le peu de soutien qu'il lui restait parmi les parlementaires. Les deux parties se rangent en ordre de bataille. Le 22 août 1642, Charles I^{er} lève l'étendard royal [signe du déclenchement des hostilités] à Nottingham : la guerre civile vient de commencer.

—Victoria Masson
Publié le 4 janvier

SOURCE



THE HISTORY MAGAZINE

Budleigh Salterton, Royaume-Uni
historic-uk.com/HistoryUK

The History Magazine est une publication en ligne du site *Historic UK*. Non sans humour, le magazine dit vouloir se consacrer à "toutes ces histoires étranges, atroces et passionnantes que les manuels scolaires ignorent le plus souvent".

Les auteurs, de "lamentables binoclards obsédés par l'histoire", sont pour la plupart universitaires.

Télérama'

FESTIVAL CINEMA FESTIVAL CINEMA FESTIVAL CINEMA FESTIVAL

CHAQUE SÉANCE
**3,50€ AVEC
LE PASS**
DANS TELERAMA / SUR TELERAMA.FR

**19-25
JANVIER 2022**
DANS LES SALLES ART ET ESSAI

EN PARTENARIAT AVEC L'AFCAE
**VOIR
ET REVOIR**
LES MEILLEURS FILMS DE L'ANNÉE

ANNETTE
DRIVE MY CAR
**JULIE (EN DOUZE
CHAPITRES)**
FIRST COW
LA LOI DE TÉHÉRAN
COMPARTIMENT N°6
LE DIABLE N'EXISTE PAS
ALINE
MADRES PARALELAS
LE SOMMET DES DIEUX
ILLUSIONS PERDUES
LA FRACTURE
LES OLYMPIADES
NOMADLAND
INDES GALANTES
DUNE ♡ - 26 ANS
UN AUTRE MONDE AV. P.
NOS ÂMES D'ENFANTS AV. P.
ILS SONT VIVANTS AV. P.
LES JEUNES AMANTS AV. P.
**VOUS NE DÉSIREZ
QUE MOI** AV. P.
UN MONDE AV. P.

DÉCOUVREZ LE FILM
**COUP DE
CŒUR
DES - 26 ANS**
AVEC BNP PARIBAS



CANAL+

BNP PARIBAS

AFCAE
CINEMAS ART & ESSAI

VOUS AVEZ LE DROIT DE DÉJÀ CONNAÎTRE VOTRE AVENIR



Plan Épargne Retraite

Une solution retraite qui aligne vos besoins futurs avec votre rythme de vie actuel en s'adaptant à vos évolutions professionnelles.

Les montants investis sur des supports en unités de compte comportent un risque de perte en capital.

labanquepostale.fr



LA
BANQUE
POSTALE

BANQUE ET CITOYENNE

COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE

Cachemire PER est un Plan d'Épargne Retraite Individuel constitué sous la forme d'un contrat d'assurance de groupe sur la vie à adhésion facultative, libellé en euros et en unités de compte. Ce contrat est souscrit par l'Association Liberté Retraite de La Banque Postale (ALR) auprès de CNP Assurances, entreprise régie par le Code des assurances.
CNP Assurances - 4 place Raoul Dautry - 75716 Paris CEDEX 15 - www.cnp.fr - S.A. au capital de 686618477 € entièrement libéré - 341 737 062 RCS Paris - Entreprise régie par le code des assurances.
Association Liberté Retraite de La Banque Postale (ALR) - Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ainsi que les articles L. 141-7 et L.144-2 du Code des assurances, et les articles L. 224-1 et suivants du Code monétaire et financier, enregistrée auprès de l'Autorité de Contrôle Prudenciel et Résolution sous le numéro 479 568 545/GP. 15. CP G010 - 115 rue de Sèvres 75275 Paris CEDEX 06. www.alr-perp.fr.
La Banque Postale - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance. Capital social 6 585 350 218 €. 115 rue de Sèvres 75275 Paris CEDEX 06. RCS Paris n°421 100 645. ORIAS n° 07 023 424.